3 1761 05070644 9

EO
Lafuma | Chh
20r
Z
421c
61

Il a été tiré de cet ouvrage
25 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma,
à Voiron, numérotés 1 à 25.

Exemplaire N° 15

LA FRANCE DU DIRECTOIRE

DU MÊME AUTEUR :

Fouché (1759-1820), par Louis Madelin, agrégé d'histoire et de géographie, ancien membre de l'École française de Rome, docteur ès lettres. Deux volumes in-8° avec un portrait. *(Épuisé.)*

(Couronné par l'Académie française, prix triennal Thiers.)

La Rome de Napoléon. *La Domination française à Rome de 1809 à 1814.* Un volume in-8° accompagné de deux cartes.

(Couronné par l'Académie française, second prix Gobert.)

France et Rome. *La Pragmatique sanction — Le Concordat de François Ier — Un Français à Rome — La Politique religieuse de Louis XIV — La Constitution civile du clergé — Le Concordat de 1801.* 2e édit. Un volume in-16.

L'Aveu. *La Bataille de Verdun et l'opinion allemande.* Documents inédits.

La Victoire de la Marne. *La ruée ennemie — L'ordre d'arrêt — La bataille — Les résultats immédiats — Les conséquences historiques.* 14e édit. Avec deux cartes.

La Bataille de France (21 mars-11 novembre 1918). Un volume avec quinze cartes en noir et en couleurs.

La Mêlée des Flandres. *L'Yser et Ypres.* Avec deux cartes.

L'Expansion française. *De la Syrie au Rhin.*

Le Chemin de la Victoire. Deux vol. (Bibl. Plon). 6 fr.

(Librairie Plon-Nourrit et Cie.)

Croquis lorrains. Un volume in-12.

(Librairie Berger-Levrault.)

La Révolution. Un volume in-12.

(Couronné par l'Académie française, premier prix Gobert.)

Danton. Un volume in-8°.

Les Heures merveilleuses d'Alsace et de Lorraine. Un volume in-32.

(Librairie Hachette.)

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1922.

LOUIS MADELIN

LA FRANCE DU DIRECTOIRE

Conférences prononcées
à la « Société des Conférences » en 1922

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE - 6e

Tous droits réservés

DC
186
M3

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

A

MONSIEUR RENÉ DOUMIC

Président de la Société des Conférences

en hommage de cordiale gratitude.

PRÉFACE

Ce petit volume n'est que le recueil des cinq conférences que la Société des conférences *avait bien voulu me demander pour l'hiver de* 1922. *Je n'ai rien entendu y changer. Je leur ai donc gardé le style forcément un peu familier ici, un peu oratoire là, qui est celui des conférences, et je veux m'en excuser.*

En principe, une conférence ne devrait pas être publiée. Car rien ne doit être plus différent d'une page écrite qu'une page parlée. L'auditoire est là, devant vous; il apporte ses préoccupations de l'heure, et ses désirs aimantent, si j'ose écrire, le conférencier. A quoi prétend celui-ci? A l'instruire, mais aussi à le

distraire, à l'intéresser, à l'émouvoir suivant les cas. Le conférencier, s'il veut que son auditoire soit tout à lui, doit être tout à son auditoire. S'il écrit sa conférence, il faut qu'il l'écrive pour les auditeurs qu'il attend; et, devant eux, il en modifie encore forcément non point le fond, mais la forme. S'il en est autrement, il « parle comme un livre » et rien n'est plus ennuyeux.

Mais, par contre, quand l'impression *a figé cette causerie, ceux qui ne l'ont pas entendue la trouvent parfois d'un style trop lâché ou trop grandiloquent; le courant qui s'établit entre le conférencier et ses auditeurs est rompu. Le lecteur n'a pas les indulgences de l'auditeur qu'on entraîne avec soi.*

Ce sont les auditeurs cependant qui, la plupart du temps, sollicitent le conférencier de commettre la faute à laquelle je me laisse aujourd'hui entraîner. Par un excès de bienveillance, ils veulent lire ce qu'ils ont entendu. Comme ils ont bien voulu parler

à leurs amis du conférencier qui a eu la grande chance de leur plaire, ces amis entendent que la salle trop étroite, à peine fermée, se rouvre en s'élargissant. Une revue vous sollicite de leur livrer votre causerie : aussi sera-t-elle entendue de gens qui ne se plaindront jamais, ceux-là, d'être mal placés. On cède; on publie la conférence en une revue. Mais alors d'autres gens vous écrivent. Ils ne sont pas abonnés à la revue; ils n'en ont lu qu'un numéro; ils voudraient avoir la suite des conférences. On cède encore et on publie un recueil. Ainsi glisse-t-on sur la pente fatale.

L'auteur ici s'en laisse peut-être accroire. Les sollicitations qui l'ont entraîné à la faute ne sont peut-être qu'une forme délicate de la politesse. Il serait fâcheux qu'il eût pris des amabilités pour des sollicitations et un vœu gracieusement exprimé pour un désir très vif. Mais quoi, nous sommes gens de lettres et le faible de l'homme de lettres est de croire trop facilement à de flatteuses paroles. Bref, voici

des conférences qui, ayant paru dans la charmante Revue de la Semaine, *voient le grand jour de la librairie. Que, sous ce grand jour, elles ne paraissent point trop* déplacées.

Les transformer en « articles », puis en « chapitres », il n'y faut point songer. Elles y perdraient le peu de saveur qu'elles peuvent avoir. Non, les voici telles qu'elles ont été dites. Je supplie le lecteur de se faire l'âme d'un auditeur et, s'il y consent, je me sentirai plus rassuré.

Et cette publication aura au moins une conséquence heureuse. Elle me permet de remercier la Société des conférences *qui, trois années de suite, a bien voulu faire appel à un ami. Chaque fois j'ai protesté, très sincèrement, du trouble où me jetait la perspective d'aborder cette table que de si grands maîtres de la parole et de la plume ont illustrée, devant un auditoire habitué à n'applaudir que l'élite de nos écrivains et de nos orateurs. Qu'il s'agît de retracer les étapes de la victoire, au*

lendemain de la guerre, d'évoquer la figure de Napoléon au centenaire de sa mort, d'ébaucher en une série de tableaux la peinture de la France du Directoire, j'ai toujours soumis à M. René Doumic des scrupules qu'il a vaincus. Car M. René Doumic, qui est un merveilleux directeur de conférences, est irrésistible. Le public de la Société des conférences m'a fait un accueil si indulgent qu'après chaque série, j'ai dû remercier M. René Doumic de m'avoir vaincu. Mais il me faut aussi remercier très chaudement mes auditeurs.

Les auditeurs instruisent souvent le conférencier plus qu'il ne les instruit. Ainsi les miens m'ont ils appris qu'ils trouvaient à la France du Directoire quelques rapports avec celle qui s'agite, politique, s'amuse et souffre aux heures d'aujourd'hui. Ils soulignaient parfois des passages où, en toute bonne foi, je n'avais mis nulle allusion et où ils croyaient en découvrir. Je ne trouve pas que la France d'aujourd'hui ressemble à la France du

Directoire. Elle est infiniment plus belle, plus saine, plus forte et nul n'y cherche de l'œil le chef de guerre qui sauvera l'État, parce que la France a vu qu'elle se pouvait sauver toute seule.

La seule préoccupation actuelle, que, personnellement, j'aie pu apporter à ces causeries, a été de montrer, très précisément, que si bas que paraisse notre pays, il arrive une heure où il se dégage, *se relève, reprend sa marche et, à l'étonnement de ceux qui l'estimaient perdu, s'élève aux sommets quand, la veille encore, on le croyait à tout jamais sombré dans les bas-fonds.*

Qu'il y ait par ailleurs des analogies, *j'en conviens. Mais il y a bien longtemps qu'on dit qu'il n'y a « rien de nouveau sous le soleil ».*

Mon maître et ami Albert Vandal, lorsqu'il eut publié son admirable ouvrage l'Avènement de Bonaparte, *s'indignait devant moi que des gens, qui d'ailleurs le croyaient flatter, lui attri-*

buassent l'intention d'avoir voulu « faire des allusions ». Il estimait que c'eût été ravaler l'histoire. Je partage cette façon de voir. L'historien écrit ce qu'il croit être la vérité : si le public se livre au petit jeu, toujours piquant, des rapprochements, c'est assez naturel. Et la chose pourrait même n'être pas sans avantage si, s'élevant au-dessus des analogies qui l'amusent, il cherchait à tirer de ce qu'il a lu une leçon. Il est certain que l'histoire serait une science un peu vaine si elle ne donnait que des renseignements. Peut-être peut-elle prétendre donner des enseignements. Elle en donne, — mais on ne les écoute pas. Ce qui ramène l'historien à la vraie sagesse, — c'est-à-dire à la modestie.

Louis MADELIN.

LA FRANCE DU DIRECTOIRE

I

LE RÈGNE DE BARRAS

Dans la charmante comédie que M. Maurice Donnay a fait, il y a deux ans, applaudir sur la scène des Variétés, j'ai, au milieu de tant de jolies choses, relevé une réplique qui m'a paru excellente.

La maîtresse de la maison se lamentant, comme par hasard, sur la cherté de la vie, un jeune visiteur pense la consoler : « Songez, madame, lui dit-il, que sous le Directoire, un gigot se payait 1248 francs. — Ah ! s'écrie la dame (si j'ai bonne mémoire), vous allez me dégoûter du gigot. » Et le mari d'observer : « Moi, ça me dégoûte du Directoire. »

A nombre de gens ce jugement bref

paraîtra sans doute définitif. Si définitif qu'il y a de quoi décourager des études plus approfondies.

On a été « dégoûté du Directoire » bien avant que se prononçât le personnage de *la Chasse à l'homme*. La preuve en est que, après avoir vécu au milieu d'une réprobation presque universelle, c'est au milieu d'une satisfaction presque unanime, que le Directoire, je ne dirai pas : a été renversé, mais s'est en quelque sorte liquéfié.

En dépit de la gloire dont nos soldats ont, de l'an IV à l'an VII de la République, couvert nos drapeaux et que je me réjouis d'évoquer ici, ce n'est évidemment pas, ces quatre ans du Directoire, la période de nos fastes où se puisse le plus complaire un historien patriote. Nous en avons connu tant où la France en pleine santé excitait l'admiration de ses voisins et cette jalousie qui n'est, disons-le-nous, que la rançon du prestige. Mais s'il est peu d'époques aussi lamentables, il en est peu aussi qui renferment tant d'utiles leçons. Et s'il est

vrai que l'histoire ne doive pas fournir seulement des renseignements, mais des enseignements, ce qui est peut-être beaucoup prétendre, il n'est assurément pas de chapitre qu'à l'heure actuelle surtout, il soit plus profitable d'étudier, voire de méditer. Le patriote d'ailleurs trouvera sa revanche dans l'épilogue de cette tragi-comédie, puisqu'il y sera, une fois de plus, constaté que la France n'a jamais été si près de rebondir aux cimes que lorsqu'elle paraît toucher le fond de l'abîme, ce fond serait-il un marécage où toute autre nation resterait enlisée.

Aujourd'hui le spectacle sera moins consolant. Ce que je vais ouvrir devant vous au cours des trois premières conférences, c'est un triptyque. A la première page s'y inscrit le mot : *politique*. A la seconde le mot : *plaisir*. A la troisième le mot : *gloire*. Le plaisir est au moins chatoyant, la gloire est étincelante. La politique n'est en thèse générale qu'attristante et celle-ci, plus spécialement, fait mal. La lutte d'une nation contre son propre gouvernement, c'est l'his-

toire de ce que j'ai appelé *le règne de Barras* : mais elle va se terminer de telle façon qu'un pays généreux, aspirant à se libérer pour se restaurer, restera, pour quelques années, la proie d'une bande de flibustiers politiques parce qu'une fois de plus, les honnêtes gens se seront montrés inférieurs en énergie à leurs adversaires. Ainsi cette conférence revêt-elle le caractère d'une leçon de science politique, ce qui est toujours austère. Elle aura ce bon côté, en vous inspirant un grand dégoût de cette politique-là, de vous faire mieux comprendre pourquoi la nation, sa défaite consommée, se désintéressa de toutes choses pour se jeter dans le plaisir jusqu'à l'heure où, illustré par d'incomparables victoires, l'homme prédestiné, appelé par elle, vint la ressaisir sur le penchant de sa perte et lui apporter le salut.

*
* *

Le Directoire, et c'est sa seule excuse, trouvait une France déjà malade. Le

pays, dès l'an III de la République, exigeait un grand médecin ; des charlatans s'imposèrent à lui, qui ne surent même pas être des rebouteurs, et l'heure du grand praticien fut reculée de quatre années.

La Révolution venait de secouer le pays d'une fièvre qui, généreuse en ses premières heures, plus morbide dans les suivantes, avait dégénéré en délire. Vous savez par quel enchaînement elle y avait été amenée. Vous savez aussi comment l'Europe, ayant entendu profiter du trouble de « l'insolente nation » dont, depuis tant de siècles, elle a toujours guetté les défaillances, la nation avait fait front à l'invasion avec une magnifique passion et, après l'avoir brisée, l'avait refoulée jusqu'au Rhin. Vous savez enfin que, devant les révoltes, justifiées ou non, mais que les menaces de l'étranger rendaient, aux yeux des révolutionnaires, étrangement criminelles, la Révolution s'était faite Terreur. La Convention avait assurément sauvé la patrie, mais au prix d'un

tel régime que sa sanglante tyrannie avait éreinté la France : elle avait rendu la Révolution elle-même odieuse à beaucoup de gens qui ne reconnaissaient plus en ce régime de fer et de sang la souriante liberté qu'au magnifique printemps de 1789, ils avaient acclamée.

La Terreur avait pris fin quand, le 9 Thermidor, Robespierre qui, à tort ou à raison, paraissait l'incarner, avait succombé sous l'assaut des conventionnels à leur tour menacés.

Ces *thermidoriens* s'étaient alors saisis du pouvoir.

Il est nécessaire à l'intelligence des conférences qui vont suivre de s'arrêter un instant aux conditions dans lesquelles ils s'en étaient emparés.

Robespierre avait été renversé par des terroristes qui, je le répète, simplement craignaient pour leur tête. La plupart de ceux qui, au 9 Thermidor, l'avaient jeté à la guillotine, étaient de ces proconsuls qui avaient, en province, semé la terreur et la mort. La Convention, qui les avait suivis, était elle-même, en dépit

des services rendus, éclaboussée aux yeux du pays par le sang répandu. La très grosse majorité était formée par ceux que, depuis le vote de janvier 1793, on appelait les *régicides*. En renversant Robespierre, la plupart d'entre eux n'avaient nullement pensé mettre fin à la Terreur qui continuait à leur paraître, après tant de sang versé, la seule garantie de leur pouvoir et même de leur vie.

Mais le pays, écœuré de cet effroyable régime, avait compris tout autrement l'événement. Il y avait vu, tout au contraire, la fin de cette dictature qui, sous la menace du bourreau, tenait courbé tout un peuple terrifié. Dès le 10 thermidor, le mouvement de réaction antiterroriste s'était révélé si unanime et si formidable, que les thermidoriens, étonnés, avaient dû, sous peine d'être promptement victimes de ce mouvement, feindre de s'y associer dans l'espoir de l'enrayer.

Ç'avait été en vain. Ainsi qu'il arrive fatalement, la réaction déchaînée ne s'était pas arrêtée. La vague avait, de

mois en mois, grossi, qui menaçait d'emporter tout l'état-major révolutionnaire, y compris ceux qui, essayant de ruser avec cette vague, affectaient d'applaudir aux manifestations antijacobines.

La Convention tout entière maintenant était l'objet d'une violente animadversion. Prolongeant sa session, elle paraissait se cramponner au pouvoir et son impopularité s'en augmentait. Le pays réclamait un nouveau régime, de nouvelles élections, avec la résolution affichée de jeter hors du gouvernement, et tout d'abord des assemblées, non seulement les anciens terroristes, mais tous ceux qui, fût-ce par leur silence, s'étaient, dans la Convention, faits leurs complices. Sur 700 députés, plus de 400 se sentaient menacés d'être ainsi éliminés.

Il faut s'imaginer les sentiments de cette oligarchie aux abois. Oui, une oligarchie. Tout un groupe s'était constitué qui, non seulement s'était habitué au monopole du pouvoir et de ses jouissances mais qui estimait qu'aussitôt

dépouillés de ce pouvoir, ses membres seraient exposés aux pires représailles. Beaucoup craignaient pour leur existence même, et en tout cas, pour leur fortune, grossie scandaleusement au cours des missions de l'an II. Et le fait était qu'on parlait ouvertement de leur faire rendre compte, et du sang répandu, et de l'or ramassé. Suivant l'expression d'une lettre de l'époque, « il n'y a point de milieu pour eux, il faut régner ou périr ».

Ils avaient alors employé l'éternel procédé des politiciens menacés. Affectant de ne rien craindre pour eux, mais tout « pour la République », ils avaient alarmé tous ceux qui, moins compromis qu'eux, pouvaient cependant redouter quelque chose d'une réaction contre-révolutionnaire. Des conventionnels régicides à qui ils faisaient apercevoir, avec la restauration du trône, les vengeances des frères de Louis XVI, aux quelques milliers de jacobins subalternes qui, dans les comités et sous-comités révolutionnaires, s'étaient faits les ins-

truments de la tyrannie, ils excitaient ou surexcitaient chez tous la peur des représailles. Mais à la tribune, ils ne parlaient que de la République menacée qui, dès qu'ils ne seraient plus là, serait renversée et, en dehors des gens compromis, ils alarmaient ainsi une foule de gens qui, par conviction ou par intérêt, étaient attachés à la Révolution. Seuls les vieux républicains, « les patriotes éprouvés », suivant l'expression de l'un d'eux, étaient capables de défendre avec la République tout l'héritage révolutionnaire.

Ce n'étaient pas des gens très scrupuleux, mais c'étaient des gens de résolution ; ils avaient gardé des terribles années qu'ils avaient vécues une énergie qui se fortifiait de ruse. Ils ne pensaient à user du pouvoir qui leur restait que pour s'y perpétuer indéfiniment.

Le pays ne songeait nullement à renverser la République, à plus forte raison à revenir sur les principales conquêtes de la Révolution. Mais il restait si évidemment résolu à jeter bas l'oligarchie en jouissance qu'il acculait celle-ci à un

coup de force. La Convention avait fini par voter une Constitution nouvelle. Elle confiait, vous le savez, le pouvoir exécutif à un Directoire de cinq membres, élu et contrôlé par deux conseils, élus eux-mêmes, à deux degrés, par les citoyens payant l'impôt et renouvelables tous les ans par tiers, le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens.

Cette nouvelle Constitution entrerait en vigueur à l'automne de 1795 après les nouvelles élections.

Mais quand déjà le pays, à haute et intelligible voix, se réjouissait de pouvoir enfin se débarrasser de ceux qu'il appelait déjà « les perpétuels », ceux-ci prenaient cyniquement leurs dispositions pour continuer à être, envers et contre tous, les perpétuels.

La Convention décrétait en effet que, sur les 750 députés que le pays était appelé à élire, les deux tiers, 500, seraient *obligatoirement* choisis parmi ses membres qui ainsi ne sortiraient par une porte que pour rentrer par une autre. Et les électeurs n'ayant, en dépit de toutes

les pressions, nommé, non sans protestation, que 376 ex-conventionnels, ces Conventionnels nommèrent eux-mêmes les 124 manquants, les substituant aux véritables élus. Mais on instituait une *fête de la souveraineté populaire* : car on ne parle jamais tant de la souveraineté du peuple que quand on la jugule.

Ces conseils si singulièrement constitués élurent à leur tour un Directoire qu'ils recrutèrent exclusivement dans l'oligarchie régnante et, le régicide étant la marque de garantie, spécialement parmi ceux qui, en janvier 1793, avaient voté la mort. Ainsi les perpétuels se perpétuaient-ils dans les deux pouvoirs : l'exécutif comme le législatif.

Il fallait rappeler ces faits pour que fût tout à fait intelligible l'histoire de ce gouvernement. Il était, dès son berceau, imposé par une sorte de nouveau droit divin à la nation. C'étaient de nouveaux princes du sang — « du sang de Louis XVI », disait-on.

La nation aspirait à secouer un ré-

gime ; ce régime se cramponnait sous de nouveaux vocables. Mais, garrottée, la nation ne se soumettait pas encore. Elle allait, chaque fois qu'elle aurait la parole, manifester qu'elle réprouvait les hommes qu'un audacieux coup d'État avait réinstallés au pouvoir. Mais, dès lors, le nouveau gouvernement était voué à une lutte de tous les jours contre les gouvernés. A l'heure où le malheureux pays exigeait qu'on réparât les ruines morales et matérielles que je dirai, au moment où il demandait l'ordre dans la liberté et la réconciliation des citoyens dans la restauration de l'État, une équipe de gens discrédités, tarés, honnis, investissaient le gouvernement qui, dès lors, ne serait plus cet arbitre des querelles et cet instrument des restaurations qu'on avait attendu, mais, tout au contraire, une sorte de forteresse que, contre les assauts du pays, ses occupants défendraient par tous les moyens. Ainsi le Directoire naissait-il non point seulement décrié, mais d'avance haï et, par là, condamné à cette « tyrannie hale-

tante » dont a parlé mon maître et ami Albert Vandal.

*
* *

L'oligarchie triomphante s'incarnait spécialement en un homme : le citoyen Paul Barras.

Il avait été tout naturellement élu au Directoire, tout naturellement parce que, très précisément, il était un des types les plus représentatifs de l'équipe qui, depuis Thermidor, investissait le pouvoir. J'ajouterai qu'il allait rester le personnage de premier plan du régime, ce qui était fatal puisque, dès la première heure, il en semblait la vivante synthèse. En fait, seul, de la première heure à la dernière, il saura se maintenir en ce palais du Luxembourg où réside le nouveau gouvernement ; car avec une prodigieuse souplesse servant une résolution opiniâtre, il saura échapper à cette série de coups d'État qui constituent toute l'histoire du Directoire.

Par surcroît, le triple fait que, ayant mis à Bonaparte, en une certaine mesure,

le pied à l'étrier, il aura ainsi contribué à donner aux armées du Directoire leur plus illustre chef ; qu'ayant associé à sa vie scandaleuse Therezia Tallien, il aura ainsi assuré à la société frelatée dont je parlerai sa plus brillante « reine » ; qu'ayant enfin favorisé le banquier Ouvrard, il aura ainsi donné au monde de la finance un de ses plus célèbres agents, lie plus étroitement qu'aucune autre la figure de ce Barras à l'histoire entière du régime. Cet homme qui a poussé la rouerie presque jusqu'au génie et l'immoralité jusqu'à la perfection, reste l'illustration marquante du Directoire. Et cela n'est très beau ni pour Barras ni pour le Directoire. Mais cela autorise à parler du « règne de Barras », sans, bien entendu, donner au mot toute sa rigueur.

C'était un très authentique gentilhomme, vicomte de Barras, apparenté à toutes les familles nobles de Provence, et gardant, à travers les avatars les plus démagogiques, la vanité de son sang. « Les Blacas, les Pontevès, les Castellane, écrit-il d'un air détaché, *prétendent* à

notre parenté. » Du moins prétendait-il à la leur. Officier noble au service du roi, il avait, en 1789, déserté son ordre. Déjà perdu de dettes et de mœurs, le vicomte de Barras était allé à la Révolution. Dans tous les temps, on a communément vu les gens tarés courir aux grands bouleversements. Et après avoir été mêlé assez obscurément aux premiers incidents, il s'était fait envoyer à la Convention où, avant tout, désireux de faire oublier momentanément qu'il était *né*, ainsi qu'il le devait plus tard complaisamment rappeler, il s'était, dès l'abord, inscrit à la Montagne. Ainsi avait-il voté la mort du roi et tous les décrets terroristes, bien mieux, accepté d'aller faire de ceux-ci, dans sa Provence, la plus sévère application. Des Bouches-du-Rhône au Var, il avait promené avec Stanislas Fréron, filleul d'un roi, ce qu'ils avaient appellé « la massue cordelière ». Mais s'ils avaient terrorisé, ils avaient encore déshonoré leurs crimes par des mœurs de satrapes. Robespierre voulait qu'on répandît « le sang impur »,

mais purement. Ayant fait rappeler ceux qui se proclamaient les sauveurs du Midi, il avait de telle façon reçu Barras, que celui-ci avait lu sa condamnation dans cet accueil. Il y avait, chez ce roué, de la résolution et, pour défendre sa tête, une sorte de courage. Tandis que d'autres restaient paralysés par la terreur, lui, avait aussitôt préparé la chute de Maximilien, jouant le tout pour le tout ; il avait poussé à la tribune Fréron le 8 thermidor, Tallien le 9, puis, quand déjà le « tyran » était mis en accusation, il s'était lui-même placé au premier plan : car Robespierre menaçant, de l'Hôtel de ville où il s'était réfugié, d'insurger Paris, et la Convention affolée cherchant un militaire qui pût, à la tête de quelques soldats, aller arrêter l'Incorruptible, Barras, s'improvisant, de capitaine, général, était allé remporter sur la place de Grève sa première victoire. Dès lors, il n'avait pas quitté un grand sabre contre lequel, les temps tournant à l'intervention militaire, il troquait « la massue cordelière ».

Sa victoire l'avait mis en relief. Il avait, grâce à elle, pénétré au Comité et à une place éminente. C'était un corrompu, mais ce n'était pas un sot. Son éducation première lui avait assuré sur un Legendre, ex-boucher, ou un Tallien, ex-laquais, une supériorité de moyens qu'il avait pu dissimuler en temps utile et que maintenant il appliquait à subjuguer les médiocres. D'autre part, il était un spécialiste, le militaire de la Convention, l'homme au grand sabre. Toutes les fois que la Convention finissante avait été menacée par l'émeute, qu'elle fût rouge ou blanche, il avait été appelé à sauver l'Assemblée, la République, la Société. Ainsi avait-il écrasé, dans les dernières semaines, le plus dangereux soulèvement, l'émeute royaliste du 10 vendémiaire, ayant, avec à-propos, confié son artillerie à ce petit général Bonaparte qu'il avait connu et employé au siège de Toulon deux ans avant. Le « général Barras », ainsi qu'il s'intitulait désormais, après être monté au Capitole, avait noblement abdiqué les fonctions

militaires, mais pour briguer la place de directeur qu'il avait obtenue.

Vous pensez s'il y arrivait, rompu aux manèges de la politique, et prêt à tout pour s'y maintenir.

Prêt à tout et capable de tout : il y avait chez cet homme des ressources multiples toutes tournées au jeu de la politique. Au physique, un bel homme, taille bien prise, épaules larges, traits assez nobles, un peu fatigués, sourire susceptible d'être charmant, et qui, en fait, charma, en les trompant, tant d'hommes et de femmes. Soigneux de sa personne, élégant, avec une tendance au panache, il était, dans son frac bleu, éclairé de la cravate de mousseline blanche, sa culotte de nankin enfouie dans les bottes à revers, un beau cavalier et, ayant gardé de l'ancien régime une désinvolture de gentilhomme telle qu'on cherchait à ces bottes démocratiques les talons rouges jadis coupés. De cet ancien régime il n'avait gardé que les vices : c'était de ces roués, aux mœurs incroyablement licencieuses, qui,

à la fin du dix-huitième siècle, avaient inspiré tant de romans obscènes : dans ses *Mémoires*, où il étale un tel cynisme qu'on croit rêver, il se déclare un jour parent du marquis de Sade. Et il en était digne. Raffiné dans la débauche, il y mêlait volontiers un peu de cruauté et beaucoup de vilenie, plaçant volontiers ses belles amies dans les alcôves à surveiller, Joséphine de Beauharnais dans celle de Bonaparte, Therezia Tallien dans celle du financier Ouvrard. Cette âme dépravée, il la portait de l'amour aux affaires et à la politique. Ses *Mémoires* révèlent une âme de fange. Il y rit de toute vertu, salit toutes celles qu'il a prétendu aimer, essaie de rabaisser tous ses contemporains au niveau de son âme à lui, c'est-à-dire à rien. « Plus avide d'argent que de pouvoir », dit de lui son collègue Larévellière-Lépeaux, il était vénal. Bourreau d'argent, aimant le luxe, obligé de puiser dans toutes les bourses pour entretenir le sien, sans cesse endetté, il se cramponnera au pouvoir avec l'arrière-pensée de

le monnayer un jour. « S'il vole sans remords, écrira un ambassadeur étranger, il prodigue sans regrets : c'est un besoin pour lui de jeter l'argent par les fenêtres. Il y jetterait la République dès demain si elle n'entretenait pas ses chiens, ses chevaux, ses maîtresses, sa table et son jeu. » Très précisément, pour entretenir ce luxe, auquel il se sera vite habitué, il lui fallait le pouvoir et ses bénéfices. En outre, « nanti » plus que tous les autres « jacobins », il était plus qu'aucun autre compromis : déserteur de son ordre, régicide et terroriste, s'il ne reste en place, il est perdu. Il s'y faut maintenir jusqu'au jour où il pourra se vendre cher au prétendant ; comme tant d'autres, tout en se donnant figure de « défendre la République », il négociera, nous le verrons, avec le frère de Louis XVI l'octroi d'une lettre de rémission, mais s'estimant personnage de poids, il prétendra que la lettre soit en outre une lettre chargée. Et pour se maintenir, dès lors, il applique, et cette manière d'énergie qui, comme en ther-

midor et vendémiaire, se réveillera en fructidor, et cet esprit d'intrigue où, suivant Larévellière, il se montrera « infatigable », cachant, ajoute Carnot, un autre de ses collègues, « la férocité d'un Caligula sous l'écorce d'une feinte étourderie ».

D'idées politiques, il n'en a point. Comment en aurait-il? Il est aussi indifférent qu'homme du monde à l'ombre d'un principe. République, monarchie, religion, libre-pensée, ce sont pour lui mots vains. Il est l'homme du régime qui paie et, pour plus de sûreté, essaie de dominer le régime fait à son image. Une seule pensée : maintenir au pouvoir contre les assauts des partis, ceux de droite comme ceux de gauche, l'oligarchie qui s'y est installée. Pour cela frapper tantôt à droite, tantôt à gauche. C'est ce qu'il appelle « la bascule ». Si les élections envoient une majorité hostile, soit de droite, comme en germinal an V, soit de gauche, comme en germinal an VI, la briser par des coups de force. Contre la droite faire l'appel aux bandes

terroristes ressuscitées, contre la gauche aux nouvelles forces réactrices, au besoin contre droite ou gauche aux soldats.

En tout cela, aucune vue d'État. Le pays est moralement et matériellement ruiné : je parlerai de l'état effroyable des finances, de la dépréciation de la monnaie entraînant une invraisemblable crise économique, de la dissolution des mœurs, du relâchement de la famille ; mais tout cela vient d'un mal profond : l'affreuse division du pays qui, déchiré par les querelles politiques, sociales, religieuses, se démoralise de ces déchirements mêmes. Fatigués de se haïr, les citoyens aspirent à un régime de pacification, de conciliation ; ils voudraient qu'un arbitre les départageât qui, sans assurer la victoire exclusive à un des partis, satisfît, en les conciliant, les intérêts de tous. Et voici un homme qui considère le pouvoir comme « une forteresse » assiégée par deux armées, contre lesquelles il faut préparer des embuscades et opérer des sorties violentes.

« Les temps de guerre ne sont pas des temps de morale », écrit Barras. Et cela est caractéristique de cette politique qui, dans une nation déchirée par dix partis, en crée un nouveau, le pire, qu'on pourrait appeler la faction gouvernementale, en guerre avec tous les autres. Ainsi Albert Sorel a-t-il pu écrire que la France, envahissant l'Europe, était elle-même envahie par son propre gouvernement. Dans son cynisme, Barras eût peut-être souscrit à la formule et cette singulière conception de gouvernement est celle de tout le Directoire.

J'ai raconté ailleurs en détail l'histoire de cette lutte singulière entre un pays tout entier et son gouvernement. Durant quatre ans, ce paradoxe allait se perpétuer : le Directoire n'a pas de partisans ou, si vous voulez, il en a quelques milliers dans un pays de 30 millions d'habitants, et il se maintiendra, ces quatre années, par une telle série de coups de force, que, finalement, Brumaire, loin de paraître la chute de la liberté, semblera à tous les partis la

revanche du droit. Le règne de Barras, c'est le triomphe d'un petit groupe de flibustiers politiques installés dans une île envahie dont ils ont maté la première révolte et qu'ils sont ainsi encouragés à comprimer tous les jours davantage.

En fait, le Directoire, que le pays a voulu jeter bas, aura jugulé le pays après les dix-huit premiers mois de son existence, et c'est l'épisode le plus saillant de son histoire que je voudrais spécialement vous rappeler aujourd'hui parce qu'il est caractéristique de la façon de Paul de Barras et de ses congénères — et fut d'ailleurs l'épisode décisif du règne.

*
* *

Je vous ai dit comment la Convention avait, par ses derniers décrets, altéré la première manifestation électorale du pays en ne laissant celui-ci libre que de choisir parmi les hommes nouveaux un tiers de ses députés.

Mais, par les choix qui avaient marqué l'élection de ce tiers nouveau, on avait

pu juger très exactement des aspirations du pays.

Celui-ci se trouvait placé devant plusieurs partis.

Le vieux parti jacobin semblait s'être volatilisé. Ces gens qui avaient tenu la France sous la terreur étaient si odieux que, après avoir, pendant la dernière année de la Convention, essayé de soulever les faubourgs, ils s'étaient terrés. Les uns, ayant pu se réfugier dans la clientèle de l'oligarchie au pouvoir en se faisant les complaisants, les agents obscurs des Barras, des Tallien, des Rewbell, avaient obtenu de bonnes places dans les tribunaux et les administrations où ils sauront s'incruster si bien, que le premier Consul les y trouvera et parfois les y laissera. Les autres, plus réfractaires ou moins favorisés, s'étaient, au contraire, jetés plus à gauche et avaient rejoint un nouveau parti en formation, le premier parti communiste, dont Gracchus Babeuf essayait de tracer le programme.

Prêchant « le bonheur commun »,

celui qui s'intitule « le tribun du peuple » prépare une révolution sociale : « La Révolution française n'est, a-t-il écrit, que l'avant-courrière d'une autre révolution, plus grande, plus solennelle, qui sera la dernière. » Le *manifeste des égaux* demandera l'égalisation des fortunes, car « la nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens » ; il demandera aussi la mise en commun des biens de la terre et de l'industrie, l'abolition de la monnaie et l'instruction commune à tous. La Révolution n'avait pas seulement été un transfert du pouvoir ; elle avait été, suivant le mot si juste de Taine, un énorme transfert de propriété. Je vous dirai, en vous parlant des nouveaux riches, quel déplacement de fortune s'était produit en effet, en dehors même de l'accession de tant de milliers de paysans à la propriété rurale, conséquence de la vente des biens nationaux. Ces fortunes nouvelles scandalisaient plus que les anciennes, ce qui rendait plus aisée la campagne des *babouvistes*.

Une note de police du 2 nivôse an IV dit que le parti se grossit considérablement et que « les ouvriers surtout l'embrassent avec avidité ».

Il se grossissait de ces jacobins aigris, de ces terroristes déçus, que Barras et ses amis n'avaient pas su ou pu employer et qui menaient contre les camarades nantis une campagne démagogique, célébrant la mémoire de Robespierre l'Incorruptible, martyr des corrompus, et prêchant, avec la Constitution démocratique de 1793, l'Évangile selon Saint-Just, l'emprunt forcé aux riches, la guerre aux prêtres, la restauration de la loi des suspects, l'épuration des magistrats, le relèvement de la guillotine. Tout en n'acceptant pas toutes les formules du parti communiste — car quelques uns étaient fort à leur aise —, ils voyaient avec plaisir un parti d'extrême gauche attaquer violemment la nouvelle oligarchie et, en attendant qu'on mît en commun les biens, ils avaient mis en commun leurs haines, ce qui est plus vite fait. Ainsi s'était formé,

par l'alliance des ex-terroristes et des babouvistes, ce que M. Aulard appelle, par un néologisme hardi, « un parti radical-socialiste » où, d'ailleurs, le socialiste tendait à absorber le radical, ce qui est, dit-on, une loi de la nature. Comme de gros messieurs, l'ex-marquis d'Antonelle, l'ex-parlementaire Lepelletier, millionnaire, et un prince allemand au service de la Révolution, Charles de Hesse, trouvaient plaisant de sustenter le parti communiste, — il y a toujours eu, il y aura toujours de ces gens opulents et bien nés dans les équipes révolutionnaires, — le parti avait pu fonder des journaux où il faisait rage et louer le ci-devant couvent des Genovéfains devenu le club du Panthéon, où l'on déclamait contre les riches, les propriétaires et les directeurs de la République, « les Tartufes du Luxembourg », encore que par l'ex-marquis d'Antonelle le parti eût ses petites entrées près de l'ex-vicomte de Barras.

A l'autre extrémité, il y a un parti royaliste : à la vérité, c'est surtout un parti extérieur. Certes il y a, en France,

des milliers et peut-être des millions de gens qui verraient sans déplaisir se restaurer un trône, mais à condition que cette restauration ne soit pas le signal d'une réaction violente et amène l'établissement d'une monarchie parlementaire, tempérée et libérale. Mais, très précisément, le prétendant et son entourage font tout pour décourager ces bonnes volontés, d'ailleurs éparses. Le comte de Lille, le futur Louis XVIII, et sa petite cour de Blankenbourg, s'enferment dans une intransigeance qui exaspère ses partisans intelligents. « Les sottises de Blankenbourg passent ma conception », écrit l'un d'eux. Il n'y est question que de pendre, en cas de restauration, comme don de joyeux avènement, tous ceux qui, depuis 1789, ont collaboré à la Révolution. Un certain nombre de royalistes, au reste, ne savent, suivant l'expression d'un contemporain, que « faire la guerre au coin de leur feu ». Seule, la Vendée reste active : rien ne parvient à calmer ce que Hoche appelle « cette colique de

la République ». Mais cette guerre de l'Ouest qui, depuis la mort des grands chefs de la Vendée, tourne tous les jours davantage au brigandage, loin de recommander le royalisme, le compromet aux yeux de certains royalistes pacifiques, car il y a des gens qui n'aiment pas qu'on tire des coups de fusil, fût-ce pour leurs idées. Et plus encore l'alliance avec l'étranger, avec la coalition ennemie, discrédite-t-elle ce parti aux yeux des patriotes, même les moins exaltés.

A la vérité, il semble que les catholiques cruellement persécutés peuvent apporter à ce parti de droite l'appui de leur juste fureur.

Vous savez par quelle suite de maladresses, la Révolution s'était faite antichrétienne et surtout anticatholique, s'aliénant ainsi les nombreux fidèles de « l'ancienne Église ». Après avoir, par la constitution civile, dressé contre l'Église orthodoxe une Église schismatique, *l'Église constitutionnelle*, les révolutionnaires avaient fini par séparer de l'État

cette Église même qui d'ailleurs végétait misérablement. Le gros des catholiques était resté fidèle à ceux qu'on appelait « les bons curés », mais cette fidélité même avait exaspéré la fureur des persécuteurs. Pourchassés comme des criminels, ces « bons curés » erraient de cachette en cachette, essayant de satisfaire à la « soif de religion » qui, maintenant, suivant l'expression d'un contemporain peu suspect et au témoignage de tous, se manifestait dans le peuple de France. Ce besoin était tel que, privées de prêtres, nombre de paroisses avaient organisé un culte catholique sans messe, célébrant des offices, et, faute du Saint-Sacrifice, chantaient vêpres et complies. Elles avaient essayé de remettre en branle les cloches qui leur semblaient la voix vivante du sanctuaire. Mais de sévères décrets avaient interdit ces sonneries qui évidemment mettaient en péril la République. Quant aux prêtres, c'étaient, aux yeux des révolutionnaires, des « scélérats », des « fanatiques », des « criminels », qui, s'ils étaient saisis, devaient être

jetés en prison et, s'ils récidivaient, au poteau. Le Directoire, à peine au pouvoir, loin de relâcher la rigueur de ces odieuses lois, en avait prescrit l'application plus rigoureuse encore, dans l'espoir de « désoler la patience » des prêtres.

Cette Église catholique qui, néanmoins, survivait, avait paru d'abord lier son sort à celui de la monarchie. Les évêques, tous émigrés, ne concevaient pas qu'elle s'en détachât. Mais si, suivant la juste expression de Vandal, cette Église avait « la tête hors de France », le corps restait en France ; beaucoup de prêtres, constatant le tort que faisait au clergé son alliance avec le trône déchu, cherchaient à orienter leur Église vers les formules conciliatrices afin que, l'heure venue, la restauration religieuse ne fût point empêchée, dans un pays resté si foncièrement catholique, mais en majorité attaché aux principes de 1789, par des compromissions avec l'ancien régime aboli. Ils ne réclamaient nullement la restitution des biens arrachés, ni le retour à

la religion d'État, mais la liberté du culte pure et simple dans la soumission aux lois de l'État nouveau et le respect de la séparation de l'Église et de l'État.

La liberté, c'était à quoi aspirait le pays, et à l'ordre garant de cette liberté.

Ce pays n'était ni jacobin ni royaliste. La Révolution y était maintenant acceptée dans ses principes essentiels, ceux qu'on avait proclamés en 1789, la liberté politique et civile, l'égalité devant l'impôt et la justice, la tolérance religieuse, le droit de contrôler le pouvoir. D'autre part, la Révolution avait créé de nous veaux intérêts. Des millions de paysan avaient acheté les biens que l'on avait enlevés aux nobles et aux prêtres et c'était une masse d'opinion que celle de ces nouveaux propriétaires. Ils ne voulaient ni d'une nouvelle révolution à la Babeuf, ni d'une contre-révolution à la Blankenbourg. Ainsi étaient-ils aussi hostiles aux entreprises des nouveaux communistes, grossis des terroristes impénitents, qu'à celles des royalistes

intransigeants. Tous, au nom des principes mêmes de la Révolution comme au nom des intérêts créés par elle, demandaient un gouvernement d'ordre et de liberté, conservateur des grands principes et des intérêts essentiels. La tyrannie jacobine les avait révoltés et, par ailleurs, cette tyrannie, qui n'avait pu asseoir la République sur des bases solides, leur paraissait dangereuse autant qu'odieuse, en rendant précaire le triomphe du nouveau régime.

Ainsi s'était formé ce grand parti néo-conservateur qui, la Convention se séparant, avait espéré enlever la majorité dans les nouveaux conseils, mais auquel le décret des deux tiers avait, en partie, fermé la bouche.

*
* *

Du moins avait-il fait ce qu'il avait pu ; dans les conventionnels qui lui étaient imposés il avait choisi les plus raisonnables, les moins compromis, et, d'autre part, libre d'élire un tiers nouveau, il n'avait envoyé à Paris que des hommes

en effet tout nouveaux, et pour la plupart d'une très grande valeur. Comme leurs électeurs, ces hommes n'étaient pas du tout des contre-révolutionnaires : c'étaient, en majorité, des libéraux un peu désabusés qui voulaient que la Révolution remontât son cours, revînt aux principes. La plupart n'avaient pour la forme républicaine ni enthousiasme ni répugnance ; mais, gens de sens rassis et d'esprit éclairé, ils voyaient bien que le retour à la monarchie était impossible et d'ailleurs peu désirable tant que continueraient « les sottises de Blankenbourg », et ils ne désiraient qu'organiser une république libérale dans les formes mêmes de la Constitution existante. Ils avaient horreur des jacobins, des terroristes et, étant honnêtes gens, des révolutionnaires à la Barras, mais ils n'eussent pas sacrifié un seul des principes qui, en 1789, avaient inspiré la croisade contre l'ancien régime. Bourgeois rassis, ils n'aimaient pas les nobles, mais ils honnissaient les lois qui avaient fait du noble un paria. Libres penseurs, mais

sans fanatisme, ils ne chérissaient pas les prêtres, mais ils entendaient qu'on laissât les catholiques exercer librement leur culte. Surtout ils voulaient que les factions fussent réprimées, les vieux partis écartés, les querelles apaisées, et enfin que, l'union rétablie dans la nation, on terminât la guerre en faisant avec l'Europe une paix raisonnable. Patriotes sincères, mais sans exaltation, venus parfois de droite, parfois de gauche et surtout des deux centres, ils s'étaient, aux élections de l'an IV, suivant la formule fournie par l'un des plus notables d'entre eux, Barbé-Marbois, proclamés le *parti national :* de notre temps on eût dit que, venant de divers points de l'horizon, ils formaient un bloc national.

Plus que les jacobins réfractaires, plus que les babouvistes, plus que les royalistes, le Directoire les haïssait et les redoutait. Et telle chose est bien explicable quand on entend l'un d'eux, traçant d'un mot un programme au parti, s'écrier : « Il faut mettre de la vertu dans le gou-

vernement. » Mettre de la vertu dans le gouvernement, c'était en chasser Barras et sa bande. Et seuls les gens du « nouveau tiers » semblaient capables d'en venir à bout, puisqu'ils avaient l'appui manifeste du pays électoral et pouvaient espérer dans les divisions du Directoire.

*
* *

Barras, en effet, n'était pas seul au Luxembourg. Rewbell, avocat de Colmar, gros homme aux appétits violents, légiste aux formules roides, jacobin satisfait, mais voyant rouge quand il soupçonnait chez quelqu'un la moindre velléité à revenir en arrière, était assurément supérieur par ses vues d'État à Barras ; mais il liait partie avec lui volontiers pour la fameuse « défense républicaine », d'autant qu'il défendait avec la République une belle prébende qu'il engraissait, s'il faut en croire ses propres collègues, de gains illicites ; Barras répétait volontiers le mot méchant de Sieyès : « Il faut que Rewbell

prenne tous les jours quelque chose pour sa santé. »

Lazare Carnot, élu quelques jours après les autres, sur le refus de Sieyès, était un tout autre homme. Ce Bourguignon, à la « forte charpente », suivant l'expression d'un contemporain, était un homme intègre et un patriote pur. Grave jusqu'à l'âpreté, c'était lui qui, membre du Comité de Salut public, avait, en « organisant la victoire », le plus contribué à sauver la patrie. Dans la liste des directeurs qui paraîtront au Luxembourg, ce nom seul de Carnot reste grand. Encore que compromis par la Terreur, il était bien revenu, non de la Révolution, mais de la « jacobinière », et sympathisait, plus ou moins, avec le nouveau tiers libéral. Ennemi des terroristes impénitents et des nouveaux communistes, c'était en eux qu'il voyait les pires ennemis de la République, parce que de la Société. Mais c'était un mathématicien plus qu'un politique ; « du corps des ingénieurs dans la politique comme dans la guerre », écrit Albert

Sorel. Tout d'une pièce, il n'était pas de force à lutter avantageusement avec ce simple et astucieux Barras à qui il s'opposait. « Facile à tromper », dira de lui Napoléon. Et puis, tout de même, vieux républicain, plus sincèrement républicain qu'aucun autre, il pouvait, au premier geste estimé par lui contre-révolutionnaire, se sentir rejeté loin du bloc national. Et son ami le directeur Letourneur, autre ingénieur, qui d'ailleurs le suivait en tout, était dans le même sentiment.

Restait le dernier de ce que les mauvais plaisants appelaient « les cinq sires ». C'était un drôle de sire que Larévellière-Lépeaux. Ce bossu à la tête simiesque et aux longs cheveux frisés, aux jambes grêles et longues, qui, dit un témoin, le faisaient ressembler à « un bouchon sur des épingles », ce botaniste philosophe, disciple de Bernardin de Saint-Pierre, n'était pas un méchant homme et c'était un honnête homme. Ancien girondin, ayant failli être proscrit, il n'aimait ni les terroristes ni les

jacobins, et par là eût-il dû se ranger plutôt du côté de Carnot que de celui de Barras. Mais cet idéologue, qui d'ailleurs avait un côté de sottise, était littéralement aliéné par une passion absorbante, tyrannique et déformante. Si Reubell était hanté par le spectre blanc et, à certaines heures, Carnot par le spectre rouge, Larévellière l'était, lui, par le spectre noir. Il avait de la religion « papiste », comme il disait, une sorte d'horreur doublée d'effroi. Rêvant de la fondation d'une religion naturelle dont il trouvera, j'y reviendrai plus tard, la formule dans la *théophilanthropie*, il avait la nature d'un antipape. C'est en concurrent, plus encore qu'en adversaire, qu'il détestera la religion romaine. Cette phobie pouvait revêtir le caractère le plus puéril. C'est lui qui fera prescrire à nos soldats, maîtres de l'Italie, d'enlever la statue couverte de joyaux de la Vierge de Lorette et, laissant probablement à Rewbell et à Barras les joyaux, il enfermera la statue dans son salon, étalant une joie vraiment absurde

à tenir prisonnier ce « fétiche ». Barras riait de ce fantoche (il le persifle cent fois dans ses *Mémoires*) et ne se faisait pas faute de le plaisanter sur sa marotte, la fondation d'une religion nouvelle. « Vous aurez quelque mal à l'établir, lui disait-il. Je n'y vois qu'une chance, c'est que vous consentiez à vous faire crucifier. » Mais ce roué de Barras n'en exploitait que mieux la manie de son collègue. Il ralliait cet ex-modéré à la « défense de la République » en lui montrant derrière chaque député du « parti national » un prêtre embusqué et en chacun d'eux un sacristain masqué.

*
* *

Il y réussissait d'autant plus facilement que, la lutte s'étant engagée, assez timidement d'ailleurs, entre l'opposition libérale et le parti des révolutionnaires nantis, elle se porta vite sur la question des lois antireligieuses. Au début, les nouveaux députés s'étaient en effet montrés fort timides, les anciens ayant,

avec un certain succès, tenté de leur fermer la bouche. N'avait-on pas entendu l'ex-conventionnel Lecointe-Puiraveau s'écrier que « sans doute des hommes nouveaux ne prétendaient pas tracer une ligne de conduite aux patriotes qui avaient passé à travers la Révolution ». Mais bien vite les nouveaux s'étaient enhardis quand ils avaient vu de près les abus de tyrannie auxquels députés du côté gauche et Directoire prétendaient associer les Conseils. La liberté religieuse étant la plus évidemment opprimée, il était naturel que ces libéraux, si peu catholiques qu'ils fussent en grande majorité, attirassent l'attention des Conseils sur la nécessité de revenir à la tolérance. Le jurisconsulte Portalis, l'ancien ami de Mirabeau, prononça, le 17 floréal an IV, sur cet objet, un discours qui eut un retentissement énorme et dont une phrase surtout souleva d'enthousiasme l'opinion : « Il n'est plus question de détruire, il est temps de gouverner », formule qui nous paraît banale et qui, alors, sembla presque hardie.

Sans doute, le parti n'obtenait-il pas des Conseils, encore en majorité jacobins, tout ce qu'il eût voulu, mais c'était la première fois depuis 1789 que se faisaient entendre les formules restauratrices et telle chose déjà assombrissait le Directoire.

L'opinion cependant se prononçait nettement pour l'opposition libérale. Elle se prononçait d'autant plus, que le parti communiste, qui a souvent rendu ce service aux partis conservateurs, ayant tenté un coup de main, il avait bien fallu que le Directoire, un instant affolé, fît arrêter Babeuf et ses complices. Barras, en relations avec ces misérables, avait dû cependant consentir à la répression. Mais plus qu'eux il redoutait les députés du tiers libéral, comme les voleurs redoutent les lanternes. Il se sentait mal à l'aise sous le regard honnête d'un Barbé-Marbois. De même qu'il avait entretenu des rapports secrets avec la bande de Babeuf dans l'espoir de l'amadouer, il essayait de séduire Portalis et ses amis qui, à certaines heures, sem-

blent s'y être laissé prendre, mais c'était dans l'idée de les désarmer plus que de les satisfaire. Enveloppant, la parole d'or et le sourire plein de charme, ce Protée aux reflets brillants espérait convaincre ces honnêtes gens de sa sympathie. C'était dans l'espoir qu'ils cesseraient à son contact d'être d'honnêtes gens. Cependant, il cherchait éperdument un moyen de les empêcher de grossir leur parti et de plus oser.

C'est que de nouvelles élections législatives allaient se faire. Les Conseils, vous le savez, se renouvelaient par tiers tous les ans. Le pays était appelé à élire, en germinal an V, un nouveau tiers. S'il choisissait parmi les libéraux, l'opposition deviendrait majorité et c'en était fini de l'oligarchie au pouvoir.

Or, les élections s'annonçaient très mal pour le gouvernement. Il est singulier de penser que les élections de l'an V de la République, VIII de la Liberté, se soient faites sur cette question : « Les cloches sonneront-elles ou non dans les clochers? » Il y avait là un symbole,

mais qui renfermait tout un monde. En réalité, les cloches sonneraient si les jacobins sortants étaient balayés ; alors elles n'annonceraient pas seulement la liberté religieuse, mais toutes les libertés, la chute de la faction au pouvoir et la restauration du pays. Et voici que les résultats se trouvèrent tels qu'ils dépassèrent toutes les espérances de l'opposition puisque, sur 216 sièges, 205 étaient enlevés aux députés sortants pour aller à toutes les nuances de l'opinion réactrice.

*
* *

Barras et ses amis furent un moment atterrés. Leur mort semblait inscrite en grosses lettres dans le verdict du pays. « Le Directoire, ne pouvant gouverner avec les Conseils, doit ou conspirer, ou obéir, ou périr », écrit-on au lendemain des élections. « Obéir » était dur, « périr » plus dur encore ; restait à « conspirer ». Barras y pensa promptement. Car, entendons bien que lutter était, après cet

arrêt du pays, d'une façon formelle, conspirer.

Pour le Directoire, cette lutte semblait difficile. Sur 750 députés, plus de 400 étaient résolument contre sa politique et 100 autres disposés, si ces 400 étaient énergiques, à courir au secours de la victoire. D'autre part, la nouvelle majorité fourmillait d'hommes de valeur, qui seraient pour le gouvernement des adversaires incommodes.

Et cependant la lutte devait se terminer en faveur du Luxembourg.

C'est que la nouvelle majorité nationale n'allait être ni unie ni résolue. Et là est la première leçon que fournit cette histoire.

Le gros de cette majorité était dans les idées que j'ai définies tout à l'heure. « Sans être des républicains bien vigoureux, écrivait-on au lendemain des élections, ils ne paraissent pas avoir de préoccupations funestes pour la République. » C'était bien juger. Ils venaient grossir, sans en altérer sensiblement l'opinion, le groupe déjà important que,

pendant la première législature, avaient constitué les amis de Portalis. La restauration religieuse tenait simplement une place plus considérable dans leurs préoccupations. Pour le reste, ils s'accommoderaient d'une république assagie, appuyée sur les principes de 89 et restauratrice de l'ordre sans réaction.

Mais, en germinal an V, les électeurs, entraînés par le mouvement contre-révolutionnaire, avaient débordé parfois le parti même qui entendait les guider. On avait vu sortir des urnes vingt ou trente députés qui, royalistes, ne s'en cachaient guère, parmi lesquels un ancien ministre de Louis XVI, le comte de Fleurieu, et, dans les nouveaux Conseils, ces partisans de Louis XVIII avaient affiché, sans tarder, une opposition qui dépassait de beaucoup celle que concevaient la plupart des élus de germinal. Et le pis est que ce petit groupe, ne s'étant pas constitué, franchement, en aile droite du parti, restait mêlé aux délibérations du parti national et, y soutenant les motions extrêmes,

y semait l'embarras et bientôt la division.

Or, dans ce parti national, s'étaient, dans la législation précédente, enrôlés une centaine d'ex-conventionnels dont quelques régicides revenus, comme Carnot, d'assez loin. A côté de Boissy d'Anglas qui, à la fin de la Convention, se répandait encore en violentes diatribes contre toute idée religieuse, on y voyait par exemple Bourdon de l'Oise, jadis grand partisan de la Terreur, et l'ex-boucher Legendre, un des fidèles de Danton, si converti à la vérité qu'on lui prêtait ce mot : « Si le Legendre que j'ai été offrait son amitié au Legendre que je suis, celui-ci n'en voudrait pas. » Mais, si revenus qu'ils fussent, ils restaient, ne fût-ce que par crainte de trop aveugles représailles, hostiles à toute réaction excessive. Or, eux aussi, se mêlaient aux délibérations, étant de ce bloc national, mais pour s'opposer à tout ce qui, de près ou de loin, leur paraissait excéder les bornes d'une simple opposition à Barras et à ses amis qu'ils

détestaient, comme on se déteste entre frères ennemis.

Entre ces deux éléments opposés, les libéraux flottaient, désireux de plus réagir que Boissy d'Anglas, de moins réagir que le ci-devant comte de Fleurieu, mais surtout empêtrés par le souci de ne faire qu'une opposition légale et constitutionnelle, et, par ailleurs, mesurée et prudente. Bref, ils représentaient exactement le modéré qui se laisse manger. C'étaient presque tous des gens fort remarquables par leur valeur et leur talent et qui eussent constitué un gouvernement excellent. Mais ils s'entendaient mal à la lutte politique à laquelle les anciens conventionnels étaient magnifiquement entraînés. Le général Pichegru, qui était des nouveaux élus, ajoute qu'il fut, dès l'abord, frappé par les ambitions et jalousies personnelles qui empêchaient toute discipline : je vis, écrit-il, « plus de concurrents jaloux que de coopérateurs sincères », trait qui, hélas ! n'a chez nous rien de singulier.

*
* *

Tout naturellement, la politique de l'adversaire fut de représenter la majorité, en si grande partie, libérale et même républicaine, comme composée de contre-révolutionnaires violents ou hypocrites. Ces gens, dit Barras, étaient groupés « dans le cheval de Troie ». Ils feignaient d'aimer la République, mais ne l'embrassaient que pour mieux l'étouffer. Ils allaient, disait-on, revenir sur toutes les lois de la Révolution. Quand les malheureux députés, après le coup d'État de fructidor, seront acheminés dans des cages de fer vers le bagne, des gens se presseront autour des voitures, disant : « Voilà ceux qui voulaient rétablir les aides et les gabelles. » Ils casseraient, disait-on — admirez l'absurdité d'une pareille accusation — tous les actes de naissance et de mariage passés devant les municipalités depuis 1789. En tout cas, s'apprêtaient-ils à reviser le procès de Louis XVI. On répandait le

bruit que les acquéreurs de biens nationaux affolés « les offraient à tout prix » et ainsi arrivait-on à les affoler réellement. Enfin, dès que, dans un célèbre discours, Camille Jordan eut réclamé simplement la liberté religieuse et Eschasseriaux, à son tour, parlé avec émotion de « l'antique culte de nos pères », les journalistes du Directoire s'écrièrent : « La politique atroce des Médicis, de Richelieu, de Louis XIV, revient à l'ordre du jour, partout les échos de la royauté prêchent la nécessité d'une religion dominante et exclusive. » Et l'on vit jaillir de l'arsenal jacobin la Saint-Barthelémy, la révocation de l'Édit de Nantes, les dragonnades et l'inquisition d'Espagne, tous souvenirs terrifiants que, chez nous, vous le savez, on sort de quart de siècle en quart de siècle pour alimenter une certaine polémique où, hélas ! l'histoire est encore plus cruellement blessée que la bonne foi.

Les régicides, si divisés depuis Thermidor, se sentaient tous inquiets. Et,

inquiets, ceux mêmes qui avaient combattu le Directoire tendaient à s'en rapprocher. Le régicide, c'était la marque du bon républicain. Quand Mathieu Dumas, exaspéré des suspicions qu'on faisait peser sur son loyalisme républicain, s'en plaignait à Treilhard, régicide cependant très revenu, celui-ci lui disait : « Montez à la tribune et déclarez que si vous aviez été de la Convention, vous auriez voté la mort de Louis XVI. »

Naturellement, Barras exploitait toutes les craintes soulevées, toutes les rancunes réveillées. Sans doute accueillait-il avec son scepticisme souriant les démarches de certains députés de la majorité, les flattait sans s'engager, leur conseillait la prudence sur un ton protecteur, puis déchaînait contre eux les campagnes perfides ou les attaques violentes.

Le malheur est que les députés patissaient, en principe, de l'impopularité même dont avaient été irrémédiablement frappés les représentants du peuple, leurs prédécesseurs. Alors que déjà la Convention était décriée, ces représen-

tants avaient, en pleine disette, porté de 18 à 36 livres leur traitement journalier. Une formidable huée s'était alors élevée dans le pays. Et cependant les premiers Conseils du Directoire avaient, sous une autre forme, renouvelé le geste en se mettant, par un tour de passe-passe, à l'abri des variations du papier-monnaie. Il en était résulté un surcroît d'impopularité. Les caricatures abondent contre les députés : un homme succombe sous le poids d'un fardeau qui porte le chiffre 750 ; des députés arrivent à Paris des provinces sur un cheval étique, maigre lui-même et prêt à s'engraisser. Des particuliers, dit un rapport de police, ont abordé des députés sur le pont Neuf. « Rendez-nous nos dix-huit livres et f...ez le camp. » On travaille à loger les Cinq-Cents au ci-devant palais Bourbon que, dit un rapport de police, on veut rendre magnifique », mais considérant les belles pierres taillées qui encombrent le quai, un homme à jeun crie douloureusement le mot des apôtres au Christ : *Dic ut lapides istæ panes fiant.*

Lorsqu'on a jadis voulu exciter le peuple contre les représentants, on a montré du pain blanc : « Voilà du pain de député. » S'ils votent l'emprunt forcé dont je parlerai ailleurs, on dit : « Il nous reste à savoir la somme que paiera chaque député. » Voit-on une femme élégamment mise? C'est, dit-on, la femme d'un député. Voit-on une voiture élégante traînée par de beaux chevaux : « C'est la voiture d'un député. » Un voyageur entend une femme appeler ses dindons « des députés » — ce qui est vraiment affreux. Chose piquante, le parti, qui avait mené la campagne contre ces députés, maintenant, avait la majorité dans les Conseils, mais à son tour on l'accablait sous les mêmes railleries pleines d'aigreur. Comme la machine législative fonctionnait lentement, on les tenait pour des fainéants. Mais si elle fonctionnait trop vite, ils étaient des brouillons. Certes, le Directoire était impopulaire et méprisé : Barras lui-même ne raconte-t-il pas qu'à une cérémonie on leur jeta de la terre et même quelques

crachats. Mais si impopulaire et si décrié que soit le gouvernement, il ne l'est pas plus que le Corps législatif. Quand on apprendra que celui-ci a été frappé par celui-là et tant de ses membres jetés au bagne, le public dira : « C'est toujours autant de députés de moins. » Et ce trait, sur lequel j'aurai à revenir pour expliquer l'événement de Brumaire, explique déjà le peu de résistance que va rencontrer celui de Fructidor.

*
* *

Barras cependant se rendait compte que, ménagé au début par les prudents et les modérés de la majorité, le Directoire verrait s'accentuer de jour en jour l'opposition des Conseils. De fait, sur la question financière, le gouvernement commençait à être fortement attaqué et c'était un terrain où Barras se sentait particulièrement exposé. Le général Bonaparte venait, par une suite d'admirables victoires que j'évoquerai ici, de conquérir l'Italie. Il en avait tiré millions sur mil-

lions qu'il avait expédiés à Paris. Or, de jour en jour, le trésor paraissait plus vide. Où passaient les millions d'Italie? Déjà orateurs et journalistes du parti opposant s'étonnaient des fêtes données au Luxembourg, de l'or qui y ruisselait, du luxe qui se déployait dans les salons de certains directeurs. Et quand on disait : « Où vont les millions? », on savait bien ce qu'il en fallait penser.

Barras se sentait visé. Il était résolu à briser ces assemblées indiscrètes.

Mais, pour les briser, il lui fallait l'appui de la majorité du Directoire s'il s'agissait de la décision, le concours de la force militaire s'il s'agissait de l'exécution.

Le Directoire en majorité avait d'abord paru peu disposé à un coup de force. Carnot, encore qu'inquiet des tendances de certains députés, s'y fût refusé, à plus forte raison celui que les Conseils mêmes venaient de donner comme successeur à Letourneur, l'ex-marquis de Barthélemy. Rewbell, était naturellement acquis à la violence, mais

Larévellière, en qui subsistait, avec le souvenir de sa propre proscription par les jacobins, un reste de libéralisme et de probité politique, n'y semblait pas porté.

Soudain il se décida. Les Conseils venaient, après des débats très violents, de voter la liberté du culte. En une sorte d'explosion, le catholicisme s'était alors révélé si populaire, les églises s'étaient rouvertes au milieu d'une telle allégresse et les cloches mises à sonner avec une si furieuse joie, que Larévellière s'en était exaspéré. Une haine violente était née chez lui contre ces députés, qui, à ses yeux, très sincèrement, lui faisaient une injure personnelle. Je vous ai dit qu'il avait une nature d'antipape. Il consentit à tout contre les hommes qui tentaient de rétablir le culte papiste.

*
* *

Dès lors, il ne restait plus qu'à trouver l'instrument. Barras, après une tentative pour jeter Hoche dans l'aventure,

s'était tourné vers les soldats d'Italie.

Ceux-ci, et c'est le dernier élément de ce drame politique, étaient extrêmement mal disposés pour les députés élus en germinal. Lorsque j'étudierai ici le soldat du Directoire et ses exploits, je dirai comment ces rudes hommes restaient, en thèse générale, l'élément le plus nettement jacobin de la nation. De France, les frères et amis leur écrivaient que les représentants « liberticides » s'apprêtaient, avec l'appui des chouans, à rétablir le trône des tyrans, l'infernal empire des prêtres, la féodalité et l'inquisition. Bien plus, ces traîtres étaient les alliés de Pitt et Cobourg, et, pactisant avec l'ennemi, ils allaient anéantir le fruit de leurs victoires. Et là il faut avouer que l'attitude de certains députés pouvait accréditer la légende. Partisans d'une paix raisonnable, peu favorables à l'ascension des soldats dans l'État et particulièrement hostiles à Bonaparte qu'on tenait pour la créature de Barras, ces députés avaient, en termes parfois assez violents, attaqué le vain-

queur de Rivoli, « ce petit Bamboche aux cheveux éparpillés, ce bâtard de Mandrin », et, à maintes reprises, protesté contre les prétentions excessives du Directoire en matière de politique extérieure, contre ce que, de notre temps, on eût appelé son impérialisme. Ainsi les soldats se croyaient-ils autorisés à crier qu' « on leur voulait dérober les fruits de leurs victoires ».

Barras entendait exploiter la sombre fureur des soldats comme il exploitait toutes choses et toutes gens. Comme il se montre volontiers cynique, il écrit lui-même qu'il s'était mis d'accord avec les généraux pour que les armées, suivant ses propres termes, se « prononçassent ». Et c'est en effet un *pronunciamento*, comme on dit de l'autre côté des Pyrénées, qui, en fructidor, amenait à Paris, avec une division de l'armée d'Italie, le général Augereau, envoyé par Bonaparte.

Les Conseils voyaient venir le coup qui allait les écraser. Certains députés de la majorité, demandaient qu'on prît l'offensive, qu'on décrétât la mise en

accusation du Directoire. « Les Nestors » du parti, écrit un de ces députés, s'y opposèrent. Ils se perdaient en récriminations dans les couloirs, mais un témoin les voyait « enchevêtrés » dans les scrupules constitutionnels à l'heure où Barras avait déjà déchiré en son esprit la Constitution et toutes les lois. Les ex-conventionnels du groupe libéral, vieux routiers de coups de force, maintenant, prévenaient leurs amis de ne pas trop se fier à la Constitution, — « cuirasse de papier », disait Bourdon de l'Oise. Surtout ils étaient divisés, se redoutaient les uns les autres. « Si nous avions formé un vrai parti... », écrivait plus tard un des survivants. Enfin, c'étaient d'honnêtes gens. « Vous faites bien de la poussière, avait dit railleusement Mme de Staël à l'un d'eux. — Cela vaut mieux que de faire de la boue », avait-il fièrement répondu. Et Mathieu Dumas, à qui un colonel avait offert de faire enlever par ses cavaliers les directeurs jacobins, repoussait cette suggestion. Quand plus tard Dumas contera la

chose à Napoléon, celui-ci lui répondra : « Vous fûtes un imbécile ! Vous n'entendez rien aux révolutions. »

*
* *

C'est le mot. Ces honnêtes gens n'entendaient rien aux révolutions et Barras y était passé maître. A cette heure, il donnait ses instructions pour que le bloc national fût brisé à coups de crosse par les grenadiers d'Augereau.

Et, tout étant préparé, le 18 fructidor, les deux Conseils étaient investis par la troupe, des députés arrêtés, y compris les deux présidents, Siméon des Anciens, et Laffon-Ladebat des Cinq-Cents, tandis que, sur l'ordre des trois directeurs Barras, Rewbell et Larévellière-Lépeaux, les deux autres, Carnot et Barthélemy, étaient également décrétés d'arrestation. Ce dernier seul était saisi dans son lit du Luxembourg, Carnot ayant pu fuir à temps, ce en quoi il fit bien, puisque Barras écrit que « si Carnot avait été tué, il l'aurait été très légitimement parce

qu'il vaut mieux tuer le diable que de se laisser tuer par lui ».

C'est en vertu de ce magnifique principe de gouvernement, que le Directoire obtenait des Conseils « épurés », c'est-à-dire d'un résidu infime de députés, l'expulsion de 154 députés siégeant depuis quatre mois, la déportation à la Guyane de 165 citoyens parmi lesquels deux directeurs de la République et 53 représentants du peuple et le vote d'une série d'articles instituant dans le pays une sorte de petite Terreur, cette « terreur sèche », plus hypocrite que l'autre et plus hésitante, à la taille du gouvernement directorial ; la presse et le théâtre étaient jugulés et les lois de mort rétablies contre les émigrés rentrés et les prêtres catholiques, les églises fermées et les cloches condamnées de nouveau au silence, cela pour faire plaisir à Larévellière-Lépeaux. Souvenons-nous qu'on était en l'an IX de la Liberté.

Tandis que de très grands citoyens étaient acheminés vers le bagne dans des cages de fer et sans jugement, car on

avait proclamé « qu'il n'y avait pas besoin de preuves contre les conspirateurs royalistes », Barras restait maître du terrain.

Larévellière-Lépeaux assure que l'opinion « se prononçait fortement » pour ces grandes mesures. Il affirme avoir entendu crier dans les rues de Paris : « Vive le Directoire ! » ce qui n'est pas impossible, l'opinion étant fort souvent lâche, mais aussi : « Vive Larévellière-Lépeaux ! » ce qui passe les bornes de la vraisemblance.

En réalité, le vainqueur était bien Barras qui, fort de ce précédent, allait sous peu retourner contre les jacobins des Conseils, devenus à leur tour gênants, puis plus tard contre ses complices du Directoire même l'instrument qui avait servi contre les libéraux.

Souriant, aimable, avantageux, il avait, le soir de Fructidor, rouvert ses salons et se pressait autour du directeur, qui, pour la circonstance, avait repris le fameux sabre de Thermidor, la foule des courtisans, y compris quelques grandes

courtisanes. La musique endiablée entraînait à la danse des femmes aux trois quarts nues et les jeunes enrichis de la basse finance, sous l'œil railleur du ci-devant vicomte Paul de Barras, le général Barras, directeur de la République, promenant à travers les salons la citoyenne Tallien, reine du Directoire.

Barras régnait.

Sur quel monde il régnait, quel monde frelaté, fiévreux, et, au fond, misérable, c'est ce que nous verrons quand je passerai à l'étude de cette société, de ses jeux, de ses ris, de ses mœurs, de ses misères, de ses détresses.

Et nous verrons comment la lamentable composition morale d'un peuple, en l'aveulissant, le livrait tout aussi sûrement à César que l'effroyable démoralisation politique dont l'épisode de Fructidor ne constitue que le plus tragique témoignage.

Dès Fructidor, tous les principes étant violés, le Directoire n'était plus décidément qu'une faction insurgée contre la nation. Tout dès lors était permis

contre lui. Il le savait bien, le petit général « aux cheveux éparpillés » qui, du palais lombard où il réglait souverainement les affaires de l'Italie, reportait son regard plein de destinées vers Paris, ce Paris où, le soir de l'attentat perpétré contre les élus de la nation, les 640 bals publics s'étaient ouverts, offrant à un monde en délire les mille attractions de la volupté. Oui, il le savait, et que le règne de Barras, vainqueur en fructidor, préparait et rendait presque fatal l'avènement de Bonaparte.

II

LE PLAISIR ET LA VIE CHÈRE

Un diplomate étranger, Sandoz Rollin, arrive à Paris à la fin de l'automne 1795, — an IV de la République. Il promène des regards stupéfaits sur cette France si changée, en apparence, depuis sept ans, qu'elle est aussi inconnue de l'Europe que le serait la Chine ou le Japon.

Nous possédons, datées de décembre 1795, ses premières impressions.

Ce qui le frappe, c'est d'abord la queue interminable des femmes aux boutiques pour obtenir d'un boulanger dédaigneux quelques onces de pain médiocre (à 60 francs la livre) et d'un boucher plein de morgue, de bas morceaux (à 97 francs). C'est ensuite le nombre des théâtres et

des bals ouverts au public et particulièrement la splendeur des ballets. C'est encore le caractère « ignoble » du public qui s'assoit à l'orchestre, presque tout entier peuplé de nouveaux riches. C'est enfin cette prodigieuse abondance du papier-monnaie qui rend absolument factices fortune privée et fortune publique.

Ce sont traits essentiels du tableau : il y pourrait ajouter, comme tant de visiteurs dont nous avons les lettres ou les journaux, l'indifférence du public vis-à-vis de la politique, de la guerre et de la littérature, l'extravagance et l'indécence des modes, le fabuleux essor de la spéculation, la folie de la danse et du jeu, l'universel désir de bien manger, l'incroyable popularité des gens de théâtre, la vogue toute nouvelle des sports et le culte du muscle, la ripaille du peuple dès qu'il a quelques sous à dépenser, le mauvais ton d'une société de parvenus, la dissolution de la famille et la ruine du foyer, la crise des âmes qui, arrachées momentanément à la religion tradition-

nelle, se jettent dans la superstition, l'invraisemblable augmentation du prix de la vie qui, si elle paraît presque enivrer les nouveaux riches, accule à la misère les nouveaux pauvres et, d'ailleurs, les trois quarts du peuple, enfin la démoralisation qui, du haut en bas, résulte de cette situation ; tous traits auxquels je veux m'arrêter successivement aujourd'hui, en étudiant cette société de fin de crise.

*
* *

Que cette société soit détachée de la politique, telle chose se comprend. La France vient de se livrer depuis 1789, je vous l'ai rappelé, à une telle débauche de politique qu'elle en a, tout naturellement, une sorte de nausée. On laisse cette mauvaise cuisine aux députés et aux gouvernants également méprisés.

La guerre a jadis et naguère encore passionné. Valmy, Jemmapes, Hondschoote, le siège de Mayence, Wattignies, Fleurus, les victoires, les défaites ont longtemps retenti au cœur de la nation.

Depuis 1794, on est las de cette guerre sans résultats décisifs. Je dirai comment, seules, les victoires de Bonaparte secoueront un instant l'opinion, mais pour un temps seulement. Les conscrits ne partent plus et les anciens volontaires désertent. Et la société ne parle pas de la guerre.

« On s'occupe peu de littérature », écrit Ch. de Constant le 17 mai 1796. Et nous le comprenons mieux. Nous savons quelle était cette littérature, ces poèmes sans flamme, ce théâtre sans grandeur, ces romans sans couleur. Et cette littérature rancie, anémique, s'adresse à des gens qui ont, sept ans, joué une tragédie sans précédents, frémi jadis aux accents tout neufs de la *Marseillaise*, vécu eux-mêmes les plus extraordinaires romans qui jamais se soient écrits. Sauf de très mauvais livres, qui cherchent les bas-fonds de l'être — j'y reviendrai —, on ne lit pas. D'ailleurs, la moitié des nouveaux riches ne sait pas lire.

Alors, comme on ne s'intéresse ni à la politique ni à la guerre ni à la littérature,

que voulez-vous que fasse la société?

« La soif des plaisirs, des promenades à Bagatelle, le torrent de la mode, écrira le 11 messidor an VII un journaliste, le jeu, les dîners, le luxe des ameublements, les maîtresses, sont les objets qui occupent le plus particulièrement la jeunesse parisienne. » Mais tout le monde prétend être jeune à Paris en l'an VII de la République. Plus généralement, un jeune émigré rentré écrit : « Chacun ne pense plus qu'à jouir, boire et manger. » Et Ch. de Constant : « Le plaisir est à l'ordre du jour. On veut rattraper le temps perdu et qui sait combien de temps on a à vivre? »

« On veut rattraper le temps perdu. » Voilà le mot. Cette nation qui, avec tant de qualités sérieuses, est, à travers les siècles, restée gauloise par la pratique du rire et des joyeux propos, on a voulu en faire une nation romaine, puis spartiate. Ainsi en avaient décidé les jacobins. Elle a donc fait semblant, pour satisfaire ses tyrans, d'être romaine et spartiate. Leur joug brisé, elle a pensé

jouer à Athènes et d'un bond est allée à Byzance. Disons plus net : ayant connu les affres de la mort, elle a goûté soudain avec une sorte de violence la volupté de vivre et, ayant éprouvé toutes les angoisses, elle veut toutes les jouissances.

Au lendemain de Thermidor une sorte d'explosion s'est produite.

Tout le monde, libéré en huit jours des menaces de la mort, s'est rué au plaisir.

*
* *

L'exemple est venu de haut — si on peut appeler haut le groupe qui, la veille, menacé de mort, a saisi, dans une ivresse, le pouvoir arraché à ses ennemis.

Le ménage Tallien dont Barras a, dès après Thermidor, fait un ménage à trois, a paru alors au pinacle de la République. Therezia Cabarrus, « épouse du représentant Tallien », « Son Altesse Sérénissime Mme Cabarrus », a saisi le sceptre et ce sceptre est une marotte à tête de folie.

Fille de banquier, marquise de Fon-

tenoy par son premier mariage, citoyenne Tallien par son second, elle finira, après avoir été la sultane favorite de Barras et la maîtresse du financier Ouvrard, princesse de Chimay. Mais, dès 1795, Therezia a passé par de tels avatars que sa vie peut lui sembler un rêve : marquise devenue amazone de la Terreur quand, à Bordeaux, elle accompagnait son amant, le proconsul Tallien, et, un joli petit bonnet de velours rouge bordé de fourrure sur la tête, lisait, dans le temple de la Raison, un plan d'éducation pour la jeunesse dont je ne m'inspirerais pas pour élever mes enfants. Bonne personne d'ailleurs, elle avait dès lors arraché à Tallien bien des grâces et son influence avait été si manifeste, que Robespierre, ennemi des femmes, le lui avait, à son retour, fait cruellement payer en la jetant en prison. On disait que c'était elle qui, de cette prison, avait poussé Tallien affolé à la tribune où, le 9 thermidor, il avait porté à Maximilien le coup mortel. Oui, c'était Therezia qui, se répétait-on, avait, pour un jour, transformé ce

pleutre en téméraire. Et le monde parisien, délivré du cauchemar, avait appelé Therezia Notre-Dame de la Délivrance, Notre-Dame de Thermidor.

De la fameuse « chaumière » de Chaillot où s'étaient données les premières fêtes post-thermidoriennes, elle avait dès lors régné sur Paris, car, Tallien tombé décidément dans le mépris public, elle s'en était détachée et tout entière donnée à Barras qui, bien avant que Tallien s'éclipsât tout à fait, l'avait faite reine du Luxembourg, où il s'installait.

C'était une aimable courtisane, bien faite pour doubler cet élégant coquin qui la proclamait « dictateur de la beauté ».

Délicieuse, elle dut l'être surtout par le charme de son abord et la grâce de son sourire, car ses portraits aujourd'hui déçoivent. Mais vingt témoins — et les moins suspects de partialité — sont d'accord sur le charme qu'au sens presque propre du mot, elle devait exercer. Ce charme, elle le cultivait ; elle aimait être aimée, et de tous, femmes et hommes. Bonne amie, pas jalouse, elle traînait

avec elle tout un cortège de jolies femmes et — chose incroyable — ces femmes admettaient que son empire restât souverain. Mais les hommes surtout semblaient ensorcelés, les plus graves, et naguère les plus hostiles.

Dans un certain monde, elle fut vraiment « dictateur », ainsi que disait Barras, dictateur de la mode, lançant ces coiffures, ces tuniques, ces chaussures, ces cachemires, ces bijoux que je vais dire, forçant deux mille femmes à passer, suivant son caprice, du chapeau spencer au turban, du soulier au cothurne, de l'anticomanie à la turcomanie, des cheveux noirs aux cheveux blonds et de la haute coiffure à la grecque aux courtes boucles à la Titus. Quel pouvoir ! Quel pouvoir supérieur à celui d'un Barras même qui ne règne que sans cesse menacé d'être détrôné !

*
* *

Elle est avant tout la reine du Luxembourg, et cela veut dire des salons de

Barras. Les autres directeurs seront toujours, aux yeux du monde, des balourds. Quand ils veulent s'amuser, ils descendent chez Barras. Il a le département des fêtes.

« J'ai vu les cinq rois vêtus du manteau de François Ier avec son chapeau, ses pantalons, ses dentelles, écrira un témoin : la figure de Larévellière avec les gras et noirs cheveux de Clodion... ; M. de Talleyrand en pantalon de soie lie-de-vin, assis sur un pliant aux pieds du directeur Barras, dans la cour du Petit-Luxembourg... A droite, cinquante musiciens et chantres de l'Opéra, beuglant une cantate patriotique sur la musique de Méhul ; en face, sur une autre estrade, deux cents femmes, belles de jeunesse, de fraîcheur et de nudité, décolletées, dépouillées, s'extasiant sur la majesté de la pentarchie ; elles portaient des pantalons couleur chair et avaient des bagues aux orteils. C'est un spectacle qu'on ne verra plus. » Téméraire affirmation ! On ne saurait jurer de rien.

Mais ce sont là les fêtes officielles. Le salon de Barras a d'ordinaire des allures moins solennelles. Autour de lui évolue le monde le plus mêlé, microcosme de celui du Directoire : des ci-devant nobles qui ont repris contact avec le cousin fourvoyé et des fournisseurs qui font affaire avec le directeur, de vieux camarades de la Convention maintenant châtelains et millionnaires et des députés nouveaux qui aspirent à cette fortune, d'anciens bonnets rouges et d'anciens talons rouges. Et les femmes ! Des parentes nobles de Provence (une ci-devant duchesse de Brancas par exemple) ont peu à peu amené des dames de l'ancienne caste, avides d'obtenir des grâces, riant, sous l'éventail, des balourdises des nouvelles riches. Entre celles-ci et celles-là, Therezia qui a été marquise et s'en souvient maintenant, et cette grande femme brune aux yeux de velours, à la démarche molle et aux toilettes voyantes, qui est la veuve du vicomte de Beauharnais — et sera impératrice des Français. Et, avec elles, Juliette Récamier, tou-

jours de blanc vêtue et qui passe pour « une hermine » encore qu'elle ne paraisse pas, pour le moment, éviter les bas-fonds. Et puis toute la troupe des *Merveilleuses*, cent femmes venues de tous les coins de l'horizon social et mondial : des coloniales, des étrangères, des cosmopolites, des jacobines, des marquises, des financières, toutes viennent chez Barras, toutes sauf cette bonne dame, la vicomtesse Paul de Barras, restée fort sagement en Provence depuis 1789, la seule que Barras semble laisser indifférente.

*
* *

D'autres salons se sont ouverts, — peu. Les mœurs y sont libres et les manières atroces. Il y règne une sorte de carnaval continuel. « On y voit, écrit Ch. de Constant, des femmes nues presque jusqu'à la ceinture et à la lettre sans chemise comme sans vergogne. D'autres en habit de huzard, de Turc, en Grecque, en Flore, en Hébé, en paysannes : c'est une brillante mascarade. C'est cette so-

ciété qui a donné le bal dit des Victimes, où les fils et filles des guillotinés dansent avec les fils et filles des bourreaux. »

Les hommes y sont d'une grossièreté incroyable. La *jeunesse dorée*, la fameuse jeunesse dorée qui a surgi après Thermidor, si affectée qu'elle soit dans ses manières, n'est que *dorée :* le fond reste du plomb le plus vil. Ces muscadins, ce sont fils de petits bourgeois qui, ayant vécu leurs années de prime jeunesse en pleine Révolution, sont élevés à la diable et le montrent. Et bientôt ces *muscadins* se grossissent de tous les jeunes gens à qui soudain d'heureux coups de Bourse ont permis de passer brusquement de la boutique où ils étaient commis et des études d'hommes de lois où ils étaient gratte-papier, aux salons de la nouvelle société. « Les jeunes gens qui ont remplacé les marquis et les pages, écrit-on le 25 juin 1796, sont des fournisseurs, des agioteurs et des clercs de procureurs. »

C'est l'avant-garde de la grande cohue des nouveaux riches.

L'invasion des nouveaux riches ! C'est la conséquence fatale de cet énorme bouleversement politique et social aggravé par la guerre. Depuis 1789, mille filons se sont trouvés ouverts devant les gens que les scrupules n'embarrassaient pas trop. Pendant que les terres de la noblesse émigrée et du clergé dépouillé passaient, en partie, aux mains des paysans, la bande noire s'était abattue sur les hôtels, châteaux, abbayes et églises. Tentures, tapis, meubles, toiles de maîtres, bibelots de tout ordre, livres aux précieuses reliures, ce n'est rien, et rien même les trésors de sacristies, à côté des gains que procure la simple démolition. Tel millionnaire de 1795 a trouvé, dès 1792, l'origine de sa fortune dans la seule exploitation des plombs arrachés aux toitures. Et je ne cite qu'un exemple entre mille. La guerre était venue et, avec elle, le blocus des côtes par les Anglais. Alors deux nouveaux filons s'étaient ouverts, magnifiques : la fourniture des armées et la spéculation sur les denrées coloniales. Tandis que café,

sucre, cotonnades, parvenant avec peine, donnaient matière à un prodigieux agio, deux ou trois milliers de gens s'étaient jetés sur nos armées comme sur l'Eldorado. Race détestable et éternelle : des armes et munitions aux vêtements et chaussures, et des plus gros canons aux boutons de guêtres, que de millions réalisés. On a dit la honteuse exploitation de la défense nationale, ces 150 000 canons de fusil revendus peu après comme ferraille de rebut, ces quintaux de farine de 10 livres vendus 21 au ministère et cent autres traits. Ce qu'on a vu alors, on l'avait vu sous le sévère Louis XIV lui-même, on le verra toujours tant qu'il y aura des guerres, des ministères et des gens sans scrupules.

Les gens ainsi enrichis se sont alors jetés sur la banque petite et grande ; les grandes spéculations ont commencé. Les millions se sont ajoutés aux millions.

Ainsi a-t-on vu se grossir de toutes les façons ce groupe des nouveaux riches. Leur origine est très basse en thèse générale : le type est ce vigneron de

Corbigny, ce grossier Leuthrand, venu à Paris en blouse et qui a pu acheter, dès 1795, l'hôtel de Salm, le domaine de Bagatelle au bois de Boulogne, l'attelage de douze chevaux du prince de Croï et les bonnes grâces de Mlle Lange, étoile de la Comédie. J'en citerais bien d'autres, anciens portefaix, anciens commis, anciens valets, qui maintenant ont, comme Leuthrand, hôtel, villa, carrosse, valetaille... et le reste. Il faut lire toutes les pages de l'admirable tableau brossé par les Goncourt, qui, si souvent, me fourniront des traits.

Les parvenus ont gardé — parfois avec une affectation qui, après tout, est leur seule ressource — les façons de leurs jeunes ans, et ils les ont imposées. Mais leurs femmes ! Celles-là essaient de se faire aux belles manières, aux modes raffinées, aux danses légères et aux propos ailés. Ces anciennes femmes de chambre et vendeuses-des-quatre-saisons copient Mme Tallien, et livrent aux grands couturiers désespérés leur corps épais, et leurs malheureux pieds aux

cothurniers en vogue. Mais elles n'aboutissent qu'au type de Mme Angot, émaillant de *pardi!* leurs propos, s'extasiant devant les belles façons de quelque muscadin. « *Queu magnières! Queu galantise!* » et faisant des efforts touchants pour y répondre, car « il faut leuz-y montrer qu'on a zeu de l'éducation comme il faut ». Tout ce monde se jette sur *l'Art d'écrire* de Rolland, parce qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire ; ces dames ont des maîtres à parler, des maîtres à marcher, des maîtres à s'asseoir. L'industrie est née, des « maîtres de danse et de *maintien* ». Malgré tant de louables efforts, les honnêtes gens n'osent plus aller au théâtre : on n'y coudoie que ce public « ignoble » dont parlait le diplomate étranger, et si les nobles dames de 1789 revenaient, elles y trouveraient couvertes de diamants et drapées dans des cachemires de cent louis leurs anciennes filles de cuisine au bras de leurs anciens porteurs d'eau habillés à la Barras.

Au-dessus de ce monde, le grand état-

major de la finance fait tout juste meilleure figure. Ouvrard, qui a tout exploité, y a gagné une fortune immense, mais jeune encore — il a trente ans en 1795 — il est, par ailleurs, trop intelligent pour ne pas s'être fait à cette « galantise » qui fige d'admiration Mme Angot. Il a les châteaux de Marly, du Raincy, de Louveciennes, dix autres ; c'est le marquis de Carabas du Directoire. Il essaie de jouer au financier sérieux, et comme lui, toute la « bande » de la Bourse, de Hainguerlot à Venderberghe. Ils sont les grands maîtres de l'agio et, avec le Directoire, cet agio prend des allures vertigineuses. Tout le monde spécule : les petits marchands et les jolies femmes, les grisettes et les ministres, et ainsi « les gros » — ces maréchaux de la spéculation — sont-ils pour tous des conseillers précieux. Les fortunes s'édifient ou croulent, cependant, en quelques mois, si bien que, sans cesse, de nouveaux riches remplaçant de nouveaux riches, cette société n'a pas même le temps de se policer. L'invasion des Barbares n'est jamais close.

*
* *

Qui vient de gagner en quelques mois une fortune aspire à en jouir — j'entends dans l'expression la plus brutale du mot. Si la France, qui a tremblé sous Robespierre, se dédommage sous Barras en se jetant au plaisir, la France qui a profité s'y rue, et les deux tourbillons se mêlent et se renforcent.

Paris n'est plus qu'un vaste lieu de plaisir à huit cents compartiments : les jardins à spectacles, les bals publics, les théâtres, les restaurants et glaciers, les salles de jeu, les hippodromes.

« L'étranger, lit-on dans *l'Ami des lois*, l'étranger qui est étonné du luxe étalé aux bals d'Aligre ou de Richelieu, aux concerts de l'Opéra et au théâtre de la rue Feydeau, comme il était ravi, dans la belle saison, des fêtes du jardin Boutin, du Champ-de-Mars et des Champs-Élysées, ne peut s'empêcher de convenir que Paris est la première ville du monde. » L'étranger veut bien en

effet en convenir, mais, comme il est l'étranger de tous les temps, il écrit chez lui — nous avons ses lettres — que Sodome et Gomorrhe n'avaient rien à envier à cette Babylone.

Au fond, les amusements ne sont pas tous si babyloniens ! Ruggieri tire ses feux d'artifice à Tivoli, et Ruggieri est très à la mode. Un soir on a compté à Tivoli 12 000 entrées. « Ce sont, s'écrie un journaliste, les jardins d'Armide transportés au sein de la ville. » Mais soudain Franconi, l'admirable Franconi, l'écuyer tout chamarré d'or, fait courir son cheval dans l'arène du jardin des Capucines et tout Paris jure par Franconi après avoir juré par Ruggieri. Les dames l'exaltent, et, comme à Byzance, arborent les couleurs de l'homme du Cirque. Cela est assez innocent, mais c'est la moindre attraction. Le bal de Richelieu est « l'arche des robes transparentes », écrit Mercier, « cent déesses parfumées, couronnées de roses » s'y égaillent dans les bosquets, entraînant... loin toute une suite d'adorateurs. Les

fêtes prennent un caractère tous les jours plus abandonné : fêtes de Tivoli, de Frascati, de l'Élysée-Boutin, du hameau de Chantilly, fêtes des Jardins Marbeuf, de Paphos, de Mousseaux, fêtes d'Idalie où, entendant battre tous ses rivaux, un entrepreneur de spectacles donne des tableaux vivants de telle nature qu'on me dispensera d'y insister.

Mais le grand attrait, c'est la danse. Dès qu'il peut danser, le monde du Directoire se déclare satisfait. Six cent quarante bals publics sont ouverts où se rencontrent toutes les classes. Paris est atteint, depuis le 9 Thermidor, de cette sorte de folie chorégraphique qui suit si fatalement les grandes crises, qu'un historien pourrait en prédire les retours comme ceux du printemps après l'hiver. « Paris est un grand bal », écrit Mallet en 1797, *on danse partout...* » Il est certain qu'on danse éperdument. « Après l'argent, dit Mercier, la danse est aujourd'hui ce que le Parisien aime, chérit ou plutôt ce qu'il idolâtre et, du petit au grand, c'est-à-dire du riche au

pauvre, tout danse. C'est une fureur... *On danse partout.* » Le fait est qu'au-dessus du cimetière de Saint-Sulpice désaffecté, les girandoles de verres de couleur dessinent les mots affriolants : *Bal des Zéphyrs.* Évidemment ce bal des Zéphyrs sous les tours de Saint-Sulpice, c'est tout dire. *On danse partout!*

Certains inventent des quadrilles étranges. Le bal du ci-devant hôtel de Longueville donne des quadrilles de nègres et de négresses avec accompagnement de cors. Frémissez, revenants de la cour de Versailles qui, au son du clavecin, dansiez, il y a dix ans à peine, — un siècle ! — les menuets délicats et réglés. Voici les nègres qui gigotent, les inévitables nègres, les arrière-grands-pères de nos nègres de *jazz-band.*

Mais, cependant, trois cents danseuses valsent, autour de ces nègres, qui, elles, sont blanches — et on peut même bien constater, — tant elles sont peu habillées, qu'elles le sont de la tête aux pieds.

C'est la *walse* qui fait tourbillonner toute cette société, la *walse* toute neuve

alors, si neuve qu'elle scandalise encore les vieilles gens et paraît, par là — car tout recommence — plus attrayante aux jeunes. On regarde avec curiosité ces enlacements tout nouveaux, ce corps-à-corps qui, auprès des anciennes danses, paraît d'une sensualité brutale, et ce tournoiement éperdu qui, dit un témoin, fait des femmes « des sabots tournants », cette danse qui, écrit un enthousiaste, « exige l'amalgame des deux danseurs et qui coule comme l'huile sur le marbre poli ». Les femmes, dit-on, semblent s'y délecter, s'y enivrer. Mais on remarque avec tristesse que les hommes dansent d'un air froid. « On dirait qu'ils pensent à la politique et à l'agio », écrit un témoin. Et il me semble que nous avons vu de ces danseurs graves en train de *tanguer*.

*
* *

Les théâtres attirent : eux aussi se sont multipliés ; on s'y précipite ; mais c'est moins pour y applaudir de grands artistes que pour continuer la fête pro-

menée des « jardins à attractions » aux bals publics. Les théâtres, dit un policier, deviennent « de véritables cloaques de débauche et de vices ». Les coulisses sont de mauvais lieux. C'est là qu'on va. Parfois néanmoins la foule reflue dans la salle. On va entendre ou voir un des dieux de Paris. Car Paris qui ne connaît plus Dieu, a des dieux, ce sont les acteurs, chanteurs et danseurs. Les tragédiens, qui ont tenu le haut du pavé pendant la Révolution et qui le reprendront sous l'Empire, sont, provisoirement, peu populaires. Entre Robespierre et Napoléon, Talma est en disgrâce pour avoir *jacobinisé;* et puis la tragédie, pour une heure, ennuie. Quant à la comédie, si elle est spirituelle, on ne « la comprend pas ». Les dieux sont ailleurs. C'est le chanteur Lays, et on l'écoute plus favorablement que Mlle Maillard, magnifique personne qui a, dit-on, figuré, à Notre-Dame, la déesse Raison ou la déesse Liberté, une de ces fortes bacchantes à la gorge d'airain, à qui on confie, dans les « jours de gloire », le soin de chanter la *Marseil-*

laise; mais la généreuse et âpre *Marseillaise* n'est plus de mode. Lays plaît parce que « tendre et moelleux ». Un autre dieu, c'est Garat : quand, dans un concert, il entonne le délicieux rondeau *Enfant chéri des dames*, tout le monde se pâme, mais, tout de suite, on réclame *la Visitandine*, et la gravelure obscène succède à la romance sentimentale. C'est toute cette société. Un dieu enfin, c'est Vestris, le danseur qui lui-même se proclame, avec son accent italien, « diou dé la danse », bien vu des muscadins parce qu'il a refusé jadis de danser la *Carmagnole*. On chérit aussi Michu. « Les femmes, écrit *l'Ami des lois*, voient *avec douleur* que Michu vieillit. » On adore l'homme de théâtre et il s'en enfle. Garat, invité chez Talleyrand, parce qu'on a fait attendre le repas après son arrivée, menace de ne plus venir dîner chez le ministre. On adore ce que nous appelons d'un vilain mot les cabotins et on adore les planches : les gens veulent *leurs* planches à eux et, avec les trente-deux théâtres publics, on compte plus de deux cents théâtres à côté.

*
* *

Au fond, ce qu'on recherche, c'est le lieu de réunion. Je dirai tout à l'heure que, la famille lézardée, le foyer est éteint. Tout le monde vit dehors. Et l'attrait du public, c'est le public même. Les femmes font le principal de ce mutuel attrait.

A les voir aujourd'hui dans les estampes de l'époque, les femmes et les hommes du Directoire nous semblent les acteurs d'une vaste mascarade. Jamais les modes n'ont été plus excentriques. Mme Tallien y a mis sa marque. Elle a d'abord imposé l'*anticomanie*, prétexte à se déshabiller. « On en vit, dit un témoin, qui poussèrent si loin leur amour pour le costume antique qu'il n'eût fallu que leur ôter bien peu de vêtements pour les faire ressembler à la Vénus de Médicis. » Tout à l'antique : robes à la Flore, à la Diane, à la Vestale, tuniques à la Cérès, à la Minerve. Victor de Broglie a vu dans sa jeunesse Mme Tallien

paraître au Ranelagh, la tunique rose ouverte sur le flanc, les jambes moulées dans le maillot couleur chair, les pieds nus scintillants de bagues, la gorge découverte, ses beaux bras encerclés de diamants. Mille femmes la copient. Et ce sont les raisonnables. Les déraisonnables comme la citoyenne Hamelin, ce sont les fameuses *sans-chemises* dont le règne succède à celui des *sans-culottes*.

Dans les salons officiels même, Mme Hamelin s'exhibe ayant vraiment, pour tout vêtement, un chiffon de gaze chair. La mode est si répandue qu'un médecin déclare avoir vu mourir plus de jeunes filles depuis le système des nudités gazées que dans les quarante années précédentes.

Soudain un ambassadeur du Grand-Turc arrive, qui est pour un jour, la curiosité de Paris, où il promène sa turquerie du Luxembourg aux bals publics. Mme Tallien, pour lui plaire, — j'ai dit qu'elle prétend ensorceler l'univers, — arbore hardiment le turban, et voici le

turban lancé, imposé pour deux ans, et la veste courte ouverte sur la poitrine nue et le large pantalon de gaze rose retenu à la cheville par des anneaux d'or. C'est la *turcomanie.*

Puis soudain les modes anglaises : l'*anglomanie.* Pour tout concilier, voici que sur les coiffures antiques se posent des chapeaux exagérant la forme d'une casquette de jockey et, par-dessus les robes de gaze, de grosses redingotes britanniques, ce qui rassérène un peu les médecins. Un témoin, assistant à un bal, regarde un trio de femmes. « Ces trois êtres amphibies, écrit-il, franco-turco-anglico-grecs, étaient cependant des Françaises. »

Perruques blondes, perruques noires, cheveux à la Titus, puis, de nouveau, perruques et déjà les perruques tendent à devenir bleues, vertes, violettes quand Brumaire mettra fin — et un froncement de sourcil de Bonaparte — à la grande mascarade. Les cothurnes ont remplacé les souliers ; ils sont en peau de chèvre rose brodée de soie verte, de ces chaussures devant la déchirure desquelles un

cothurnier perplexe finit par s'écrier : « Je gage cinquante louis que madame aura marché avec. »

Tout cela coûte cher. C'est une remarque bonne pour toute époque, que plus les robes raccourcissent, plus montent les factures. Dès janvier 1795, Malet a écrit : « L'effronterie du luxe, surtout celui de la parure, surpasse à Paris tout ce que les temps de la monarchie offraient en ce genre de plus immoral. Dernièrement la femme d'un député nommé Tallien a payé 12 000 livres une robe à la grecque. » Douze mille ! Therezia, trois ans après, en sourirait. Elle paraît à l'Opéra si couverte de diamants que le buste entier en est cuirassé, ce qui, au point de vue de la pudeur, est toujours autant de gagné.

Les hommes, eux, portent ces costumes stupéfiants destinés à les transformer tous en manière d'infirmes, cravate pour écrouelles, habit qui dessine une bosse, pantalon simulant des jambes cagneuses. Et ainsi complètent-ils ce carnaval de fous.

*
* *

Eux, on les voit surtout chez le *restaurateur.*

Un rapport de police du 14 floréal an III disait déjà : « Les garçons restaurateurs de la maison Égalité (Palais-Royal) disent que jamais il ne s'était fait autant de dépenses qu'il s'en fait maintenant par tous les jeunes gens et les agioteurs. » Le *restaurateur!* C'est une chose tout à fait nouvelle alors. L'ancien régime avait connu des guinguettes, des cabarets, des auberges, mais point le *restaurant.* Il est né des circonstances. Grands seigneurs et prélats fastueux émigrés ont laissé sur le pavé leurs chefs, presque tous « des artistes ». Ceux-ci ont pensé à mettre leur génie culinaire au service du nouveau souverain, Sa Majesté le Public. Et justement à ce moment Sa Majesté le Public cherchait qui lui donnerait à se régaler.

Les nouveaux riches se sont précipités à ces repas cuisinés par les maîtres-

queux des *ci-devant*. Et ces gens providentiels sont en quelques mois devenus célèbres : Beauvilliers qui a inventé la livrée des garçons, Robert, l'ancien cuisinier de l'archevêque d'Aix, et Véry, dont le nom se devait, au Palais-Royal, perpétuer jusqu'à nous, et Méo que l'on appelle « le grand Méo », parce qu'il offre chaque jour au choix de ses clients une liste de cent plats. Le Palais-Royal, avec ses quinze restaurants, est le grand centre culinaire. Mais sa fortune est telle que le restaurant se multiplie : on en compte bientôt dans Paris deux mille poussés en trois ans. Mercier en aperçoit « à chaque coin de rue ».

L'Itinéraire des gourmands, publié en 1797, y guide les citoyens, les menant du *Veau qui tète*, où se cuisinent les anguilles aux truffes, à la *Marmite perpétuelle*, seul sanctuaire où se déguste le vrai chapon au gros sel.

Tout le monde mange dehors : car le pot-au-feu a été renversé. L'on mange beaucoup, et l'on aime manger. C'est le temps où Brillat-Savarin médite et où

Grimod de la Reynière écrit. L'un saluant la renaissance de la truffe, « le diamant de la table », l'autre voit avec joie finir une révolution, « ce règne de Vandales » sous lequel « pour un peu allait se perdre jusqu'à la recette des fricassées de poulet ». La nourriture devient grand objet de préoccupation. Grimod écrit que le cœur des Parisiens opulents s'est tout à fait métamorphosé « en gésier ». Le mot est brutal. Mais, de fait, cette société dévore-t-elle. Les *thés*, importés d'Angleterre, réunissent maintenant, vers cinq heures, la nouvelle société, mais ces thés se transforment en quatrième repas avec dindes, beefsteaks, lourdes salades, etc., au point de coûter parfois 75 écus.

Ils ne font pas tort aux *glaciers* qui restent favoris des dames : Velloni, au pavillon de Hanovre, n'arrive pas à battre Garchy, ce Garchy dont « les divines glaces jaunissent en abricots et s'arrondissent en pêches succulentes », Garchy, encore un « grand homme » à qui M. de Ségur dédie un poème.

Sans quitter le Palais-Royal, hommes et femmes peuvent satisfaire une autre passion qui, en ces années de perversion, tourne à la folie. Les maisons de jeu se sont multipliées ; elles répondent trop à la mentalité fiévreuse, et j'oserai dire risqueuse, de cette société d'agioteurs, pour ne pas prospérer. Dès 1792, un rapport décrivait les ravages qu'une telle multiplication entraînait. Avec le Directoire, où tout devient effréné, le jeu est effréné, de chez Barras, où l'on perd au pharaon ou à la bouillotte des sommes énormes, à cette maison où la police signale que, « sur une seule carte, la citoyenne Bentabole, femme d'un député, a perdu 2 millions » — ce qui, au surplus donne à penser que son mari ne s'est pas toujours contenté de l'indemnité parlementaire.

*
* *

Tout cela, les fêtes, les bals, les théâtres, les restaurants, les glaciers, les salles de jeu même voient d'ailleurs

passer des gens que l'ennui guette au tournant du plaisir. L'on cherche alors d'autres distractions.

Cette société s'est éprise soudain de *sports*. Voici naître ce que les Goncourt appellent le culte du muscle. On organise palestres, luttes, courses à pied et à cheval et vrais jeux antiques. Et là encore l'exagération se donne carrière. Il faut que les triomphateurs des courses soient solennellement couronnés au Champ de Mars au milieu des acclamations du peuple.

Et puis soudain autre vogue : celle des conférences. Oserai-je l'avouer? La conférence date du Directoire. Je sais bien que, du temps de Molière, Vadius et Trissotin conférencieraient volontiers. Mais, en fait, c'est sous le Directoire que naît la conférence ; on y va dans ce qu'on appelle les *lycées* qui sont alors les salles de conférences publiques : on court de Dumoustier qui, au lycée des Étrangers, fait un cours de morale très agréable, à un médecin qui, au lycée Marbeuf, parle sur les *vapeurs*, et sur-

tout à La Harpe qui, se faisant un succès de son éclatante conversion, réinvente le christianisme et ressuscite Dieu avec condescendance. Mme Angot elle-même se laisse entraîner aux conférences. C'est commode ; elle ne sait pas lire ; mais elle a une paire d'oreilles magnifiques pour entendre. Comprend-elle? Qu'importe ; on l'a vue au lycée ; elle s'y est ennuyée ; elle a usé de son droit de cité et s'y est fortifiée.

C'est le seul côté par où la futilité rende hommage à l'intelligence. Au fond cette société est la moins intellectuelle que la France ait connue. L'esprit y est médiocre : le calembour seul y réussit. Esprit facile ; esprit aussi d'hyperbole, propre aux époques de décadence. Toute expression est outrée : un chanteur est « divin », un tailleur est un « Michel-Ange », un soulier a « de l'éloquence », un pantalon « de l'esprit » ; tout est charmant, délicieux, exquis. Legouvé est Racine, Luce de Lancival Corneille, Lemercier Eschyle ; en revanche, un homme qui ne partage pas vos idées est

un « scélérat », un « infâme », un homme « infernal ».

Aucune politesse. On n'annonce plus à l'entrée des salons ; on ne donne plus le bras aux dames pour passer à table. Les vieillards excitent les risées de la jeunesse en se découvrant pour parler à une dame. Dans les bals, les jeunes gens passent sur le front des dames assemblées avec une insolence incroyable avant de venir, sans présentation aucune, inviter celle qui a eu l'heur de leur plaire. La politesse a sombré.

*
* *

Ce qui sombre plus lamentablement, c'est la famille. Elle était, sous l'ancien régime, le fondement de la société. Le triomphe de l'esprit critique a émancipé déjà filles et fils. Mais surtout le divorce est venu disloquer le foyer. Le décret du 20 septembre 1792, aggravé en 1794 par la Convention, porte, quatre ans après, déjà des fruits imprévus du législateur même. La conception du ma-

riage, purement matérialiste, défini par Cambacérès « la nature en action », a tué le mariage lui-même. Le divorce, accordé avec une incroyable facilité, est devenu si courant, qu'à la tribune des Cinq-Cents, Delville pourra s'écrier : « Vous avez introduit en France un marché de chair humaine. »

La société s'est ruée au divorce. Dès la fin de 1793, quinze mois après le décret, 5 994 divorces étaient enregistrés dans le seul Paris qui alors n'a qu'un million d'âmes. Sous le Directoire, certaines femmes passent, en cinq ans, entre les mains de cinq maris. Que deviennent les enfants de ces successives unions? On s'en soulage parfois : le nombre des enfants trouvés monte en l'an V à 4 000 dans Paris, à 44 000 dans les autres départements. On épouse successivement plusieurs sœurs. Le *record*, comme nous dirions aujourd'hui, est battu par un citoyen qui, ayant ainsi épousé deux sœurs, demande, par une pétition aux Cinq-Cents, à épouser leur mère, sa belle-mère, sa double belle-

mère. On en rit : on devrait en pleurer. La famille française dissoute, que restera-t-il d'une nation bâtie sur le foyer? Le gouvernement du Directoire y pourvoit : il institue une *Fête des époux*, le 10 floréal, une *Fête de la piété filiale*, le 16 pluviôse. Ainsi sera sauvée la famille.

Nous pouvons alors penser ce qu'il y a d'effroyable perversion derrière toute cette façade de fêtes perpétuelles. Et le pis est que la dissolution a gagné les basses classes. Le rapport d'un commissaire, Picquemard, du 5 prairial an VI, qu'il me serait difficile de lire ici dans toutes ses parties, fait frémir. « Il est impossible de se faire une idée de la dissolution et de la dépravation publiques », dit-il. Et il signale que les ouvriers, entraînés dans le tourbillon, viennent dépenser toute leur paie dans les bals publics où ils contractent les pires habitudes. « Le palais Égalité est devenu le rendez-vous de ce que la plus audacieuse obscénité offre de révoltant. » L'enfance elle-même est contaminée. « Les leçons de l'exécrable roman de *Justine*, écrit

Picquemard, sont mises en pratique avec une audace qui n'eut jamais d'exemple. » Le fait est qu'on ne lit guère que les romans les plus osés, écrit un journaliste, « corrompant l'âme tendre de nos filles dont ils sont la lecture favorite ». On écrit qu'on les voit lire par tous : même la paysanne quand son mari est aux champs, la cuisinière en écumant son pot et le décrotteur en attendant la pratique, « tous lisent des romans ». Que n'ont-ils connu le *cinéma!* C'eût été folie.

« Le débordement des mœurs passe toute idée..., lit-on dans un autre rapport. L'impudicité le dispute à l'immoralité... La débauche et l'escroquerie se prêtent un mutuel appui... » Et un visiteur, qui, à la vérité, est Genevois, écrit : « La peinture que la sainte Bible nous fait des débordements de Sodome n'approchait pas de cette ville prostituée à tous les vices. » Disparition des principes religieux, disent les catholiques.

Le fait est que la religion qui, dans le peuple des campagnes, reste cependant

si vivace, n'existe plus pour la société. Je ne sais si l'on a connu une époque où les femmes particulièrement aient été aussi indifférentes au christianisme et en cela les dames de la ci-devant noblesse, élevées par leurs parents, comme leurs maris, sur les genoux de Voltaire, de Diderot, de d'Alembert, en remontreraient en irréligion à leurs aimables compagnes, les *merveilleuses* de la couvée révolutionnaire. Mais, ainsi qu'il arrive toutes les fois la religion baisse, on remarque une magnifique recrudescence de superstition : la croyance aux fantômes notamment — en apparence illogique chez des personnes qui nient l'immortalité de l'âme — est si vive et si répandue, que les romans de l'époque sont pleins d'apparitions et de spectres. On ne sait pas encore évoquer les morts : ils reviennent spontanément vous tirer, la nuit, par les pieds. Disons le mot : dans ce Paris, une société tourbillonne dont l'âme désaxée, affolée, agite le corps énervé jusqu'au spasme. Un contemporain dit le mot : *Aliénation*.

Le pis est qu'en face de cette société en qui le goût du plaisir supprime toutes entrailles, la misère pousse toute une partie de la population au désespoir.

A la tribune de la Convention, on a entendu, après l'exposé de tout un programme humanitaire, Robespierre s'écrier : « J'ose le demander : où sera maintenant l'indigence? » Et en effet il « osait » beaucoup. C'est la grande illusion des faiseurs de système ; ils croient toujours supprimer les faits avec des phrases. L'indigence s'est, au contraire, étendue à ceux qui, en 1789, s'y fussent le moins attendus. A côté des nouveaux riches, il y a, en bien plus grand nombre, les nouveaux pauvres.

La Révolution n'avait pas créé de *moratorium*, mais, amenant le renchérissement effroyable que je vais dire, elle avait immobilisé, ce pendant, les revenus d'un grand nombre de gens, en dehors de ceux qu'elle ruinait totalement. Les propriétaires ne pouvaient réclamer à leurs fermiers que le fermage de 1789, ou à leurs locataires que le loyer de 1789. Le

rentier ne touchait, de son côté, que ses rentes de 1789. Et cela vous paraît assez naturel. Mais, outre que la vie avait non point quadruplé ou quintuplé, ainsi que de nos jours, mais décuplé, vingtuplé, fermiers et locataires étaient autorisés à ne payer qu'en *assignats :* et c'était en assignats que les rentiers touchaient leurs rentes. Et comme, je vais vous le dire, l'assignat arrive, vers 1795, à perdre 80, 90 et 95 pour 100 de sa valeur, propriétaires et rentiers touchent 20, 10, 5 pour 100 et sont par conséquent ruinés.

Qu'est-ce que l'assignat? C'est, vous le savez, le papier émis pour la première fois en 1791 sur le gage, à la vérité considérable, que représentaient les biens du clergé déclarés nationaux. Son origine l'a, dès l'abord, déprécié, mais plus encore l'abus incroyable qu'on a fait, sous les gouvernements successifs, de la « planche aux assignats ». L'agio s'en étant mêlé, puis la contrefaçon, l'assignat a, d'année en année, avec des soubresauts de hausse suivis de nouvelles chutes, abouti, en 1795, à ce que je viens

de dire. Le louis d'or, qui déjà valait 130 livres en assignats en janvier 1795, en est, à l'époque où le Directoire s'installe, à en valoir 1 200. Mais le Directoire, qui déjà a trouvé en circulation 35 milliards de papier gagés sur des domaines qui n'en valent pas 3, a poussé jusqu'à la folie l'abus du tirage : plus de 10 milliards de ce papier ont été créés en six mois, si bien qu'après ces six mois, l'assignat n'a plus été qu'un papier sans valeur. Les paysans le refusent en disant : « Nous l'accepterions si nos chevaux voulaient en manger. » « Les assignats achèvent *d'aller au diable,* » écrit Ch. de Constant, le 7 brumaire an IV.

J'ai dit la ruine qui en résultait pour un grand nombre de gens. D'autre part, une pareille disproportion entre la valeur réelle et la valeur fictive, résultant de cette formidable *inflation fiduciaire*, comme on dit aujourd'hui, avait contribué à cette autre « inflation », l'inflation des prix qui, dès 1795, dépassait toute imagination. Certes bien des choses y avaient contribué : le trouble apporté

dans les affaires par la Révolution, la guerre et surtout le blocus des côtes par l'Angleterre et bien d'autres causes, petites et grandes. La vie avait doublé, puis quadruplé, puis décuplé en quelques années. En 1796, un journal dresse un tableau qui est plus éloquent que toutes les dissertations. On y voit par exemple que le boisseau de farine, qui coûtait, en 1790, 2 livres, en vaut 225 en 1795, le boisseau de haricots 120 livres au lieu de 4, une voie de bois 500 livres au lieu de 20, le boisseau de charbon 10 livres au lieu de 7 sols, une livre d'huile d'olive 62 livres au lieu de 1 livre 16, 1 livre de sucre 62 livres au lieu de 18 sols, 1 livre de café 58 livres au lieu de 18 sols, une livre de chandelles 41 livres au lieu de 18 sols, 1 botte de navets 4 livres au lieu de 2 sols, une paire de souliers 200 livres au lieu de 5, une aune de toile 330 livres au lieu de 18, et tout à l'avenant.

Un document montre comment un serrurier s'est ruiné en une semaine en voulant faire le riche, s'étant payé une

livre de lard de 560 livres, une dinde de 900, un quarteron d'œufs de 236, un habit neuf et sa culotte de 15 300 et le fameux gigot de 1 248 livres, dont l'évocation, en 1919, inspirait, vous vous le rappelez, à un héros de Maurice Donnay, « le dégoût du Directoire ». Je pourrais multiplier les chiffres : ils deviendraient fastidieux. Les marchands abusent évidemment : une vendeuse de radis ne se déclare satisfaite qu'après une journée de 1 000 livres. Que voulez-vous que devienne une ménagère quand nous voyons, d'après un compte, que deux douzaines de mouchoirs en percale coûtent 3 400 livres, que le raccommodage d'une montre vaut 200 livres, une livre de café 210 livres, la moitié d'un porc 7 000 livres, deux douzaines de torchons 5 200 ; qu'un citoyen inscrit mélancoliquement sur son livre de compte : « pour ma redingote, ma blouse, ma veste et ma culotte 18 650, mes bas 1 500, mon chapeau 2 700, mes bottes 3 000 », et qu'un employé doit pour son papier, sa plume, sa cire et sa bougie payer 2 800 livres?

Chacun, pris de panique, essaie de se rattraper. L'artisan réclame de forts salaires, à la ville comme à la campagne. Dès l'an III, on écrit de Beauce que le moissonneur exige 50 livres par jour et tout est à l'avenant. Les paysans sont à la base de la spéculation : le 14 floréal an III, un bœuf est livré aux bouchers pour 5 000 livres ; en l'an VI, le livreur en exigeait 12 000.

Le pis est que, l'agriculture étant en partie délaissée par suite des troubles et les denrées coloniales empêchées de parvenir, la nourriture essentielle manque parfois. Bien souvent, après une queue de deux heures aux boulangeries où le pain se paie, en prairial an IV, jusqu'à 80 livres la livre, on voit le boulanger fermer ses volets sans avoir pu satisfaire le tiers de ceux qui ont attendu. Des jours entiers, Paris est sans charbon, sans farine, sans pommes de terre et sans haricots, ou du moins rien de tout cela ne sort, car bien entendu la spéculation continue fondée sur l'accaparement, qui aggrave cet abominable état de choses.

Il résulte de cette situation une misère sans précédent. Les artisans touchent parfois de gros salaires, mais sans cesse le chômage les jette à la rue, et comme, pris dans le tourbillon de jouissance que j'ai dit, l'artisan, aussitôt payé, a dépensé, rien ne lui permet de faire face au chômage et il se fâche.

Plus silencieusement, les anciens propriétaires à qui leurs locataires ou leurs fermiers remettent ironiquement, pour un terme, de quoi se payer tout juste un paquet de chandelles, les petits rentiers qui dévorent en une semaine, en se privant de tout, la rente qui jadis leur faisait trois mois, les employés qui, sans cesse augmentés, sont cependant toujours misérables, se désespèrent. Un beau jour, le nouveau pauvre, après avoir, des mois, caché sa misère, se pend ou se jette par la fenêtre. Tous les jours, ce sont drames de la faim se terminant par drames de la rue. Charles de Constant écrit, le 17 juin : « Une femme, au bout de la rue, vient de se couper la gorge ; un père de cinq enfants s'est jeté par la

fenêtre, dans la rue voisine. » Un rapport de police du 14 brumaire an VI, avant-dernière année du Directoire, dira : « La misère est très grande dans tous les états. » Et un autre ajoute que cette misère est telle « qu'elle comprime l'essor du patriotisme ».

Elle excite, par contre, et développe chez tous la haine des dirigeants et la haine des possédants.

*
* *

Ceux-ci ne font rien pour la désarmer. Et il faut vraiment que les six ans de révolution qui ont pris fin avec la Convention aient brisé l'énergie de tous pour que, devant le luxe impudemment — et imprudemment — étalé, la misère ne se soulève pas. Les jardins continuent à s'illuminer tous les soirs ; les feux d'artifice en jaillissent ; on entend du dehors bruire la fête galante et éclater les ronrons de l'orchestre. Dans la journée, les voitures élégantes, chargées de *merveilleuses* et de *muscadins*, ont traversé les

faubourgs, allant au Bois ou au Ranelagh. Des toilettes folles qui ont coûté 200 ou 300 louis s'y étalent. Des restaurants on voit à toute heure sortir, congestionnés par un repas de 10 louis, les profiteurs parvenus, qui vont prendre au café leur demi-tasse de 40 livres. A travers les vitres, on peut apercevoir des citoyennes aux chatoyants bijoux déguster les fameuses glaces de Garchy ou de Velloni. Les journaux sont pleins des toilettes de la citoyenne Tallien et de ses émules, des délices de Tivoli et de Frascati, des fêtes données au Luxembourg. Et dans ce Paris d'un million d'habitants, 500 000 ont parfois faim.

Aucun geste de charité : la charité est morte et de toutes les faillites, c'est la plus triste, parce que, dans notre généreuse France, la plus rare. Nous avons connu des époques de luxe et de plaisir, mais où le riche parfois se penchait sur le pauvre. Ici rien de pareil. Pas une pensée d'altruisme même dans cette société, et c'est par là qu'elle est vraiment ignoble. Mais comment voulez-vous que

pousse en ces cœurs, les uns pervertis jusqu'à la folie par le plaisir, les autres durcis par les épreuves passées, dans ces cœurs surtout de parvenus aux sentiments si naturellement bas et vils, cette fleur exquise de la charité? Le christianisme n'a pas seulement été chassé des églises, il l'a été des cœurs, des âmes, des consciences, et toute charité avec lui. Et la charité ne repoussera que vingt ans après la religion.

Parfois le peuple murmure : « Il faut que les ouvriers se montrent contre les marchands accapareurs et les égoïstes », crie-t-on, le 23 floréal, dans les faubourgs. Les nouveaux riches sont détestés. « Dans la *Société de la Réunion*, dit un rapport, on a beaucoup parlé des fortunes immenses de différents individus qui ont aujourd'hui de bonnes voitures à leurs ordres, tandis qu'il y a dix-huit mois, ils étaient réduits à loger au quatrième étage. » Le 16 floréal an IV, « dans différents groupes du faubourg Antoine, on disait que l'on avait détruit les rois, les nobles et les aristocrates, mais que les

députés, les fermiers et les marchands les remplaçaient, présentement, que *cela ne durerait pas...* » Évidemment on a l'impression que rien dans ce régime ne saurait durer.

Cependant personne ne bouge. Sous la Convention, on a essayé de bouger : ceux qui se proclamaient les « ventres creux » ont essayé de « crever » ceux qu'ils appelaient les « ventres pourris ». Ils ont été écrasés. Et fatigués par une trop longue crise, ils se terrent, appelant un vengeur.

Chose étrange, au-dessus d'eux, cette société qu'ils abominent attend aussi quelque chose ou plutôt quelqu'un. On se lasse même de la jouissance. On s'amuse encore en l'an IV, en l'an V. En l'an VI, on verra cette société s'énerver. Les fêtes deviendront mornes et la gaieté forcée tombera comme le fard s'écaille sur les joues de Therezia Tallien. Chacun a le sentiment qu'on court à l'abîme s'il ne survient quelqu'un pour remettre toutes choses et toutes gens à leur place, et, afin que la famille se reconstitue, que

les mœurs s'assagissent et que les fortunes se stabilisent, faire taire l'insupportable fanfare de toute cette fête continuelle.

Les citoyens, dont le Directoire a, au 18 Fructidor, étouffé la voix, aspirant à un libérateur et les misérables que ruine le régime, à un vengeur, cette société dissolue elle-même attend un ordonnateur.

Et déjà les clairons d'Italie, que nous allons entendre éclater, ont jeté à la nation, un instant galvanisée, le nom du général vainqueur.

III

LA GLOIRE DES ARMES ET LA POLITIQUE

Nos deux premières conférences nous ont permis de prêter l'oreille au tumulte singulier qui s'élève de la France du Directoire. Murmures tous les jours grandissants d'un pays opprimé, violentes diatribes des partis extrêmes, communistes qui aspirent à détruire la société et royalistes qui, tout au moins dans l'Ouest, font encore parler la poudre, protestations des catholiques, cruellement réprimées, qui veulent faire sonner leurs cloches, cris de discorde dans les conseils où gauche et droite se mesurent, polémiques entre Corps législatif et gouvernement, clameurs de colère et clameurs de justice que n'étouf-

feront que momentanément les coups de force du Directoire. Et, dans ce houvari, le bruit de cinq cents orchestres, les flonflons de trois mille violons, pistons et *pianoforte*, les pétarades des feux d'artifice tirés tous les soirs dans les jardins illuminés, le bruissement d'une foule fébrile qui court des bals aux théâtres et du jeu aux festins, les coups de grosses caisses et les appels de cors qui saccadent les quadrilles, étouffant le gémissement de ceux qui ont faim et qu'à peine traverse, brusquement, le grand cri d'un désespéré qui, à bout de misère, s'ouvre la gorge.

Ce double tumulte se mêle tragiquement. Parfois il tombe. La nation se sent lasse, mortellement lasse. Il y a des moments où règne un lourd silence accablé, tous les témoignages concordent pour y insister. La France, démoralisée, parfois s'affaisse. La politique se décourage et le plaisir se fatigue de lui-même. Aucun *sursum corda* ne part plus d'aucune bouche. Le canon, qui gronde tous les trois mois depuis quatre ans sur le

Rhin, ne trouve plus d'écho dans cette nation qui naguère vibrait aux accents de la *Marseillaise*, parce qu'on n'aspire plus qu'à la paix, et que la victoire même piétine sur place.

*
* *

Soudain cette nation dresse l'oreille. Dominant le bruit des discordes politiques et de la débauche de plaisir, une fanfare de clairon a sonné. Il faut qu'elle sonne bien forte, bien claire, bien pleine, car elle a traversé les Alpes.

« Soldats, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont. Vous avez fait 15 000 prisonniers, tué ou blessé plus de 10 000 hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les

phalanges républicaines, les soldats de la Liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert... Mais, soldats, vous n'avez rien fait puisqu'il vous reste encore à faire... Soldats, la patrie a le droit d'attendre de vous de grandes choses : justifierez-vous son attente? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute, mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il entre vous dont le courage s'amollisse? Non !... Tous veulent dicter une paix glorieuse et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : « J'étais de l'armée conquérante d'Italie. »

La proclamation, datée du 7 floréal an IV, était signée d'un nom presque inconnu : Bonaparte.

La nation en tressaillit. La victoire ne stagnait plus : elle était en marche et ne s'arrêterait qu'à une paix glorieuse.

La fanfare ne sonnait pas seulement claire, elle sonnait juste. Depuis quinze

jours, une petite armée française, se jetant sur trois armées, les avait déconfites au prix d'exploits si singuliers, avec un tel élan, au milieu de chants si enthousiastes et sous un jeune chef si entraînant, qu'un vent nouveau semblait souffler qui dissipait, un instant, pour la Nation entière les miasmes de la mort lente.

*
* *

La nation avait naguère connu de ces grandes émotions. C'était hier et cela paraissait loin. Oui, il était loin, le grand coup de passion patriotique de 1792, les volontaires courant au canon dans leurs sabots, le plateau de Valmy où Kellermann agitait son chapeau au-dessus des baïonnettes de la Nation, l'orgueil de Jemmapes, le grand émoi de la France quand elle avait appris que le drapeau tricolore, tout neuf encore, claquait au vent du Rhin sur les murs de Mayence, cet autre émoi profond quand il en avait été arraché par le reflux allemand, les grandes fureurs devant les défaites et le

dernier délire qui a accueilli, après trop d'échecs, la lumineuse victoire de Fleurus.

Depuis Thermidor, peu à peu, cette grande passion s'était affaissée. On avait trop souvent chanté :

Le jour de gloire est arrivé.

Il était arrivé trop souvent et la gloire même semblait s'être usée. Ce peuple n'aspirait qu'à la paix. Les défaites et les victoires s'étaient succédé en 1795 et 1796 : les défaites aigrissaient et on accueillait les victoires avec méfiance. « Cela nous donnera-t-il la paix? » répondait le peuple aux bulletins glorieux.

Ces victoires avaient cependant donné une paix partielle. Le 16 germinal an III, la Prusse l'avait signée à Bâle. Puis l'Espagne s'était, à son tour, dans le courant de l'été, retirée de la lice. Mais l'Europe, en réalité, restait debout. Elle traitait de déserteur le roi de Prusse Frédéric-Guillaume qui s'excusait, prêt à reprendre les armes le jour où cette félonie lui serait profitable. La tsarine Catherine qui, sans être en guerre avec

nous, excitait, depuis trois ans, nos ennemis, paraissait disposée à jeter décidément ses cosaques dans l'arène. En attendant l'heure, elle poussait l'Autriche à porter de nouveau sur le Rhin ses *Kaiserlicks;* le roi de Sardaigne, dépouillé de Nice et de la Savoie, restait en armes sur notre frontière des Alpes, avant-garde des puissances italiennes toutes hostiles et soutenu par la présence de deux armées autrichiennes en Lombardie. Et l'ennemie la plus dangereuse peut-être, l'Angleterre, renforçant le blocus de nos côtes, jetait à pleines mains l'or pour que la coalition derechef nous tînt tête. La paix générale était loin.

Le gouvernement post-thermidorien, à la vérité, s'en arrangeait presque. Cette oligarchie, dont je vous ai parlé il y a quinze jours, savait que la moindre irruption d'une des armées ennemies au delà de nos frontières serait le signal de sa chute. Bien plus : la paix qui ne consacrerait pas les frontières naturelles lui serait aussi fatale qu'une invasion. Si

le Comité de Salut public s'était imposé, c'était au nom de la patrie en danger d'abord, au nom de la France agrandie à défendre ensuite. D'ailleurs, disons-le, car il faut rendre à chacun justice, les hommes de la Révolution étaient nourris de la doctrine dont les *légistes*, leurs pères, avaient imprégné depuis des siècles la politique des rois de France. Depuis des siècles, on visait à recompléter les Gaules. Elles l'étaient depuis ces jours glorieux de 1792 où le Rhin et les Alpes avaient été atteints et les grands révolutionnaires n'entendaient pas que le rêve réalisé se brisât aussitôt entre leurs mains.

*
* *

Mais, pour imposer la paix glorieuse à toute l'Europe, il fallait encore des victoires, et, pour se faire accorder la rive gauche, aller la chercher sur la rive droite ou au delà des Alpes.

Les Alpes paraissaient cependant front secondaire. Le Rhin surtout appelait nos

troupes. On avait, après Fleurus, reconquis la Belgique, puis la Hollande. On avait réoccupé Coblentz et Cologne. Et déjà, au Comité, Merlin de Thionville disait : « La République, après avoir reculé ses limites jusqu'au Rhin, dictera des lois à l'Europe. » Le pays, lui, n'en demandait pas tant. On avait cependant de nouveau passé le Rhin, Jourdan au nord, Pichegru au sud. Mais ils y avaient été bientôt ramenés. Les Autrichiens avaient même franchi le fleuve derrière Pichegru et l'avaient rejeté sur Wissembourg. Moreau, lui ayant succédé, avait reçu l'ordre de repasser encore le fleuve tandis que Jourdan, à sa droite, recommencerait l'opération en liaison avec lui.

Mais Carnot qui, au Directoire, avait repris son rôle d'organisateur de la victoire, avait conçu un plan plus large. Tandis que les deux armées du Rhin se porteraient vers le Danube, une armée serait, subsidiairement, jetée en Italie, et tenterait contre l'Autriche, menacée de front, un gigantesque mouvement tournant par le Pô et l'Adige.

Le Directoire espérait peut-être la victoire ; le pays semblait s'en désintéresser. L'échec final de la campagne de 1795 en Allemagne avait achevé le désabu. On était assez sceptique sur les grands projets d'invasion qui, de fait, après de brillants succès, allaient encore aboutir à une nouvelle retraite de nos armées sur le Rhin. En réalité, l'extrême impopularité du Directoire faisait tort à sa politique de guerre. On disait que les gouvernants prolongeaient la guerre pour se rendre nécessaires. On soupçonnait que le Directoire avait, pour continuer à guerroyer, des raisons de derrière la tête. Il en avait en effet. En réalité, on voulait occuper les soldats et leurs chefs.

*
* *

Les soldats étaient en effet devenus, pour le gouvernement, un très gros souci, parce que, longtemps simples citoyens aux armées de la République, ils étaient devenus très précisément des soldats.

Voilà trois ans seulement que « la

patrie en danger » a appelé à sa défense les fils de la nation. Avec quelle magnifique fureur ils ont couru à la frontière, vous le savez, et la besogne qu'ils y ont faite. Ces volontaires étaient des enthousiastes : leur enthousiasme leur paraissait les dispenser de discipline. Ainsi, après quelques victoires, avaient-ils amené les déconfitures de 1793. Mais, « amalgamés » avec les vieux soldats, ils avaient appris l'obéissance. Magnifique armée que celle de 1795 : les vieux bataillons de l'ancienne monarchie étaient déjà pâte solide ; les jeunes volontaires de la République avaient apporté le levain. Trois ans de combats incessants, en toutes saisons, trois ans de souffrances et de privations acceptées non seulement avec résignation, mais avec cette gaieté qui, chez nos hommes de tous les temps, est le plus beau des héroïsmes, trois ans d'épreuves, de revers, de succès en ont fait des soldats physiquement et moralement si aguerris que, même aux heures de défaite, ils ont fait trembler leurs vainqueurs.

En 1792, ils avaient apporté dans les camps la *vertu*, au sens latin du mot. A cette heure, ils n'avaient pensé qu'à la Patrie à sauver, avec la Liberté, plus tard avec la République. Vrais soldats de France, ils se battaient pour un idéal. Ainsi avaient-ils tout supporté. Il y avait chez eux de l'apôtre et même du martyr. Comme certains se plaignaient, un jour, de mourir de faim, le brave général Chancel leur avait répondu : « C'est par une longue suite de privations, soldats, qu'il faut mériter l'honneur de mourir pour la patrie. » Tous, de 1792 à 1794, eussent applaudi à ces paroles. J'ai jadis fait de ce soldat une étude spéciale et pourrais vous citer mille traits de cette étonnante vertu. Elle subsistait encore. Écoutons Fricasse qui adresse au ciel une brûlante prière : « Dieu de toute justice... prends sous ta protection sainte une nation généreuse qui ne combat que pour l'Égalité. Bénis les généreux citoyens qui exposent leur vie et leur fortune pour défendre la patrie. » Parce qu'ils assimilaient la patrie à la Révolu-

tion et à la République, ils étaient restés des révolutionnaires, des républicains, beaucoup même des « jacobins ». Et si, derrière eux, après Thermidor, le pays évoluait vers la réaction, eux en restaient encore aux vieilles formules : « Liberté, égalité, fraternité ou la mort. — Haine aux tyrans. — Guerre aux rois et paix aux peuples. — Brisons les fers des esclaves. » Quand retentissaient dans les camps la *Marseillaise* ou le *Chant du départ*, ces grands enfants y allaient de leur petite larme. Ils étaient très loin, vous le voyez, des salons de Barras, des jardins de Tivoli, de Frascati et d'Idalie.

*
* *

Précisément, un divorce s'était fait entre eux qui étaient ce que nous appellerions « le front » et les civils qui constituaient « l'arrière ». Et ce divorce était d'autant plus grave que, par ailleurs, nos volontaires étaient devenus soldats de carrière avec une nouvelle mentalité. Ayant conquis des États, ils s'étaient

fait des âmes de conquérants, peu scrupuleux, d'autant moins scrupuleux que, mal vêtus, mal nourris, mal chaussés, mal soldés, ils s'étaient crus autorisés à se payer sur le pays conquis. Et parce qu'ils avaient, trois ans, couvert de leurs corps la Nation tout entière, ils étaient peu à peu arrivés à penser qu'eux seuls servaient ce pays que desservaient, au contraire, ceux qu'ils englobaient sous ce terme, dans leur bouche méprisante : *les avocats*. Enfin, ils avaient vaincu sous de grands chefs et, tout naturellement, s'étaient attachés fanatiquement à ces chefs, comme jadis les guerriers francs, leurs pères, à leurs *leudes*. Et déjà, tout en restant les « soldats de la Nation », ils se proclamaient volontiers soldats de Hoche, soldats de Pichegru, soldats de Jourdan, soldats de Moreau.

Ces chefs même entraient dans cet esprit. Anciens sous-officiers de l'armée royale à qui la Révolution avait valu l'épaulette de lieutenant, ou volontaires élus naguère capitaines par leurs hommes, ces jeunes chefs avaient, en moins de trois

ans, escaladé les quatre grades : Hoche, Masséna, Moreau, Bernadotte, Marceau, Kléber, Jourdan, Brune, Joubert, Augereau, Lannes, Ney, vingt autres, c'était la nouvelle équipe de généraux qui, maintenant, conduisaient les hommes à la victoire.

Ils restaient, en 1795, des soldats de la Révolution, mais généraux de trente ans, ils avaient les passions de leur âge, bouillonnantes et redoutables : bravant la mort, ils aimaient la vie. Et la vie leur sortait par tous les pores. Fiers de leurs victoires, ils en étaient venus à mépriser tout ce qui n'était pas militaire. Défenseurs de la patrie, ils commençaient à regarder derrière eux et, s'apercevant qu'on pérorait, spéculait, s'enrichissait et jouissait à l'arrière, ils englobaient, comme leurs hommes, dans un mépris général, gouvernants, députés, financiers, royalistes, modérés, jacobins, tout « le civil », — des « *jeanfoutres* ». Amenés à gérer les cantons conquis, ils prenaient goût à l'autorité. Certains déjà commençaient à concevoir que « le mili-

taire » sauverait la République, non plus seulement en la défendant, mais en la réformant. Ils honnissaient la politique et déjà ils en faisaient.

*
* *

Le gouvernement avait peur maintenant de ses soldats. Barras, dont le cynisme nous est souvent précieux, disait : « Faire la paix ! Et alors que faire des généraux? Iraient-ils planter les choux? Encore faudrait-il qu'ils en aient ! » Le fait est que, jusque-là désintéressés, ils n'en avaient pas encore, mais aspiraient maintenant à en avoir : un Augereau, un Masséna, vingt autres allaient en Italie agir en *conquistadors* lâchés dans l'Eldorado. La guerre aurait pour eux un attrait de plus. Le Directoire préférait encore qu'ils y fussent, même de cette façon-là, occupés.

Enfin le pays était ruiné et je dirai qu'aucun expédient financier n'arrivait à remplir notre trésor. N'ayant nullement gardé, eux, la vertu de 1792, les

directeurs concevaient que le pays qui avait plus ou moins nourri la guerre s'en pouvait maintenant nourrir. Et Barras ne dissimule guère qu'une campagne en Italie se présentait à ses yeux comme une manière de gigantesque razzia. Le sévère Carnot y voyant une belle opération stratégique, son collègue y apercevait une magnifique opération financière.

C'est là-dessus qu'ils avaient eu à choisir un chef. Schérer qui commandait l'armée des Alpes piétinait depuis un an dans les Alpes Maritimes. Il fallait le remplacer.

Ils désignèrent un général inconnu de la nation parmi tant de chefs illustres. C'était ce petit Corse de vingt-six ans qui avait aidé Barras à réprimer l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire et qu'il avait fait nommer au commandement de Paris. Ce général *Buona Parte*, comme on l'appelait alors, n'avait alors guère à son actif, en dehors du siège de Toulon, où il avait commandé l'artillerie, que cette victoire singulière rem-

portée sur les marches de Saint-Roch. On le tenait pour « général de guerre civile » : on disait qu'il avait été protégé de Robespierre, pour avoir beaucoup *jacobinisé*. « Un Corse terroriste, nommé Buonaparte, bras droit de Barras », écrit Mallet à l'époque de sa nomination.

Barras lui-même ne le tenait que pour tel : il voyait en lui une de ses créatures et d'ailleurs ne le jugeait pas très fort. L'homme, sombre, renfermé, apparaissait si mesquin, petit, maigre, la figure souffreteuse sous des longs cheveux mal peignés et de mise si minable, peu liant, passant à travers la fête du Luxembourg comme un oiseau de nuit. Et il avait achevé de faire sourire Barras, en s'énamourant jusqu'à la frénésie d'une des *merveilleuses*, la ci-devant vicomtesse de Beauharnais, et surtout en prenant pour femme en légitime mariage cette belle personne, plus âgée que lui et très compromise.

C'est Carnot cependant qui proposa Bonaparte, mais tous l'agréèrent, simplement avec des idées différentes. Car-

not avait deviné un stratège ; Rewbell le tenait pour bon jacobin ; Larévellière qui, tout à sa marotte, rêvait d'abattre le pape de Rome après l'Autrichien de Milan, prisait en lui, sur certaines apparences, un ennemi du « fanatisme » ; Barras le jugeait complaisant. Tous pensaient que, désintéressé et peut-être naïf, il saurait rafler l'or sans en garder. Au moment où ils lâchaient l'aigle, ils pensaient lancer un faucon. D'ailleurs, à leurs yeux, l'opération n'était qu'une diversion et on comptait beaucoup plus sur les armées d'Allemagne pour terminer la guerre. Lui, était parti le 22 ventôse pour Nice sans avoir livré ses pensées ni ses plans.

*
* *

Il était apparu à Nice le 1er germinal et avait pris contact avec son armée. Elle était misérable. Ces 35 000 hommes, presque tous du Midi avec un fort contingent de Parisiens et les cavaliers alsaciens de Stengel, piétinaient depuis trois

ans à la porte de l'Italie, négligés plus qu'aucune des armées de la République, s'étant donc habitués à la maraude et ayant pris peu à peu « l'aspect de brigands », dit un Italien. Pas de souliers, des lambeaux d'uniforme, les buffletines seules rappelant l'ancienne tenue, les cheveux longs sous les bicornes de feutre amollis par les pluies, roussis par le soleil, une vraie « ladrerie du Midi », conclut un témoin. Ils formaient quatre divisions commandées par de rudes chefs, Augereau, Masséna, La Harpe, Sérurier, qui, comme leurs terribles hommes, attendaient avec méfiance ce nouveau venu sans passé militaire, sans prestige, sans nom, regardèrent à la première minute avec mépris ce « mince mathématicien » et furent, à la minute suivante, subjugués par l'éclair de son œil gris, ses paroles ardentes et son geste impérieux.

Avant un mois, il les avait déjà menés à dix victoires.

Je n'ai pas la prétention de raconter une fois de plus ici, ou même de résumer, l'immortelle campagne où se révéla le

plus grand génie militaire des temps : ces 36 000 hommes jetés brusquement contre 70 000 Autrichiens et Piémontais, Augereau battant le 12 avril, les Autrichiens à Montenote, Masséna et La Harpe, le 15, à Dego, Augereau de nouveau, le 16, à Millesimo, et toutes les communications ainsi rompues entre les deux camps ennemis et leur centre « crevé » ; l'Autrichien battant en retraite, les Piémontais, de Colli, enveloppés dans Ceva, écrasés à Mondovi, et le roi de Sardaigne contraint par six jours de campagne à signer à Cherasco l'armistice qui livre son pays et ouvre la Lombardie ; le passage du Pô surpris à Valenza, le feld-maréchal Beaulieu rejeté de l'autre côté de l'Adda et l'Adda forcée au pont de Lodi, et l'ennemi courant en déroute jusqu'au Mincio, talonné par les dragons de Stengel, l'armée, transportée d'enthousiasme, jurant qu'elle a vu le jeune général en chef se jeter sur le pont balayé par la mitraille, un drapeau à la main, et l'acclamant le soir « petit caporal », et lui, ce soir-là, écrivant au Directoire : « Je

ne vous citerai pas les hommes qui se sont distingués par des traits de bravoure, il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers. »

C'est alors l'entrée à Milan.

Floréal : le mois des fleurs. Il semble que cette date du 15 mai ait été choisie bien d'avance pour que tout concoure, et la nature d'abord, à l'ivresse de cette fête. C'est une fête pour tous, pour les Français victorieux et pour les Milanais libérés.

On a, vingt fois, tracé le tableau de cette journée : la foule délirante, délivrée des *Tedeschi*, prête à acclamer, avec les vainqueurs, leur gloire et sa liberté. Stupéfaits dans leur joie, les Milanais voient défiler une armée en guenilles, des soldats aux pieds nus, la face noire, balafrée parfois de blessures ou traversée par un pansement sanglant, l'œil enflammé, le rire et le chant aux lèvres, hurlant, avec la *Marseillaise* et le *Ça ira*, les éternelles chansons gauloises, narquois et glorieux, bruyants, superbes dans leurs haillons, acceptant les fleurs en riant, les ren-

voyant aux dames avec un compliment souvent vif ou un quolibet railleur. Floréal avait préparé la fête qui fut celle du printemps autant que de la gloire et de l'amour. Certains soldats en garderont, après trente ans, l'ivresse au cœur. Beyle-Stendhal, qui fut de la fête, a décrit la scène ; il a vu l'arrivée chez une patricienne somptueuse du capitaine sans semelles, s'asseyant avec aisance, la culotte en lambeaux, à une table étincelante, et n'en paraissant que plus admirable. Ce capitaine en réalité était légion. Milan acclamait amoureusement ces soldats prodigieux qui, avec le rire et la gloire, ramenaient la Gaule en Cisalpine, Bayards de la démocratie qui mettaient leurs pas dans les pas du Bayard des Guerres d'Italie et de mille héros de l'ancienne France. Et, eux, jouissaient de ce qui peut le plus épanouir un Français, le sentiment d'être aimé pour avoir, de sa victoire, fait jaillir la liberté des peuples.

Dans cette orgie de tendresse et de démocratie, de festins et de liberté, Bona-

parte demeure grave. Réorganisant la Lombardie, il continue à épingler ses cartes. Il conquiert de l'œil le Trentin et le Frioul. L'immortelle proclamation du 1er prairial apprend aux soldats qu'ils vont « achever leur ouvrage ». Ils y aspirent : l'amour de la gloire grandit avec la saveur de la victoire ; on dira d'eux : « Il était de l'armée d'Italie », et l'Italie va jusqu'à l'Isonzo et les monts tyroliens.

Le Mincio passé à Borghetto, Mantoue assiégé et les débris de l'armée Beaulieu rejetés sur le Tyrol, les grands exploits recommencent.

*
* *

Ce pendant, toute l'Italie vient au général vainqueur. Les ducs de Parme et de Plaisance courent, pour obtenir la paix, verser des millions avec des flatteries. L'aventureux Murat se jette sur Livourne et y rafle pour douze millions de marchandises anglaises. Le roi de Naples frappé de terreur sollicite la paix et, de Bologne, en attendant Tolentino,

Bonaparte la dicte au pape en exigeant une rançon fabuleuse, la dépouille des musées et des églises. L'Italie entière est aux pieds de Bonaparte et il la met aux pieds de la France.

Tout grandit l'homme. D'abord heureux, ses émules des armées du Rhin, après avoir connu de grandes victoires et pénétré au cœur de l'Allemagne, ont été arrêtés net par l'archiduc Charles et, de nouveau, forcés de rétrograder jusqu'au Rhin. Et cet échec des autres soldats, Moreau, Jourdan, Kléber, cet éternel retour au Rhin, faisait encore plus apprécier à la nation la marche ininterrompue de l'armée d'Italie.

Le fait est qu'elle avançait à pas de géants. Ces mois d'août et novembre 1796 sont pour elle et pour son général fulgurants de gloire.

Qu'on m'excuse de me citer moi-même (1) :

« C'est Wurmser qui, descendant avec 70 000 hommes pour débloquer Man-

(1) *La Révolution*, p. 460.

toue, est surpris en pleine marche, ses lieutenants battus à Lonato, lui-même à Castiglione et refoulé avec les débris de son armée jusque dans le Haut Adige. C'est Davidovitch, vaincu à Roveredo et Caliano, Trente prise, Wurmser atteint, le 7 septembre, dans son retour offensif à Primolano, complètement déconfit à Bassano et forcé de s'enfermer dans Mantoue après le glorieux combat de Saint-Georges, du 15 septembre : encore une armée autrichienne, en dix grands coups de hache, réduite à rien.

« C'est ensuite Alvinzi qui, survenant avec 50 000 hommes, essaie de déloger Bonaparte de sa conquête, lui tient tête, trois jours, dans les marais d'Arcole où, comme à Lodi, le héros paie de sa personne et parvient le troisième jour à faire reculer l'Autrichien, le 17 novembre.

« Si, en janvier 1797, Alvinzi reparaît avec 70 000 hommes, qu'importe ! Pour ses soldats, Bonaparte est maintenant invincible. Cette foi en la victoire et en sa fortune fanatise nos hommes. »

Sur le plateau de Rivoli, un instant, la division Masséna elle-même fléchit sous le choc de forces quatre fois supérieures. « Dans la direction de Colombara, rapporte Thibault, les crêtes des montagnes se couvrirent de troupes autrichiennes qui claquaient des mains comme si elles nous tenaient déjà. A cette apparition, tous les regards se portèrent vers le général Bonaparte, mais après un court examen, il se borna à dire : « Ils sont à nous. »

Ils furent à lui. Lui-même forma la colonne d'attaque qu'il lança contre l'ennemi et qui l'enfonça. Et quand quelques-uns de ses corps tenaient encore, d'un geste, le général déchaînait les escadrons qui balayaient le plateau.

Le soir tombant, tandis que 22 000 prisonniers défilaient en colonnes dans la brume bleuâtre, Bonaparte, à cheval, grave et pâle, voyait les hommes venir jeter à ses pieds les drapeaux de l'Empire, trente, dit-on. Lasalle, le héros de la cavalerie, qui venait d'étonner par ses prouesses ceux mêmes qui déjà

l'avaient vu à l'œuvre, se tenait, debout, blême de fatigue, en face du général. Celui-ci, lui montrant de la main les trophées entassés : « Couche-toi dessus, Lasalle, tu l'as bien mérité. » L'armée d'Italie tout entière, après ces neuf mois invraisemblables, Montenotte, Dego, Millesimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Salo, Lonato, Castiglione, Roveredo, Calliano, Trente, Bassano, Saint-Georges, Arcole et Rivoli, oui, l'armée d'Italie tout entière méritait, comme le jeune hussard, de s'étendre sur un lit de trophées.

*
* *

Elle ne songeait qu'à en conquérir de nouveaux.

Comment, Mantoue ayant capitulé avec les débris de l'armée Wurmser, la Piave, le Tagliamento et l'Isonzo furent franchis, j'aimerais à vous le dire et les exploits étonnants qui maintenant se multipliaient. Un redoutable adversaire, cet archiduc Charles, naguère victorieux en Allemagne, était cependant en face

de Bonaparte. Mais qui pouvait tenir en face d'un chef chez qui la jeunesse fortifiait le génie et qui, par ailleurs, avait en main son armée, et quelle armée ! comme une épée? Je retiens un trait, caractéristique du haut degré de gloire où cette armée d'Italie était parvenue. Bernadotte est arrivé de l'armée d'Allemagne avec une division de renfort, qui, comme entrée de jeu, est chargée de passer sous la mitraille le Tagliamento. Son chef se retourne ; il sait quels quolibets courent dans les rangs de l'armée victorieuse d'Italie aux dépens des soldats d'Allemagne naguère moins heureux, et, de sa belle voix claironnante du Midi, il crie simplement : « Soldats de Sambre-et-Meuse, l'armée d'Italie vous contemple. » D'un seul élan ils se jetèrent à l'eau sous une pluie de balles et de boulets.

Jadis nous admirions de tels exploits presque sans y croire. Cette épopée nous paraissait fabuleuse, ces hauts faits merveilleux. Le soldat de l'an VI, nous le disions incomparable. Nous avons connu

d'autres exploits, d'autres souffrances et d'autres vertus : la gloire ne les paya qu'après quatre ans de martyre et d'héroïsme. Hugo disait, avec nostalgie, des soldats de la grande époque :

Nous sommes les enfants de ces grands lions-là.

Ces grands lions, nous savons qu'ils ont laissé, après des enfants, d'arrière-petits-enfants qui ont égalé les plus grands aïeux et, par une vertu restée longtemps sans récompense, les ont dépassés.

Le 22 mai 1797, ayant forcé le passage du Tyrol, le général commandant l'armée d'Italie arrivait à Leoben, à quarante lieues de Vienne, tandis que Hoche et Moreau, relancés depuis trois mois sur l'Allemagne, menaçaient le Danube. Prise entre deux feux, l'Autriche réclamait l'armistice et députait à Leoben où s'allaient traiter, mieux que d'un armistice, des préliminaires de paix.

*
* *

Je n'entends point refaire ici, pour la deuxième fois, une histoire du Directoire,

et je ne vous dirai point au milieu de quelles difficultés se conclut le traité de paix de Campo-Formio. Bonaparte dut arracher au Directoire un consentement maussade. Nous savons pour quelles raisons celui-ci ne voulait point que la guerre cessât. Plus que jamais les généraux lui paraissaient redoutables. Hoche organisant la rive gauche du Rhin et Bonaparte surtout agissant en souverain maître au-dessus de l'Italie soumise, la situation paraissait menaçante pour un gouvernement civil discrédité en face de généraux entourés d'un incomparable prestige.

L'Autriche renonçait à la Belgique et à la Lombardie. Elle offrait de livrer, avec Mayence, tout ce qui restait entre ses mains de la rive gauche du Rhin. Elle consentait, en échange de la Vénétie qu'on lui laisserait prendre, à sanctionner l'abandon de toute la rive gauche sous réserve qu'on traitât, à Rastadt, avec les représentants des États allemands dépossédés. La paix signée, l'Europe, pour un temps, nous laisserait peut-être jouir

des fruits de nos victoires. Et le Directoire refusait. Il venait de laisser un plénipotentiaire anglais repartir de Paris sans avoir rien conclu. Il délibéra de désavouer les préliminaires, de continuer la guerre. « Nous serions perdus si on faisait la paix », avait dit Sieyès.

Mais Larévellière est d'avis qu'ils eussent été perdus en refusant d'y consentir. Le général jeta son épée, devenue terriblement lourde, dans la balance : il offrit sa démission. Il allait, dit-il, « se retremper dans la masse des citoyens ». Les Directeurs frémirent. D'ailleurs un seul cri s'élevait du pays : « La paix. » Ils autorisèrent Bonaparte à signer, ce qu'il fit le 17 octobre 1797. Ces singuliers gouvernants se réservaient de ne faire de cette paix qu'une trêve et, pour occuper les généraux, de rallumer la guerre. Ce que la gloire avait fait, la politique le déferait.

La paix avait cependant été accueillie par la nation avec une joie sans réserve. Elle venait de porter à un degré supérieur la popularité de Bonaparte.

Celle-ci avait été un instant immense. Ses premières victoires avaient, je l'ai dit, retenti comme une magnifique fanfare. La proclamation immortelle du 6 floréal était à peine connue, résumant en traits de feu quinze jours de campagne uniques dans la mémoire des peuples, qu'on avait appris l'épisode héroïque de Lodi et l'entrée triomphale à Milan. Paris avait pris feu pour ce héros. Ce peuple, qui se désintéressait de tout sauf de son plaisir et de sa misère, avait pu sentir un instant se réveiller son âme. Des cabarets aux salons, il ne fut plus question que de « lui » : « Les journaux, pour réveiller seulement l'intérêt du public n'avaient qu'un seul moyen de le faire, écrit un contemporain, faire faire une chute au héros, lui casser un bras ou une jambe. Les femmes sensibles disaient : « Il s'expose trop. Il nous sera enlevé quelque jour. » Un général, arrivant d'Italie, disait : « J'ai vu Bonaparte. Il m'a paru au-dessus de l'homme et l'est en effet. » Dans les salons, Mme Tallien se vantait de l'avoir inventé et on allait

voir dans toutes les mansardes la fameuse estampe du pont de Lodi. « Le général » (il n'y en avait plus qu'un) faisait frissonner de gloire un peuple qui, par surcroît, attendait de lui la paix après la victoire. On le trouvait grand, beau, généreux, magnanime. Joséphine, restée à Paris, était entourée d'une cour. La rue Chantereine, où était son hôtel, allait être baptisée rue de la Victoire et la créole « Notre-Dame des Victoires ». Une curiosité passionnée, presque amoureuse, entoura le héros passé presque demi-dieu.

Mais c'était beaucoup que, quelques semaines, la gloire eût, suivant l'expression d'un policier, « absorbé le plaisir ».

La campagne d'Italie s'était prolongée et si, de temps à autre, des noms éclatants sillonnaient l'horizon d'un éclair, Arcole, Rivoli, le peuple revenait à son éternel refrain : « La paix ! » « Hier soir, ai-je lu dans un rapport de police du 16 vendémiaire an VI, mille colporteurs faisaient retentir les rues de la grande victoire remportée par l'armée de Bona-

parte et ils ne vendaient pas un numéro de plus. Chacun disait : « Ah ! une victoire ! La paix n'est donc pas faite ! » Puis ils parlaient d'autre chose. »

Mais quand on apprit qu'après tant de victoires, le vainqueur se faisait pacificateur, sa popularité rebondit plus haut qu'elle n'avait jamais été. Quand il eut signé à Campo-Formio, ce fut dans Paris un immense cri de joie. Un rapport du 6 brumaire an VI nous montre le peuple « ivre du bonheur d'avoir la paix », les citoyens s'embrassant dans les rues, tandis que, ajoute le policier, « on exaltait de tous côtés les louanges du général Bonaparte ».

« De tous côtés » est le mot. Des campagnes lointaines (nous possédons quelques notes grossièrement rédigées où se trouve béni son nom écorché) aux faubourgs où nous font pénétrer les rapports de police, ce fut une explosion. Ce peuple de France, si j'ose dire, *aime aimer* et, depuis quatre ans, il était sevré d'amour ne sachant plus que craindre, mépriser et détester. Il aima

Bonaparte d'être, dans l'expression propre du mot, un être *aimable*. De ce héros pacificateur, le peuple se fit, ainsi qu'il arrive toujours dans les grands amours, un portrait idéal que d'ailleurs renforçaient des traits fort réels.

A Mombello, ce château lombard où, au printemps de 1797, il avait tenu, trois mois, une véritable cour, le général avait reçu la visite de beaucoup de Français ; devant eux, cet homme, naguère si taciturne, avait beaucoup parlé. Ce qu'il disait était bien différent de ce que, depuis des années, on entendait : « Paix aux consciences, paix aux intérêts, union pour le bien commun, oubli des querelles, ordre et liberté. » Ce grand chef militaire n'était pas — qu'on me permettre ce néologisme — un *militariste*. Il recevait volontiers les savants. Et on se répétait ce propos rassurant : « C'est un grand malheur pour une nation de trente millions d'habitants, et au dix-huitième siècle, d'être obligée d'avoir recours aux baïonnettes pour sauver la patrie. » Il excitait ainsi

l'admiration et n'éveillait pas l'inquiétude.

On l'attendait à Paris avec une frénétique impatience.

*
* *

Le Directoire ne partageait pas cette impatience ; il essaya de retarder sa venue. Il en avait peur maintenant, et Barras, tout en l'accablant de flatteries, l'eût voulu envoyer au diable. Il l'envoya aux Allemands, d'ailleurs dans un dessein complexe.

Le traité de Campo-Formio n'engageait que l'Autriche. Celle-ci avait consenti, de fort mauvaise humeur, à nous céder la rive gauche du Rhin. Elle nous cédait en somme ce qu'elle n'avait qu'en petite partie. La rive gauche était, avant notre occupation militaire, entre les mains de vingt princes allemands, dont le roi de Prusse. Il avait été convenu qu'on discuterait à Rastadt des indemnités à fournir aux princes dépossédés. En réalité, l'Autriche et le Directoire

avaient, en acceptant cette clause réservatoire, conçu, chose curieuse, la même espérance.

L'empereur allemand n'avait consenti à signer le traité que contraint et forcé. Comme tous les cabinets européens, la chancellerie de Vienne n'agréait une paix avec la République française que comme une trêve. Dès qu'on aurait pu se refaire, obtenir de l'Angleterre encore plus d'or et de la Russie cent mille Cosaques, on repartirait en camp.

L'Allemagne entière partageait les sentiments de Vienne. On a dit des mauvaises querelles « querelles d'Allemands ». Nous savons de longue date et nous pouvons aujourd'hui mieux savoir qu'on dirait tout aussi bien d'un traité biseauté « traité d'Allemand » et d'une paix fourrée « paix d'Allemand ». Les Allemands allaient à Rastadt dans l'espérance de discuter longuement, d'ergoter, de revenir sur les promesses faites et les engagements pris. Pendant ce temps, on essaierait de reformer la coalition qui nous chasserait enfin de la rive gauche.

Mais j'ai dit que le Directoire, de son côté, se faisait complice de ces desseins. Nous savons qu'il n'avait signé à Campo-Formio, lui aussi, qu'à son corps défendant et par peur de Bonaparte, et nous savons aussi ce qu'il redoutait de la paix. D'autre part, il y avait chez la plupart des hommes issus de la Révolution une sorte de mégalomanie. Le mot que j'ai cité de Merlin de Thionville est caractéristique : « La République, après avoir reculé ses limites jusqu'au Rhin, *dictera des lois à l'Europe.* » Cet esprit que nous qualifierions *impérialiste* avait passé du Comité de Salut public de 1794 au Directoire. En réalité, ces gens rêvaient moins d'agrandir la France que de remanier toute l'Europe, d'y faire tomber les empires et de leurs débris former des républiques inféodées. Des rêves énormes s'ébauchaient. Comme si notre seul souci n'eût pas dû être d'obtenir purement et simplement le Rhin et de nous en tenir là !

Quand on lit l'admirable ouvrage d'Albert Sorel, on voit quel plan gran-

diose s'échafaudait. On nous dit : « En quoi était-il insensé puisque Napoléon le devait réaliser? » Il faudrait d'abord savoir si Napoléon eut toujours raison de le réaliser, grosse question qui nous entraînerait loin. Mais en tout cas, un gouvernement doit-il proportionner ses rêves à ses moyens. Des combinaisons de cette envergure sont à longue échéance. Elles ne peuvent être que chaotiques, si le gouvernement est entre les mains de cinq hommes divisés entre eux, sollicités par les soucis électoraux, sans cesse renversés les uns par les autres et qui, c'est le cas des Directeurs, ne sont jamais assurés d'être là le lendemain du jour même où ils s'installent.

Bonaparte, Premier Consul, révisera un jour le traité de Campo-Formio, à Lunéville, et, Empereur, fera sans cesse reculer l'Europe devant la France jusqu'au jour du grand reflux. C'est qu'il sera seul le gouvernement, omnipotent, sûr du lendemain. En ne se contentant pas du traité de paix, en allant à Rastadt avec l'idée de le remettre en ques-

tion, le Directoire lâchait « un tiens » pour « deux tu l'auras » — et « deux tu l'auras » bien hasardeux.

*
* *

La crainte de voir arriver Bonaparte à Paris à l'heure où la grande ville bouillait d'envie de le voir, fut du moins bonne conseillère. On soupçonnait véhémentement les Allemands qui arrivaient à Rastadt de vouloir revenir sur ce qui avait été signé. Nous avons toujours constaté que rien ne vaut, aux yeux d'un Allemand, le prestige de la force, et ce prestige était, pour l'heure, tout entier dans le général vainqueur. Lui-même, qui tenait à ce qu'on ne galvaudât point *son* traité, désira aller à Rastadt. Le grand chef militaire fut nommé premier plénipotentiaire de la France, comme l'avait été, en ce même Rastadt, au commencement du siècle pour le roi Louis XIV, le maréchal de Villars, vainqueur de Denain. Et il est à regretter qu'en des circonstances plus proches de nous, les

Allemands n'aient pas trouvé en face d'eux, derrière le tapis vert des conférences, le maréchal vainqueur de 1918.

Dans quelle mesure le Directoire était-il résolu à laisser à Rastadt le soldat de Rivoli? Talleyrand, devenu ministre des Relations extérieures, était-il sincère quand il lui écrivait : « Le Directoire ne compte pas peu avec l'ascendant de votre génie? » Il est difficile de le dire.

Lui, sembla prendre au sérieux sa mission. Connaissant les Allemands, il entendit les impressionner, et par l'appareil d'un guerrier, et par l'attitude d'un soldat. Lui qui négligeait volontiers la tenue militaire, ne parut à Rastadt qu'en costume de général en chef et le sabre au côté. Devinant que les Allemands entendaient se dérober, il les cloua au mur par des propos fermes et parfois rudes. Ainsi obtint-il l'évacuation réelle de Mayence qui n'était que promise. Bientôt il apparut que ce terrible soldat allait faire du traité de Campo-Formio une réalité, mais par là même, achever de se donner la gloire d'avoir doté la

France de toute sa frontière du Rhin.

Le Directoire ne l'entendait pas ainsi. Entre deux craintes, il se décida à l'enlever à Rastadt. « Le Directoire, lui écrivait-on, est impatient de vous voir... » Ce qui était un bien grand mensonge.

Le général obéit.

Il pensait avoir fait passer ses idées dans l'esprit des plénipotentiaires français qu'il laissait en Allemagne et, de fait, Treilhard, le plus sage d'entre eux, allait écrire : « Si nous pouvons avoir la rive gauche, nous aurons fait pour la République tout ce que désirent les hommes les plus exigeants. » Et il parlait d'or.

*
* *

Bonaparte partait avec la pensée de faire prévaloir cette idée à Paris. Il y arriva le 3 décembre 1797 ou plutôt s'y glissa. On apprit tout à coup que le héros attendu de tous était là de la veille et, suivant l'expression bizarre d'un rapport de police, « descendu chez sa femme ».

Paris, pris d'une fièvre de curiosité, se pressa pour le voir dans la rue de la Victoire. Mais lui, dont le génie s'accompagnait de finesse, entendait ne point satisfaire la curiosité pour ne pas lasser trop vite l'amour.

Certes, il avait dès cette époque des projets. Mais il estimait, suivant ses termes, que « la poire n'était pas mûre ».

De fait, il se séquestra. On en conclut, parce qu'on lui voulait du bien, qu'il joignait à toutes les vertus du héros la modestie d'un philosophe et la réserve d'un républicain.

Le Directoire le reçut le 10 frimaire très solennellement. Paris s'écrasa rue de Tournon et rue de Vaugirard pour le voir entrer, et toute la société du Directoire dans les cours du Luxembourg pour l'entendre.

« Le voici ! » : le mot fit se soulever cette foule. C'était, dans son simple uniforme, le Bonaparte que nous a laissé Pierre Guérin : les cheveux longs encadrant une face pâle, ivoirine, un peu creusée, le nez impérieux, la bouche

serrée, sans le pli boudeur qu'elle prendra, le menton long et fort, un grand air de jeunesse, mais de jeunesse grave. Pas de broderies : en face des directeurs à panaches, à dentelles et à manteaux brodés, des ministres à robes de velours et députés à toges rouges et à toques galonnées, un évident dédain de la parure. Une démarche raide et saccadée, mais parfois dans le regard un éclair inquiétant. L'impression fut si poignante que, suivant les termes d'un rapport, « un silence religieux » l'accueillit, bientôt rompu par de folles acclamations.

Barras, qui présidait, l'enveloppa de flatteries où il glissa deux ou trois perfidies. Lui, répondit d'une voix « brusque et saccadée », par un discours intentionnellement banal. Une seule phrase frappa : « Lorsque le bonheur du peuple sera assis sur de meilleures lois organiques... » Talleyrand, qui pensait toujours au lendemain, se pencha vers Barras et lui dit : « Il y a là de l'avenir ! » Peut-être y voyait-il le sien, car il

donna, en l'honneur du héros, une fête où, dit le compte rendu, se pressaient « les deux cents femmes les plus jolies et les plus parées » de Paris, mais où le ministre affecta de ne voir que Joséphine.

Cette soirée resta une exception. Le général refusa toutes les invitations, au grand dépit des dames qui, dans tous les temps, ont aimé produire, à l'heure du thé ou du dîner, un homme célèbre en leurs salons.

On le vit cependant chez François de Neufchâteau qui faisait figure de grand homme de lettres en cette indigente époque. Toutes les classes de l'Institut y étaient représentées. Mon ami Lacour-Gayet rappelait récemment que c'est à ce dîner que le vainqueur de Rivoli conquit les Académies, flattant, en les éblouissant tour à tour par l'étendue et la variété de ses connaissances, les savants Lagrange et Laplace, le dramaturge Chénier, l'érudit Daunou, le grand artiste Louis David.

Il voulut être des leurs. « L'honneur

est grand pour l'Institut », écrit *l'Ami des lois* du 10 nivôse. Élu dans la *classe des sciences*, il parut mêlé — et comme s'y dissimulant — dans les rangs de l'Institut, à la séance du 15 germinal. Mais le poète Andrieux n'ayant point voulu perdre l'occasion d'un discours fleuri et glorieux, le salua et lui valut trois ovations. C'était la tradition qui, de Villars, s'est perpétuée jusqu'à Joffre, Foch, Lyautey, Pétain et Castelnau.

Pour le reste des mortels, il demeurait invisible. Signalé un soir, au théâtre des Arts, dans une baignoire, il quitta précipitamment la salle devant les acclamations. On en conclut que celui, dont certains disaient déjà qu'il serait César, n'était que Cincinnatus. « Il ne se promène, écrit-on, que dans son modeste jardin. »

*
* *

Il avait si peur de lasser la popularité qu'il cherchait un moyen de s'évader. Il suggéra au Directoire de l'envoyer en Égypte avec une armée. Les Directeurs

l'eussent, je l'ai dit, envoyé aux lieux infernaux ; ils adoptèrent d'enthousiasme un projet qui les en débarrassait et, ne pouvant toujours l'expédier à Satan, ils l'envoyèrent cette fois aux Mameloucks.

Le projet cadrait d'ailleurs avec les grandes combinaisons du Directoire.

Celui-ci, avant même que l'Autriche eût définitivement signé à Rastadt, préparait, dans son désir fébrile d'occuper les dangereux soldats, une gigantesque expédition contre l'Angleterre. On essayait, contre la vieille ennemie, d'exciter l'opinion : des couplets couraient :

Soldats, le bal va se rouvrir
Et vous aimez la danse,
L'Allemande vient de finir,
Mais l'Anglaise commence.

L'opinion restait assez froide et, pour qu'elle restât froide en face de « la perfide Albion », il fallait qu'elle fût bien lasse. Elle l'était, et inquiète de voir son héros préparer son départ. Le Directoire avait accepté la formule du général : gigantesque mouvement tour-

nant qui, d'Égypte, atteindrait l'Angleterre dans les Indes qu'on chercherait à insurger. Quarante mille hommes allaient être détachés de notre armée qui, pendant deux ans, allaient assurément se couvrir de gloire, mais où? En Égypte, en Syrie, alors que la France, sans administration sérieuse, sans finances, sans union morale et sans organisation matérielle, n'était nullement assurée de ses nouvelles frontières.

A Rastadt, les Allemands, débarrassés de Bonaparte, jouaient leur jeu, amusant le tapis. Le 9 mars, à la vérité, la délégation impériale avait consenti, une fois de plus, à la cession de la rive gauche. Mais l'empereur ne se pressait pas de la ratifier. Il négociait avec l'Angleterre, avec la Russie, avec Naples, avec la Sublime Porte. Une coalition plus formidable que l'autre se nouait derrière la façade de Rastadt.

Et le Directoire, poursuivant son projet favori, fournissait les prétextes pour le jour où il conviendrait à nos ennemis de se démasquer. Partout il susci-

tait des révoltes, des révolutions. On avait organisé la Hollande en « République batave » complètement asservie ; on révolutionnait la Suisse pour y créer une « République helvétique » sur le même modèle ; on renversait le pape Pie VI pour instituer une « République romaine », et demain ce serait le tour de Naples, ce pendant qu'on s'inféodait tous les jours davantage la République cisalpine fondée à Milan et la ligurienne fondée à Gênes.

L'Autriche n'était pas prête et la coalition n'était qu'en formation. L'Europe attendait d'ailleurs le départ de Bonaparte et de ses 40 000 soldats. Mais les sentiments des Allemands étaient tels qu'ils avaient peine à ne se pas trahir. Le 15 avril, une émeute se déchaînait à Vienne contre notre ambassade ; on y arrachait le drapeau tricolore ; on y insultait le général Bernadotte.

Bonaparte allait partir ; on le retint à Paris par un retour de bon sens. L'Autriche sentit que ses Viennois étaient

allés trop vite. Elle fit des excuses, mais en pressant ses futurs alliés.

Et le vainqueur de Rivoli, ayant quitté Paris le 4 mai pour Toulon mettait à la voile le 19.

Il avait eu le temps d'apprendre qu'à Paris un nouveau coup d'État venait de briser une seconde fois les Conseils, dirigé cette fois contre l'extrême gauche, et qu'ainsi les querelles civiles s'alimentaient de nouveaux feux. Et il ne sera pas devant le Caire, que déjà l'Autriche rompra brusquement les conférences, ayant enfin constitué la coalition qui, du Zuyderzée à la Lombardie, va, avant trois mois, menacer nos frontières.

Quand Barras avait su Bonaparte parti, il avait écrit : « Enfin ! » L'Europe disait aussi : « Enfin ! »

Au fond, le Directoire s'était fait le complice de nos ennemis. Bonaparte avait rendu possible par ses victoires la paix que, par ailleurs, il avait imposée tout à la fois à l'Autriche et au gouvernement français. Une politique ambitieuse jusqu'à l'aliénation, le désir de

révolutionner le continent, la peur de voir nos armées inoccupées porter leurs chefs au pouvoir, et cette fièvre qui, chez ce malheureux gouvernement, remplaçait l'action par l'agitation, avaient conduit le Directoire à saper la paix glorieuse qu'avaient value à la nation la gloire et le sang de nos soldats. Ainsi avait-il sacrifié une très belle réalité à de fumeuses chimères, et, au lieu de ne s'attacher qu'à notre seul établissement sur le Rhin, avait-il cherché à remanier toute la carte de l'Europe.

Quand, à Rastadt, en pressant les affaires et en bousculant les Allemands, ainsi que Bonaparte l'avait fait, on pouvait déjouer les projets d'ajournement de l'Autriche, le Directoire avait favorisé les atermoiements de nos adversaires dans l'espoir d'une rupture qui arrangerait ses convenances. Ainsi avait-il fait le jeu de nos ennemis et, par ailleurs, fourni, par sa propagande jacobine, les raisons qui finalement jetaient le tsar Paul dans la coalition.

Et quand près de 400 000 soldats

ennemis se présenteraient à nos frontières, ils y trouveraient une armée diminuée par l'expédition d'Orient et des chefs assurément valeureux, mais dont aucun n'arrivait à la cheville du grand soldat, éloigné par une politique que seule la peur avait inspirée.

Ainsi la France va-t-elle être amenée vers l'abîme où nous la verrons s'enfoncer.

La politique ayant rendu vaine la gloire, compromis la paix et trahi la nation, il semblait que la France, dont nous verrons par ailleurs l'effroyable anarchie, n'eût plus qu'à sombrer.

Il faudra un miracle pour l'arracher à l'abîme. Le miracle se fera — l'éternel miracle français qui déconcerte, à chaque siècle, l'attente de nos ennemis et sauve notre pays.

IV

SUR LA PENTE DE L'ABIME

Quand il avait vu Bonaparte embarqué, Barras, vous vous le rappelez, avait écrit : « Enfin ! »

Ce soupir, étant donné les circonstances, était aussi abominable que sincère. Il trahit une fois de plus l'esprit de ce gouvernement qui, se sentant constamment suspendu au-dessus d'un abîme, ne voyait pas celui où il précipitait la France ou s'en souciait peu.

L'abîme se creusait depuis fructidor an V. Vous savez que, ce jour-là, on avait brutalement fermé la bouche au pays par la proscription de ses représentants. A cette heure, s'était, pour lui, fermée la dernière voie qui, sans révolution nouvelle ni coup d'État, l'eût peut-

être ramené à sa restauration matérielle et morale. Dès lors, il ne pouvait être sauvé que par une aventure ou un miracle.

Restée maîtresse du terrain, grâce au coup de force de Fructidor, l'oligarchie jacobine et ses complices avaient commencé par se partager les places, grosses ou petites, de préférence les grosses. « Il était temps que l'arbre de la Liberté portât des fruits plus doux pour qui devait les cueillir et les savourer », écrit un notable jacobin qui n'était autre que Fouché. Tandis qu'il était nommé ambassadeur, ses amis se ruaient à la curée.

Les Conseils, qui n'étaient plus qu'un Corps législatif croupion, avaient porté au Directoire Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Le premier était un jacobin patenté, un terrible juriste si rempli de lois qu'il en avait toujours une en réserve pour violer l'équité. Le second, poète et dramaturge, auteur de *Paméla ou la Vertu*, était surtout un philosophe violemment antireligieux. Tous deux, bien entendu, régicides, ce

qui était, vous le savez, la marque de garantie pour l'oligarchie régnante : il fallait, pour y être admis, montrer patte rouge.

Puis, sur les démarches instantes des députés de la gauche, on épura l'administration et on l'enfla afin de faire des places aux frères et amis.

Il fallait d'ailleurs à ce gouvernement de violence un personnel en son esprit. Certains départements s'étaient émus de la proscription de leurs députés. On devait, suivant l'expression du général Bernadotte, grand jacobin en attendant qu'il devînt maréchal, prince et roi, on devait les « cingler ». On leur envoya de la troupe, puis les fonctionnaires et juges jacobins qui vont enserrer d'une maille de fer la France subjuguée et jugulée.

Jugulée en effet et réduite au silence : les journaux de droite avaient été supprimés ; et le théâtre Louvois, « foyer de chouans », ayant été, le 21 fructidor, fermé par un escadron de dragons au moment où la toile se levait sur *le Bar-*

bier de Séville, tout le théâtre fut épuré, car, écrivait François de Neufchâteau, il ne devait plus « retentir que des oracles de la morale, des maximes sacrées de la philosophie et des grands exemples de la vertu. » Le directeur n'oubliait pas le dramaturge : on reprendrait *Paméla ou la Vertu.*

Ce qui était plus tragique, les émigrés rentrés étaient partout arrêtés, fusillés sans pitié. « La nature gémit, mais la loi parle », écrivaient les officieux.

*
* *

C'était l'Église renaissante qui naturellement était le plus cruellement frappée, et d'ailleurs tout christianisme. Car Larévellière-Lépeaux et François de Neufchâteau entendaient atteindre tout *cagotisme*, même « constitutionnel ».

Vous savez que chez Larévellière, c'est une question de concurrence. Il rêve d'établir en France la religion naturelle. Il en a trouvé la formule dans la *théophilanthropie*, fondée en dehors de lui,

mais qu'il a adoptée. Ce culte philosophique semble triompher avec lui au 18 Fructidor. Jusque-là il n'a réuni que quelques fidèles autour des autels de gazon où dissertent sur la Nature et la Vertu des espèces de prêtres drapés de blanc et d'azur, dans des nuages d'encens. Maintenant Larévellière entend leur faire donner des subventions et des temples, ceux qu'on enlèvera aux prêtres constitutionnels. On espère que le peuple prendra goût à ces berquinades sacrées. Il n'y va pas. On appelle les théophilanthropes les « filous en troupe ». Les dames des Halles les accablent de plaisanteries fort grosses. « Il perce dans tout ce qu'on dit contre eux, dit un rapport, *un intérêt peu naturel* pour la religion catholique. »

Il faut donc étouffer « cet intérêt peu naturel ».

Tout d'abord on a fait une rafle énorme des prêtres catholiques. En une seule année, 1 448 sont déportés en Guyane, où les trois quarts périront, et ce chiffre serait dix fois plus considérable

si les paysans n'avaient trouvé moyen de cacher leurs malheureux curés, sauvés par ce qu'un administrateur appelle « le dévouement d'aveugles agricoles ». Beaucoup de ces prêtres ont dû fuir en France. « J'espère, écrit un commissaire, que sous peu la race s'en perdra pour le bonheur de l'humanité. » Le Directoire lui-même ne va-t-il pas les proclamer « fléaux plus redoutables que les voleurs et les assassins »?

Bien entendu, églises fermées, cloches proscrites auxquelles pour plus de sûreté, en décrochant les battants, on a, suivant le mot de Vandal, « arraché la langue ».

Bien plus que sous la Terreur, la croisade a pris un caractère nettement antireligieux. François de Neufchâteau est athée. Il entend que l'instruction le devienne. Il recommande aux professeurs des *écoles centrales*, nos collèges actuels, de fonder leur enseignement sur le rationalisme. Sans doute la Convention a-t-elle proclamé la liberté d'enseignement ; ainsi à côté des collèges se sont ouvertes des écoles privées où, avec pré-

caution, on professe la morale chrétienne. Les commissaires déplorent d'y voir des généraux et des députés y mettre leurs enfants. « Ces députés qui se sont le plus élevés contre les prêtres, dit un rapport, ne regardent leur fille bien élevée que quand elle a fait sa première communion. » Il me semble, entre parenthèses, que nous avons connu ce genre d'anticléricaux à double attitude. En tout cas, François entend-il empêcher « des nichées de ci-devant religieuses » de faire de ces petites demoiselles « des bigotes ». Et n'osant, je ne sais pourquoi, abolir la liberté d'enseignement, on la brime. On imposera, par l'arrêté du 27 brumaire an VI, aux candidats aux fonctions publiques, l'obligation d'avoir fréquenté les seules écoles de l'État. (Rien n'est décidément nouveau). Ainsi sera « régénérée » la société.

*
* *

Fructidor ayant, d'autre part, « régénéré » l'État, le Directoire est libre, dé-

barrassé des députés indépendants, de « régénérer les finances ». La situation financière était atroce. Je dirai tout à l'heure comment un premier essai d'emprunt forcé aux riches, après avoir failli révolutionner la nation, avait finalement déçu en ses résultats. La dette de l'État pesait : pendant qu'on en était aux procédés révolutionnaires, on estima que l'heure était venue de la réduire par une opération des plus simples. Les deux tiers de cette dette seraient remboursés, mais en bons sur le Trésor estimés en *mandats territoriaux*. Or ces mandats remplaçant les assignats, avaient immédiatement partagé leur disgrâce. Le bon, à son tour, ne serait presque qu'un chiffon de papier, car, dès le lendemain, il allait perdre 99 pour 100 de sa valeur présumée, si bien que c'était bel et bien une *banqueroute des deux tiers* faite aux créanciers de l'État et qu'ainsi, des milliers de rentiers vinrent grossir la masse des gens ruinés.

Ce gouvernement, vous le voyez, continuait à nuire comme par destination

naturelle, opprimant ici des consciences, là écrasant des intérêts. Son impopularité s'en augmentait de semaine en semaine et celle de ses créatures, si bien que beaucoup de ses complices de Fructidor commençaient à trouver son amitié compromettante. Tous n'avaient pas d'ailleurs reçu, comme Fouché, le prix qu'ils avaient espéré. Il se forma, à gauche, un groupe d'opposants qui, constatant la haine que soulevait chez les misérables le luxe du Directoire, commencèrent contre lui une campagne de vertu. Barras jouait vraiment trop les rois, et Larévellière les pontifes ; Rewbell enrichissait sa famille ; Merlin, maintenant, le prenait de haut avec tout le monde. Au fond, ces opposants vertueux trahissaient leur sentiment secret, se plaignant « que les patriotes ne reçussent point le prix de leur attachement à la République ». Bientôt ce fut, à la tribune, un débordement d'attaques : le Corps législatif, s'écriait le général député Marbot, ne devait pas se laisser envelopper par la « proscrip-

tion morale » qui atteignait le gouvernement, il fallait qu'il s'élevât au-dessus de « cet océan de corruption ».

Le Directoire essayait bien de se prévaloir des victoires de Bonaparte et de la paix de Campo-Formio. Mais la nation ne s'y laissait pas prendre : le corbeau se parait des plumes de l'aigle. On disait que Bonaparte n'avait successivement vaincu et pacifié que malgré le Directoire. Et cela était vrai. C'était donc au grand soldat qu'allaient les hommages auxquels Barras coupait court en l'expédiant aux Mamelouks d'Égypte.

Mais ce départ n'écartait qu'un danger. La popularité du général n'était, pour une partie, qu'une manifestation du dégoût général qu'inspirait le régime. Les élections approchaient et le parti d'extrême gauche espérait y triompher au cri simple de : « Sus aux pourris ! »

Les députés directoriaux tremblaient. Ils songèrent un instant à un moyen fort simple de conjurer le danger : Boulay de la Meurthe proposait une loi qui, supprimant tout simplement ces inquié-

tantes élections, prolongerait pour une durée de dix ans les pouvoirs du Directoire et du Corps législatif. On n'osa pas. Résolu, dit un diplomate étranger, à « comprimer l'essor des jacobins », le Directoire espérait, suivant le terme consacré depuis, *faire* les élections. Il y aurait des candidats officiels : des agents seraient envoyés en province pour les soutenir, bien lestés d'argent, dit Barras lui-même qui, avec son cynisme ordinaire, ajoute que cette « décision corruptrice » paraissait devoir tout sauver.

Mais comme on craignait, en dépit de ces précautions si remarquables, que le pays « votât mal », on décida que les pouvoirs des nouveaux élus seraient *vérifiés* (vous savez ce que cache souvent cet euphémisme parlementaire) non par l'Assemblée renouvelée, mais par l'ancienne, si bien que les députés élus seraient validés, et plus probablement invalidés, par ceux qu'ils auraient peut-être battus. Je recommande ce procédé fort pratique à l'attention de nos députés quand, en fin de légis-

lature, ils craindront d'être remplacés.

Nous revoici plongés dans la politique, et la plus nauséabonde. Et je m'en ennuie moi-même. Mais elle vous fait toucher du doigt la décomposition où se diluait ce qu'on avait appelé l'idéal républicain. Il est facile d'écrire, dans les manuels, que Bonaparte a, au 18 Brumaire, détruit la République. On ne détruit que ce qui existe. Or, je vous le demande, où, dans toute cette débauche d'arbitraire et de tyrannie, était la République? Et la question va se reposer à chaque heure de cette pitoyable chronique.

*
* *

En dépit des précautions, des pressions, des menaces et des « décisions corruptrices », les élections se firent en germinal an VI, comme jadis, en germinal an V, contre le Directoire, mais cette fois au profit de l'extrême gauche ou plutôt de ce groupe de mécontents, nouvelle équipe qui, exploitant l'indignation publique, n'aspiraient au fond

qu'à s'installer dans les bonnes places.

Les honnêtes citoyens, découragés depuis que leurs représentants avaient été brisés et proscrits en Fructidor, restèrent chez eux ; peut-être quelques-uns apportèrent-ils même leurs bulletins aux jacobins opposants. La chose apparut nettement dès la réunion des assemblées électorales, issues du premier degré de scrutin. Mais alors, sur un avis de Paris, là où ils étaient en minorité manifeste, les électeurs du deuxième degré dévoués au Directoire firent scission, se constituèrent en assemblée à part, élirent des *députés de la minorité* à côté de ceux de la majorité, ce qui allait permettre la plus prodigieuse opération de prestidigitation politique.

Sur 437 députés élus, plus de 300 étaient des jacobins réfractaires, des terroristes impénitents et des babouvistes communistes.

Le Directoire prit ses mesures. Il fit décider par les conseils sortants, le 22 floréal, d'abord l'invalidation pure et simple de 52 nouveaux députés, plu-

sieurs sous prétexte qu'ils avaient jadis « terrorisé ». Et il faut, pour goûter la singulière saveur du mot, vous rappeler que Barras qui avait noyé, en 1794, Marseille et Toulon dans le sang était au Directoire ! Enfin et voici le trait le plus original, dans les vingt et un départements où il y avait eu *scission*, les élus de la minorité (qui quelquefois était infime) seraient proclamés députés, et non ceux de la majorité. Voilà quelle était la Répupublique de l'an VI. Il y avait neuf ans qu'on avait, à l'Assemblée constituante, acclamé les Droits de l'homme et du citoyen.

Hélas ! on avait mal calculé au Directoire et trop peu de scissions s'étaient produites. Les nouveaux conseils réunis, on s'aperçut que, aussi arbitrairement amputé, le parti opposant restait cependant en légère majorité.

Aussitôt la campagne reprit contre le Directoire corrompu et corrupteur. Le coup d'État du 22 floréal n'avait fait que l'exaspérer. La véritable bataille commença : « Sus à la corruption ! »,

criaient les assaillants. Et ils précisaient. Barras était en décomposition, ne fréquentant que des femmes légères et des gens tarés ; Merlin, le sévère Merlin, entretenait des demoiselles, on en avait la preuve ; Rewbell volait et laissait voler autour de lui ; Treilhard, récemment élu par une violation de la Constitution, était un ennemi des vrais républicains et « un manant » ; Larévellière était un bigot, le bigot de son église simplement, et d'ailleurs un imbécile. Leur principal ministre, Talleyrand, était, d'un seul mot, une ordure. Les salons étaient des latrines publiques ; le vice s'y étalait, apporté du Luxembourg. On allait « nettoyer les écuries de Barras ».

Bientôt la tribune retentit, de nouveau, d'appels furieux et d'anathèmes presque bibliques. « Ils seront frappés du haut de leur char somptueux et précipités dans le néant du mépris public, ces hommes dont la fortune colossale atteste les moyens infâmes qu'ils ont employés à l'acquérir. »

Barras était ennuyé. Il venait d'ache-

ter, pour quelques millions d'assignats, le château de Grosbois et on savait bien qu'il payait les diamants vraiment trop éclatants de Mme Tallien. Évidemment c'était lui qu'on frapperait le premier « du haut de son char somptueux ». Mais c'était un homme avisé ; il pensait que s'il est avec le ciel des accommodements, il en est aussi avec les démagogues aux indignations vertueuses, celles-ci s'affirmassent-elles intransigeantes.

Il feignit de ne pas se croire visé, mais affecta des airs apitoyés sur le sort destiné à ses collègues. Il est certain, dit-il, que Rewbell était « l'âme du Directoire », mais il est des cas où, ma foi, il faut bien vendre son âme. C'est qu'aussi ce Rewbell était imprudent : il protégeait un sien parent qui, ayant le malheur de s'appeler Rapinat, était, par surcroît, devenu célèbre par ses vols. Et fallait-il dans ce régime qu'on eût volé pour être un voleur célèbre ! Et le fait est qu'un chansonnier se demandait en un refrain qui courait :

Si Rapinat vient de rapine
Ou rapine de Rapinat.

Rewbell trébuchait dans Rapinat entre vingt autres protégés compromettants. Barras, suivant un terme charmant qui eut cours chez nous à l'époque du Panama, songeait à « débarquer » le maladroit protecteur de ce maladroit Rapinat.

Cependant dix mois se passèrent sans qu'aucune solution intervînt. Les opposants n'avaient, je l'ai dit, dans les Conseils, qu'une majorité un peu incertaine. Ils attendaient les élections du printemps de l'an VII, sûrs d'enlever un accroissement de force.

*
* *

Le fait est que le pays, au comble de la misère physique et morale, complètement affolé et sans principe politique, allait à tous ceux qui, affichant l'indignation, attaquaient le misérable gouvernement.

Les catholiques eux-mêmes étaient décidés à donner leurs voix aux pires jacobins, pour faire le plus de mal possible à leurs persécuteurs.

Ils voyaient ceux-ci au Luxembourg.

Les mesures prises par Larévellière et François de Neufchâteau avaient achevé de rendre odieux aux fidèles de l'ancien culte le Directoire tout entier. La théophilanthropie faisait long feu ; Larévellière lui avait cependant fait accorder quinze églises de Paris qu'on avait en son honneur *débaptisées*, Saint-Philippe du Roule, par exemple, devenu Temple de la Concorde, Saint-Sulpice Temple de la Victoire, Saint-Eustache, en l'honneur des maraîchers venant aux Halles, Temple de la Culture et Saint-Roch Temple du Génie, vous devineriez mal pourquoi : parce qu'il renfermait la sépulture de Mme Deshoulières. A la vérité, ces vocables entraient si difficilement dans la langue que les policiers eux-mêmes, sans souci du « génie » de Mme Deshoulières, mais sans souci non plus de la sainteté de l'ancien patron, appelaient le nouveau temple du Génie « l'édifice Roch ». Introduits sous les voûtes de ces églises, les théophilanthropes n'y avaient paru que plus ridicules. Mais cette

désaffectation des églises scandalisait, exaspérait les fidèles de l'ancienne église et autant ceux de l'église constitutionnelle à qui on imposait le voisinage de ces mascarades.

Le culte catholique, obstinément, essayait de revivre. Le travail de rechristianisation continuait. L'administration centrale a-t-elle, à Paris, fermé tous les oratoires, les fidèles viennent en foule à d'autres avec « une espèce de fureur », dit la police. On pourchasse, cependant, les prêtres. Ceux qui, ayant prêté le serment maintenant exigé, sont tolérés, sont, par ailleurs, épiés : le commissaire Dupin ne songe-t-il pas à envoyer, ce qui est détail tragi-comique, ses agents de police se confesser pour surprendre dans l'ombre des conseils subversifs? Dans les villages les « aveugles agricoles » continuent, l'église étant fermée, à hospitaliser les prêtres, « ces scélérats ! », qui disent la messe dans le grenier ou à la cave.

En province surtout, la lutte de l'esprit religieux mal comprimé se poursuit

avec un nouvel ennemi : le culte décadaire.

Ce culte décadaire, c'est la grande pensée du règne, cependant court, de François de Neufchâteau. Culte civique, il sera célébré, tous les dix jours, le *décadi*, dimanche républicain. Ce jour-là, le peuple, réuni dans les temples, y verra se dérouler une cérémonie toute laïque ; parfois on y mariera, on y baptisera laïquement ; et, dans la chaire, on lira le *Bulletin des lois*, ce qui ne saurait manquer de récréer les citoyens. Et le nouveau culte fut appelé à partager, avec la théophilanthropie, et, s'ils y consentaient, les prêtres constitutionnels, les quinze nouveaux temples, y compris « l'édifice Roch », dernier asile de Mme Deshoulières.

Ces cérémonies ennuyaient : les temples étaient en délabre, les vitres cassées, les portes mal réparées ; on y avait froid. Mais le culte faisait plus froid encore. On n'alla plus bientôt à ces fêtes ; et cependant, à Paris, le directeur François avait voulu lui-même unir des époux à qui

il recommanda la fidélité, encore qu'il fût, de notoriété publique, un mari extrêmement volage. Chacun songeait à donner un peu plus d'attrait au culte : un policier suggéra d'y faire « quelques expériences de physique » ; d'autres, plus heureux, firent agréer « des exercices de gymnastique ». Le président de l'administration municipale y interrogeait maintenant les élèves des écoles sur la Constitution de l'an III, ce qui mettait le comble à la récréation des esprits et des cœurs.

Malgré tant d'attraits, les gens qui venaient là, souvent sous la menace d'être tenus, s'ils s'abstenaient, pour mauvais républicains, y bâillaient. Mais surtout les citoyens refusaient de chômer le décadi et chômaient le dimanche. A Paris, bientôt, on cessa de parier dans la « querelle de M. Dimanche et du citoyen Décadi » : M. Dimanche l'emportait. Alors ce fut une lutte inepte et odieuse d'un gouvernement aveuglé contre une population cette fois résolue. « Chacun des obstacles doit être ren-

versé », a-t-on écrit à Paris. Pour avoir refusé d'assister aux cérémonies décadaires, un rentier se voit privé de sa rente ; tel citoyen est condamné, le 7 ventôse an VII, pour avoir tenu sa boutique fermée le « ci-devant dimanche », et voici, autre genre de brimade, les marchés aux poissons fermés le vendredi. Puis, grande mesure, on clôt les églises en dehors du décadi. Le culte constitutionnel lui-même en devient impossible. Interdiction enfin de danser le dimanche. Des paysans de l'Yonne s'écrient : « Où est la liberté si nous ne pouvons danser quand nous voulons? »

En haut, c'est une débauche d'impiété : *la Décade philosophique* insulte à journée faite, dans des termes parfois obscènes, à toutes les « anciennes superstitions. » Dans sa *Guerre des Dieux*, le poète Parny blasphème sur un ton ignoble les croyances. Et il trouve des échos dans tout ce qui tient au gouvernement.

En même temps, on arrête tout enterrement où l'on aperçoit « les signes du

culte »; on décroche les derniers crucifix aux dernières écoles ; car il faut « élever un mur entre l'instruction et les cultes ». Et, triomphalement, un policier, en pluviôse an VII, s'écriera : « Le culte catholique ronge son frein. »

*
* *

Oui, c'est vrai, les catholiques exaspérés rongent « leur frein ». Mais alors, ils sont disposés, en attendant que luisent des jours meilleurs, à faire payer cher au gouvernement son inepte politique. Impossible d'élire des députés modérés, libéraux, catholiques ; ils seraient *fructidorisés*. Alors on votera pour les *anarchistes*, ne pouvant rien en craindre de pire que du Directoire. L'aventure, vous le savez, se répétera plusieurs fois. Cette « politique du pire » est toujours imprudente et a été souvent fâcheuse, mais l'attitude du Directoire la rendait fatale.

En réalité beaucoup ne votèrent pas plus qu'en l'an VI. Le nombre des abstentions fut énorme. Cependant, les

agents du gouvernement signalaient que l'alliance se nouait plus ou moins tacitement en beaucoup de cantons sur ce mot d'ordre : « Élire un tel, *qui ne sera pas pour le Directoire.* »

Le résultat est qu'en germinal VII, le pays envoyait à Paris un renfort considérable aux opposants : ils avaient maintenant la majorité sans conteste et ils étaient décidés « à crever » le Directoire. Le coup du 22 floréal aurait sa revanche.

La situation du Directoire était d'autant plus scabreuse que l'Autriche ayant jeté le masque, une formidable coalition se révélait qui, d'une façon incessante, nous menaçait.

J'ai dit comment la paix de Campo-Formio, fruit des victoires de Bonaparte, avait été, en dépit de ses avis, considérée par le Directoire, aussi bien que par l'Autriche, comme une trêve, comment à Rastadt, les plénipotentiaires allemands avaient amusé le tapis avec la mauvaise foi propre à leur race, mais comment aussi le gouvernement

du Luxembourg s'était fait le complice de ces manœuvres, dans l'espoir de jeter bas les trônes, alors que le bon sens recommandait de s'en tenir à un traité qui nous assurait nos magnifiques frontières naturelles. Quand, derrière la façade élevée à Rastadt, l'Autriche se fut assurée de nouveaux alliés, elle avait rompu. Cette coalition semblait plus redoutable que celle à laquelle, de 1792 à 1795, nous avions tenu tête. L'expédition d'Égypte avait achevé d'exaspérer l'Angleterre. Vous savez que, même lorsque règne l'entente, soit-elle cordiale, entre la France et l'Angleterre, celle-ci permet tout à celle-là, pourvu que la France ne fasse rien, n'acquière rien et ne prétende à rien. Déjà alarmée de nous voir à Anvers et à Amsterdam, « Albion » avait rugi de colère à la nouvelle que le général Bonaparte, d'Alexandrie, marchait sur le Caire, dans le projet affiché de lier, d'Égypte, partie avec les princes hindous hostiles à la domination britannique. Elle avait fait un gros effort d'argent et la « cavalerie de Saint-Georges »

allait en effet charger comme jamais. Le pis était que la cavalerie cosaque était légalement déchaînée. Angleterre et Autriche avaient enfin entraîné le tsar Paul Ier dans la lice, et c'était un terrible appoint. En attendant les millions d'hommes dont il pouvait disposer, Paul Ier lançait immédiatement vers l'Occident les 100 000 soldats de ce Souvorof, qui, à lui seul, semblait valoir toute une armée, car ce vieux chef de guerre n'était pas seulement une sorte d'Attila entraîneur de hordes, à la fois ricaneur et mystique, sauvage et inspiré, c'était, il l'avait prouvé dans les guerres d'Orient, un stratège et un tacticien, et l'influence qu'il exerçait sur ses Moscovites venait autant de ses triomphes passés que de cette fureur religieuse qui lui faisait crier qu'on allait exterminer les républicains impies, ennemis de Dieu et de la Vierge Mère.

Grâce à l'appoint russe, la coalition disposait, dès la première heure, d'un demi-million d'hommes auxquels nous ne pouvions, sur un front de bataille

énorme, distendu de Naples à Amsterdam, opposer que très exactement 170 000 hommes.

Le Congrès de Rastadt s'était alors brusquement dissous. Il s'était terminé par une tragédie, les hussards hongrois ayant, à la sortie même de la ville, massacré nos représentants, ce qui faisait assez pressentir quel caractère inexpiable allait prendre cette nouvelle lutte.

Elle était si inégale, qu'on avait appris sans étonnement que nous étions, dès les premiers engagements, battus en Allemagne comme en Italie, Jourdan à Stokach, Schérer à Magliano, avant même que les Russes fussent entrés en lice. Ils étaient alors apparus dans la vallée du Pô. Le 27 avril 1799, Souvorof avait pris avec nous un contact brutal, défoncé l'armée de Moreau sur l'Adda, puis, se rejetant sur Macdonald, qui accourait de Naples, l'avait écrasé sur la Trébia et ramenait, tambour battant, nos troupes désemparées sur le Piémont où l'on se demandait combien de jours elles tiendraient. Nos frontières du Rhin et des

Alpes étaient maintenant menacées. Encouragés par le succès, tous nos ennemis allaient redoubler d'efforts. Bonaparte avait offert de revenir. Chose incroyable, le Directoire, qui le redoutait évidemment plus que Souvorof, avait écarté cette requête, à l'heure même où le désastre n'était même plus hypothétique.

*
* *

On comprend que de pareils événements donnassent une singulière force à l'opposition déjà exaspérée et maîtresse de la majorité. Elle était résolue à agir sans tarder contre « le Directoire corrupteur ».

Barras, je l'ai dit, ne désespérait pas de s'en tirer personnellement. Cet infatigable ourdisseur de trames avait, en cachette de ses collègues et à leurs dépens, commencé à négocier, toujours le sourire aux lèvres, avec ceux qui, à la tribune, le traitaient tous les jours d'ordure de la nation. Il leur offrait allégrement la tête de son viel ami Rewbell.

Mais comme tout devait prendre, dès que Barras s'en mêlait, un caractère louche, ce fut par une tricherie qu'il élimina le collègue fâcheux. Un directeur sur cinq, vous le savez, devait, chaque année, être remplacé, le sort désignant le partant. On aida le sort qui, complaisamment, désigna Rewbell. Pour empêcher celui-ci de se fâcher trop fort, on institua en son honneur une manière de consolation : dorénavant tout Directeur sortant recevrait 100 000 francs, sa voiture et ses chevaux. Rewbell, s'il faut en croire Sieyès, ne s'en contenta pas, raflant les meubles de son appartement et jusqu'aux bougies.

C'est précisément cet acide Sieyès qui allait succéder à Rewbell, et l'événement était d'importance.

Cet ex-prêtre était un des personnages les plus singuliers de ce monde politique.

L'ancien vicaire général de Chartres avait gagné à la Révolution non point une mitre, comme Grégoire, mais la tiare. Il en était devenu le pontife et un pontife qui, du haut du trépied, depuis dix ans,

rendait des oracles. « Ses partisans, écrit un diplomate, l'élèvent comme un dieu, ses détracteurs le rabaissent comme un diable. » Mais, au fait, dieu ou diable, c'était la même chose : il planait. Au fond, ce prêtre défroqué était une sorte de philosophe orgueilleux qui, depuis 1789, se tenait pour le prophète des temps nouveaux. N'avait-il pas, avant l'ouverture des États généraux de 1789, prédit l'arrivée du Tiers-État à la domination, et, depuis, « féru d'orgueil philosophique » il avait, à la Constituante, à la Convention et dans les Conseils, pris l'attitude à la fois hautaine et mystérieuse de l'homme en la cervelle de qui tient l'avenir de l'humanité. Chaque fois qu'il s'était agi de donner à la France une constitution, on l'avait, avec une sorte d'anxiété, consulté. Et toujours il avait laissé tomber des paroles sibyllines, peu compréhensibles, ce qui avait achevé d'asseoir son prestige. Mais, plus généralement, avec un sourire amer, il avait conclu que les temps n'étaient point venus où on « le pourrait en-

tendre ». Bien qu'on l'eût encore, en l'an III, consulté, il avait désapprouvé la Constitution directoriale. Et depuis quatre ans, il blâmait tout presque sans parler, se contentant le plus souvent de lever très haut les sourcils ou d'abaisser les coins de la bouche, ce qui est un excellent moyen de se réserver sans se compromettre.

La nouvelle opposition, composée de jacobins violents, médiocres et au fond assez conscients de leur brutale ignorance des choses d'État, s'était jetée aux pieds du haut philosophe. Lui, membre influent de l'Institut, sociologue et politique, tenant dans son cerveau secret la solution de tout problème, méprisait cette bande d'énergumènes et même la haïssait, mais, jugeant enfin son heure venue, il avait daigné consentir à se laisser porter par ces faquins. Nous avons connu de ces philosophes dans les équipes politiques violentes : ils y sont rois parce que dans un royaume de Béotie. Mais, à vrai dire, tout le monde politique était en suspens de-

vant Sieyès et quand on apprit qu'il acceptait de remplacer Rewbell, il y eut un grand soupir de soulagement : Sieyès allait « régénérer l'État ». La France affolée, avant de se décider à faire *appel au soldat*, faisait, par une dernière aventure, *appel au philosophe*. Le philosophe était au pouvoir. Évidemment Souvorof n'avait qu'à bien se tenir.

« Il y a peu de souverains, écrit l'agent de la Suède à Paris, dont l'avènement au trône, dans des circonstances difficiles, ait causé une sensation plus profonde... »

*
* *

Son avènement produisait surtout une sensation profondément désagréable au Directoire. Par quelques mots sarcastiques, échappés à cette bouche généralement close, on savait que l'ex-abbé Sieyès tenait tous ceux qui avaient siégé et siégeaient au Luxembourg pour des imbéciles ou des brigands. On l'y détestait, on l'y redoutait. « Calamité », dit Larévellière-Lépeaux de l'événement.

Barras, lui, comme toujours, cherchait comment il s'accommoderait du philosophe. « Je serai toujours de son avis, ricane-t-il dans son journal. Il me croira presque autant d'esprit qu'à lui-même et nous vivrons parfaitement ensemble. »

En fait, la tactique se trouva bonne pour quelques mois. Car celui qu'on appelait le « directeur perpétuel », allait encore une fois échapper à la bourrasque.

Sieyès était ambassadeur à Berlin quand il avait été élu. Il arriva à Paris avec des airs composés, parut au Luxembourg et, dit Larévellière, se mit à « censurer tout ce que nous avions fait, tout ce que nous faisions. » Que conseillez-vous ? lui demandèrent ces malheureux. Il répondit avec un froid sourire. « On ne m'entendrait pas. Faites comme vous avez coutume. »

Mais il s'aboucha avec les Conseils et prépara avec eux le coup d'État qui devait éliminer trois directeurs et lui fournir des collègues complaisants.

Je n'entrerai pas dans le détail, que j'ai étudié ailleurs, de l'opération qui,

en prairial, écarta les directeurs Treilhard, Merlin et Larévellière. Sous la menace d'être décrétés d'accusation et peut-être menés à la guillotine, ils durent, après des scènes tragi-comiques, démissionner. Barras s'était à ce point aplati devant les jacobins des Conseils que l'orage passa sur sa tête. Et puisque cette attitude couchée lui avait réussi, il la garda dorénavant, ne songeant plus qu'à ses plaisirs et n'intriguant plus que pour s'assurer, à l'heure maintenant certaine de la débâcle, une retraite dorée.

Profitant du nouveau prestige que lui valait le succès de l'opération de prairial, Sieyès avait fait donner aux directeurs exécutés des successeurs si peu reluisants, qu'il était sûr d'exercer sans opposition son pontificat. C'est ainsi qu'un grand acteur, maître de son théâtre, aime à ne s'entourer que de *doublures*. Encore qu'ancien ministre de la République, Gohier, que tout le monde appelle « le pauvre Gohier », fut lui-même abasourdi de son élévation à la pourpre. « Il appelait citoyen directeur toutes les

personnes qui venaient lui faire compliment, écrit un diplomate ; il ne voyait que des directeurs. » Et, de fait, tout le monde eût pu l'être, puisqu'il l'était.

Le général Moulin semblait, lui, le fruit d'une détestable plaisanterie. C'était, disait-on, un ancien valet de pied de Mme du Barry qui, devenu adjudant du fameux général de la Commune Santerre, était lui-même devenu général sans avoir jamais quitté le pavé de Paris. A l'heure où les soldats de France s'appelaient Masséna, Moreau, Jourdan, Joubert, Kléber, Bonaparte, le choix de ce « général de barricades » relevait de l'opéra-bouffe. Quant à Roger Ducos, il n'était, à la veille de son élévation au Directoire, que juge de paix ; de ce prodigieux avancement on savait le secret. « C'est un esclave aux ordres de Sieyès », écrit-on en prairial an VII. « Ce cul-de-jatte de Ducos, ce goujat de Moulin », s'écriera Bonaparte — et « le pauvre Gohier » — quel gouvernement à l'heure où il faudrait, pour sauver la France, plus que du génie, un génie de miracle.

Mais Sieyès avait *son* Directoire. Nul ne lui disputerait, au Luxembourg, la prééminence. Seulement il était assombri par l'attitude du parti même qui l'avait porté au pouvoir.

*
* *

Dans le pêle-mêle de mécontents violents que les électeurs de l'an VII avaient envoyés à Paris, l'extrême gauche constituait un groupe considérable. Pêle-mêle lui-même de terroristes attardés et de communistes à la Babeuf, ce parti affichait l'intention de rétablir le régime de la Terreur et, en attendant « la seconde Révolution », d'imposer à la France les lois de rigueur que comportait, affirmaient-ils, la situation extérieure. Il fallait de nouveau proclamer la patrie en danger, rouvrir les clubs, relever la guillotine pour y envoyer les anciens directeurs, les financiers et les fournisseurs avec les ennemis de la Révolution. Le Club des Jacobins avait ressuscité. Et les motions les plus sauvages étaient portées à la tribune.

Le malheur est que, sans avoir la majorité aux Conseils, l'extrême gauche y remuait, y criait, y tapageait tellement qu'elle faisait peur aux autres groupes, et imposait des lois qui achevaient de semer dans le pays la panique et le désespoir. Pour tous les historiens, il est avéré que cette dernière poussée jacobine, débordant le Directoire lui-même, acheva de pousser le pays démoralisé dans les bras du César attendu.

Sous la pression du groupe mi-terroriste et mi-communiste, les Conseils avaient voté trois lois : loi de conscription, loi établissant l'emprunt progressif forcé et loi des otages.

J'ai dit que l'enthousiasme qui, en 1792 et 1793, avait jeté à la frontière l'ardente jeunesse de France, s'était affaissé. Les lettres du généreux général Joubert à son père depuis 1795, revenant sans cesse avec douleur sur la décadence de l'esprit national, nous révèlent la hideuse plaie. D'année en année, le recrutement des armées se tarissait. Les Conseils votèrent une loi de conscription

forcée et immédiatement le mal dont souffrait le pays s'accusa. La levée ordonnée se heurta à une résistance formidable. « Allez vous faire tuer pour des bougres qui nous volent et nous affament », criait-on depuis longtemps. On le cria de plus belle, et bientôt les bois de France furent pleins de réfractaires prêts à se faire bandits. Un commissaire attribue à l'influence néfaste des prêtres l'attitude des parents auxquels on dit qu'ils envoient leurs fils « à la boucherie ». Point n'était besoin des prêtres. Sur 150 000 conscrits attendus, 23 899 seulement partirent. C'était une lamentable banqueroute nationale : la France, pour la première fois, refusait de se défendre, et plus on déployait de rigueurs, plus la résistance s'accentuait à la levée en masse.

Le mécompte financier fut encore pire et j'aimerais m'arrêter à cette histoire édifiante dont l'épilogue pourrait servir de leçon à tous ceux qui rêvent d'écraser les fortunes sous l'impôt progressif.

L'extrême gauche de 1799 était, je l'ai dit, en partie sortie des officines de Babeuf. Ce parti « radical-socialiste » comme l'appelle M. Aulard, était donc, le socialiste ayant absorbé le radical, imbu de cette idée, absolument fausse, que l'impôt doit être, non pas la contribution proportionnelle de chaque citoyen aux dépenses communes, mais une saignée faite à la bourse des riches et je dirai une manière de châtiment infligé à la fortune acquise.

Un premier essai d'emprunt forcé aux riches avait lamentablement échoué en l'an IV. Il avait tari soudain les sources du commerce et était retombé sur les petits. Les marchands de l'an IV avaient dit, aux termes d'un rapport de police : « Nous paierons l'impôt, mais nous augmenterons nos prix. »

En l'an VII, on entendait prélever 100 millions sur « les riches », mais comme rien n'est plus difficile que de savoir où ils sont réellement, on créerait des *jurys taxateurs* composés de gens que le nouvel impôt n'atteindrait pas.

Vous devinez l'aventure.

Dès que les Cinq-Cents eurent voté la proposition et avant même que le Conseil des Anciens en eût fait une loi, l'effet avait été foudroyant. Le lendemain, les journaux signalent « la subite stagnation des affaires » ; le luxe se supprime ; on renvoie les domestiques ; on contremande les commandes de meubles, de vêtements, de voitures et de tous les objets de luxe. Deux cents ateliers, du coup, ferment leurs portes dans le seul Paris. A mesure qu'on voit aux Anciens, Sénat de la République, la majorité céder à la pression de l'extrême gauche, l'affolement s'accroît. Les négociants demandent des passeports pour Hambourg, la Suisse et l'Espagne, y vont cacher leur argent. Quelques-uns font de fausses faillites. Le chômage devient général.

La loi est votée. Les jurys taxateurs, aussitôt installés, se font vite ce que fatalement ils doivent être, les instruments de toutes les vengeances politiques et privées, que nourrit la délation officiellement encouragée.

Par surcroît, « les gros » se dérobent. Les financiers ne sont pas tous propriétaires ; leur fortune qui est en portefeuille échappe. Le financier Collot, raconte, le 7 fructidor, un étranger, est venu, pour se libérer de toute inquisition, offrir 100 000 livres. On refuse : « Vous ne voulez pas, dit-il tranquillement, vous n'aurez rien. » Quelques mois après, ce Collot prêtera un million à ceux qui prépareront le coup d'État.

Les vraies victimes étaient les gros propriétaires, par conséquent, pour une partie, les acquéreurs de biens nationaux qu'on détachait ainsi définitivement du régime et, par incidence, les ouvriers. Ces lois fiscales, qui atteignent le riche à travers ce qu'on appelle d'un air scandalisé le luxe, atteignent finalement le pauvre à travers le riche, et, ainsi, deviennent véritables impôts indirects. L'aventure était fatale. Les riches quittaient tous Paris ; on fuyait les jurys taxateurs, comme on fuyait jadis les comités révolutionnaires. Les ouvriers restaient sans ouvrage. Le commerce

fermait boutique. « Cela s'appelle éventrer la poule, » écrivait-on. Et au bout de tout cela, 40 millions entraient péniblement au Trésor au lieu des 100 attendus, mais toute une partie de la nation avait ajouté un grief à cent autres contre un régime dont on ne savait s'il était plus maladroit ou plus malfaisant.

La *loi des otages* fut simplement odieuse, plus odieuse même que l'ancienne loi des suspects. Des mouvements commençaient à se percevoir, de l'Ouest au Midi ; on crut les arrêter en décidant qu'une liste d'otages serait dressée par commune où l'on inscrirait les parents d'aristocrates. A chaque attentat dit royaliste, quatre de ces otages, parfaitement innocents, seraient déportés.

L'effet fut diamétralement différent de celui qu'on attendait. La loi votée et promulguée, on vit les mouvements se changer en une formidable insurrection, notamment dans le Sud-Ouest ; toute la vallée de la Garonne, jusque-là fidèle à la République, se leva en une

nuit ; une armée de 20 000 désespérés se rassembla, sans chefs, sans cohésion, et que la gendarmerie dispersa ; mais, se jetant dans les bois, ces malheureux constituèrent des bandes de hors la loi qui, comme les conscrits réfractaires, grossirent l'armée du banditisme déjà formidable. Naturellement l'Ouest, naguère pacifié à grand'peine et imparfaitement par Hoche, reprenait feu, l'Anjou, la Bretagne, la Normandie et jusqu'à des cantons de la Touraine. Napoléon devait attribuer sans ambages à la *loi des otages* cette reprise d'armes de la plus grande Vendée qui, à la veille de Brumaire, devenait terriblement menaçante. Car elle allait s'étendre à des cantons où jamais n'avaient paru les soldats de Cathelineau et de Larochejaquelein.

Tels étaient les résultats des lois terroristes arrachées par l'extrême gauche aux Conseils intimidés. « Les malheureuses suites des deux lois de l'emprunt et des otages, écrit un étranger, sont incalculables. La première anéantit toute

espèce d'affaires et ruine l'État, la seconde menace cette société d'une dissolution prochaine. »

*
* *

De fait, les étrangers, en ces mois de l'été de 1799, étaient autorisés à croire la France perdue.

Souvorof, rejetant sur les Alpes les débris de l'armée de Moreau, menaçait la Provence ; Joubert, le dernier espoir de la France, allait être, le 27 thermidor, battu et tué à Novi dans les circonstances que je dirai ; Masséna, qui tenait en Suisse, semblait, de ce fait, menacé de débordement sur sa droite appuyée sur les Alpes, comme elle était sur sa gauche appuyée sur le Rhin inférieur, car en Allemagne nous n'avions plus d'armée depuis les défaites de Jourdan, et le Rhin risquait chaque jour d'être franchi par les *Kaiserlicks*. En Hollande, 40 000 Anglo-Russes débarquaient et il semblait que les 17 000 soldats de Brune ne les pourraient long-

temps contenir. On avait l'impression que, des Alpes Maritimes à la Flandre, on allait, sous peu, voir rouler sur la France un torrent que rien n'arrêterait.

Que rien n'arrêterait, oui, puisque, ce pendant, on voyait des bataillons entiers, débandés, repasser les frontières, accusant moins l'ennemi de leurs malheurs que la compagnie Lanchère, autre bande de brigands, à qui le Directoire avait donné la fourniture des armées qu'elle ne fournissait de rien, pas même de pain.

Résumons-nous.

En haut, un gouvernement si décrié qu'il n'y a, pour ainsi dire, pas de précédent à pareil discrédit. Je n'y insisterai pas : vous le connaissez. Près d'un philosophe infatué perdu dans ses combinaisons d'idéologue, Sieyès, et d'un politicien taré à bout de prestidigitation, Barras, trois médiocres dont, au surplus, les provinces n'auront pas le temps d'apprendre les noms. Et d'ailleurs, à cette France qu'importent les noms des direc-

teurs? C'est le Directoire en masse qu'elle déteste et méprise, ces « Tartufes », ces « mulets empanachés », ces « Cinq Sires », « cires à frotter », ricane-t-on depuis prairial, c'est le Directoire tout entier qui, depuis quatre ans, a trouvé moyen d'ajouter chaque jour au mépris dont il est l'objet, vraie bande d'intrus qui, désavouée quatre fois par les élections, s'est cramponnée *unguibus et rostro.*

Autour de ce gouvernement, un groupe de profiteurs accrochés eux aussi au pouvoir, ne songeant qu'à durer encore un peu pour gagner quelques millions de plus avant de sombrer avec lui.

En face, des Conseils tout à leurs querelles politiques, où, depuis que les honnêtes citoyens en ont été arrachés en fructidor an V, les partis ne sont plus que des factions qui s'affrontent, l'écume à la bouche, avec des menaces de proscription et de mort. Et, depuis quelques semaines, ces Conseils dominés par un groupe extrême qui, suivant la forte expression d'un contemporain, « pré-

parent des décrets comme des attentats » et arrachent au Corps législatif les lois de guerre civile.

Une administration désorganisée ou plutôt inorganique, administration devenue énorme, car à l'avènement de chaque directeur, celui-ci a grossi de ses protégés cette administration. Le chiffre des fonctionnaires a ainsi triplé en quatre ans. Mais ce sont des fonctionnaires généralement inopérants. Heureux est-on, quand ils le sont. Beaucoup sont de malfaisants agents, des prévaricateurs doublés de tyrans. « Les autorités actuelles, écrira-t-on de Lyon, et surtout l'administration centrale sont devenues, à force de malversations, une calamité publique. » Le fait est général. Les tribunaux sont souvent peuplés de misérables pour lesquels la justice est un mot et l'équité une dérision.

Les finances n'existent plus. Les impôts nouveaux ne sont pas acquittés, faute d'une administration financière sérieuse et les essais d'emprunt forcé ont eu le sort que vous savez. La banque-

route des deux tiers a tué le crédit. Les caisses sont vides. « Hier, écrit, le 13 août 1799, un agent étranger, on a fait une battue de toutes les caisses publiques. Cette belle opération a produit 500 000 livres. Les Invalides mouraient de faim : on leur a envoyé sur-le-champ 4 000 livres. » Mais des mois avant, on avait écrit : « Rentiers, employés, fonctionnaires publics, créanciers, juges, hospice public, personne n'est payé. » Les assignats, vous le savez, ne sont plus qu'un formidable tas de feuilles mortes.

L'industrie est morte aussi. « A Lyon, sur 15 000 ateliers, 13 000 ont disparu. Marseille se meurt... Au Havre on voit... tous les magasins fermés ; à Calais, à peine quelques mâts dans le port. » Je m'arrête : il faudrait faire le tour de France et énumérer mille désastres, des draperies d'Elbeuf aux forges d'Indret et des soieries de Lyon aux charbonnages abandonnés.

L'agriculture, qui a, seule, paru gagner à la Révolution, est entrée à son tour

dans le marasme. Et les paysans, d'abord satisfaits, se sont presque arrêtés de cultiver, préférant restreindre la production que de vendre leurs produits contre des assignats. Et puis, pour l'agriculture comme pour le commerce, il faut des routes. Or, ainsi qu'il est arrivé lors de tous les grands bouleversements, les routes ont été les grandes victimes. Ces belles routes royales qui faisaient l'orgueil de la France, elles sont défoncées, coupées parfois sur des lieues, devenues des fondrières, ce qui favorise le brigandage et fait de tout voyage une aventure. « L'état des chemins, écrit Albert Vandal, devient une calamité générale. Les canaux s'obstruent, les digues s'écroulent, les ports se comblent. Par poussée contre la civilisation qui recule, la nature récupère son empire. » Devant ce tableau qu'on illustrerait de mille traits, nous songeons tous, n'est-ce pas, à cet autre pays que le règne d'autres révolutionnaires, aujourd'hui encore en jouissance, a ramené, sous nos yeux stupéfaits, aux âges très anciens où il

vivait dans le chaos, cette malheureuse Russie où l'anarchie politique et morale aboutit à l'effondrement de toute civilisation matérielle.

Tout à l'heure, un Mamelouck qui, revenu avec Bonaparte, voit, pour la première fois, cette France qu'il s'est figurée si belle, croira rentrer dans son Orient anarchique : il verra errant en France comme en Égypte des manières de « Bédouins », ces bandes de nomades qui errent et pillent ; il verra des fonctionnaires n'arrivant à percevoir l'impôt qu'à la tête des colonnes armées comme les *caïds*, et des juges dont on achète les faveurs avec des *batchichs;* il verra des routes redevenues des *pistes* entre des villes en train d'expirer. « La Révolution, ajoute Vandal, en est arrivée à faire ressembler la France aux empires inorganiques de l'Orient. »

A Paris, le plaisir continue à aller son train. C'est dans un journal du 14 fructidor an VII que je lis : « Ce n'est ni Garchi, ni ses excellentes glaces, ni son

orchestre, ni son jardin, en un mot ce n'est pas Frascati qu'on va voir à Frascati, c'est Paris tout entier. Les femmes y sont charmantes. Il n'y a plus de vieilles, il n'y a plus de laides. Celles qui n'ont pas de figure ont une belle gorge... » Et le tableau continue d'un monde tourbillonnant, arrivé à une sorte d'hystérie, dans ce charivari que nous avons vu où la danse, le chant, les feux d'artifice, les orchestres, le jeu, le cliquetis des assiettes dans les restaurants continuent à faire leur partie. Et cette chronique est écrite entre le désastre de la Trébia et le désastre de Novi.

Ces revers ne soulèvent que des plaisanteries. Quand Souvorof est entré à Milan, un mot court qui a grand succès : « Voilà la République cisalpine rajeunie. *On lui a ôté Milan.* » Cet esprit fait mal.

On a cependant l'impression que cette gaieté est factice. Parfois le plaisir se fait si morne qu'il arrache à un spectateur ce mot : « On peut vraiment extravaguer sans gaieté. » Paris, qui est anglomane

quand l'Angleterre ameute contre nous l'Europe, a accueilli un nouveau mot qui lui parut s'appliquer à une chose nouvelle. Il se déclare atteint de *spleen*.

Ce *spleen* n'est qu'une des formes d'une crise effroyable de l'opinion. « Je vous dénonce l'opinion », écrit un policier. L'opinion qui, même sous les régimes les plus absolus, a été en France si vivante, l'opinion, c'est vrai, semble morte. Et un autre policier écrit : « Le sommeil léthargique dans lequel est plongé l'esprit public ferait craindre son anéantissement. Nos revers ou nos succès ne font naître ni joie ni inquiétude... Les changements de l'intérieur n'excitent pas plus d'émotion. » Un autre encore : « Insensiblement, tout se désorganise et tout se décompose. » Les paysans ne vont plus voter. A quoi bon, puisque le gouvernement casse les choix faits? Les ouvriers, que tout contribue à jeter dans la misère noire, disent, d'après un rapport : « Que l'on fasse ce que l'on voudra, les faubourgs

ne s'en mêleront plus. » C'est en messidor an VII.

Quarante ans après, un poète écrira :

O Corse à cheveux plats, que ta France était belle
Au grand soleil de messidor.

Et il s'agit de ce messidor an VII.

Et les ennemis du Corse à cheveux plats de répéter après le poète pendant un demi-siècle :

Que ta France était belle
Au grand soleil de messidor.

Ah ! non, la France n'était pas belle au grand soleil de messidor.

Et précisément quand, se réveillant parfois de son lourd sommeil chargé de cauchemars, regardant avec horreur sa propre prostration, apercevant en un éclair les consciences violées et les intérêts lésés, la fortune publique morte et le gouvernement avili, les armées battues et les frontières menacées, elle rêve d'un libérateur, d'un vengeur, d'un sauveur, il lui apparaît sous les traits de l'homme aperçu dans un éclair lors des

rares jours de gloire et, très précisément, cette France, qui n'est pas belle au grand soleil de messidor, ne songe qu'au « Corse à cheveux plats ».

Le pays ayant épuisé toutes ses ressources, faisait, nous le verrons, d'une voix unanime, mais d'une voix déjà traversée par les hoquets de la mort imminente, appel au soldat, et plus spécialement au grand soldat de Rivoli.

V

L'APPEL AU SOLDAT

Notre dernière conférence vous a montré que, en dépit d'un vers célèbre, la France n'était rien moins que belle « au grand soleil de messidor » an VII.

« Au grand soleil de messidor », une nation semblait, tout au contraire, se décomposer, et, autour d'elle, les nations hostiles s'apprêtaient, plus sûrement qu'en 1792, à se partager ses lambeaux.

Vous savez que ce ne sont point là des phrases et quels faits les justifient. Nous voici, en cette fin de l'été 1799, arrivés à l'heure critique où un grand pays va se perdre ou se sauver.

Quand, à l'intérieur, tout est anarchie, les Jacobins terroristes tentent de relever la guillotine, et, à quelques lieues

de nos frontières, les Cosaques de Souvorof semblent prêts à déferler.

Tandis qu'affolé, le gouvernement directorial cherche une solution aux maux qu'il a en grande partie créés, la Nation, elle, cherche le sauveur d'un œil angoissé.

En réalité gouvernement et Nation sont fatalement poussés dans les bras du soldat. L'heure de César a sonné. Il était inévitable qu'elle sonnât.

On parle souvent des *lois* de l'histoire. Le mot est ambitieux. Il n'y a pas de *lois* de l'histoire si on prend le mot dans la rigueur qu'il a dans les sciences exactes. Plutôt comparerais-je les phénomènes politiques à ceux de la chimie. Mettez en présence tels et tels éléments dans la cornue sous une pression et à une température données : le chimiste prédira le résultat à coup sûr. Mais il y faut les éléments, la pression et l'atmosphère, — et aussi que la cornue ne casse pas. Dans les premiers jours de l'an VIII de la République, automne de 1799, les éléments sont en présence d'où, fatale-

ment, jaillira le phénomène qu'en histoire politique nous appelons le *césarisme;* la pression y est, et l'atmosphère. La cornue eût pu casser, Bonaparte arrêté en mer par les Anglais. La cornue ne cassa pas : voilà où est la part du Destin.

Les éléments sont en présence : un pays désabusé de tout, sauf d'un homme, et l'homme capable de sauver ce pays. La République n'existe plus ni dans les lois ni dans les mœurs ; elle est une fiction. Le gouvernement même de la République la livre parce que ses membres n'ont plus aucune foi dans son avenir.

Jean Jaurès a écrit cette phrase inattendue, dans *l'Humanité* du 7 août 1905 : « C'est avec son autorité de Consul que le premier Bonaparte a fait Brumaire », ce qui prouve qu'un grand orateur peut avoir de regrettables distractions. Est-ce pure distraction? Il voulait démontrer qu'il faut à tout coup d'État, pour qu'il réussisse, la complicité du pouvoir parce qu'il lui déplaisait d'avouer qu'en réalité

le César de Brumaire avait jailli des flancs de la nation. Non, n'en déplaise à l'ombre de Jaurès, ce n'est pas avec « son autorité de Consul » que Bonaparte a fait Brumaire. Brumaire, d'ailleurs, n'a pas été fait ; il s'est fait tout seul ou à peu près.

*
* *

Il est certain, cependant, que l'état d'esprit césarien, qui a créé l'atmosphère, avait gagné le gouvernement même dans la personne de son plus illustre membre : l'ex-abbé Sieyès.

Je vous ai dit comment ce philosophe politique avait été porté au Directoire par le flot démagogique, au milieu d'une sorte de curiosité générale, et comment aussi, ayant fait éliminer, par le coup d'État de prairial an VII, les collègues qui lui déplaisaient, il avait paru la tête désormais éminente d'un gouvernement, à la vérité tombé plus bas que jamais. Lui, faisant allusion à l'improbité des directeurs éliminés et de l'entourage, affirmait : « avoir chassé les marchands

du temple. » Les anciens prêtres ont de ces réminiscences sacrées.

Mais le malheureux temple, qui d'ailleurs restait fort encombré de marchands, l'était plus encore de braillards, y troublant le culte dont Sieyès se tenait pour le grand prêtre. C'étaient ces terroristes, pour ainsi dire, d'arrière-saison, qui, entrés en nombre dans les Conseils, avaient pu imposer à la majorité complètement désaxée les trois lois, conscription forcée, emprunt forcé aux riches et loi des otages.

Le Directoire, qui n'avait pas le sens national, leur eût peut-être pardonné ces fâcheuses initiatives, si, par ailleurs, ces revenants de la Terreur n'eussent grandement troublé les digestions des directeurs et de leurs amis.

Ayant été de ceux qui avaient mis en pièces le Directoire en prairial, ils en avaient profité pour arracher à la gratitude du nouveau Directoire (doublée d'une certaine peur) la réouverture des clubs. Ceux-ci s'étaient rouverts en effet dans les principales villes de province.

Et celui de Paris s'était installé dans la salle même du Manège qui venait d'être abandonnée par le Conseil des Cinq-Cents pour le Palais-Bourbon. La présence de ces Jacobins dans la salle même où avait siégé la Convention donnait presque un caractère officiel au grand club ressuscité. En tout cas, les Anciens pouvaient, des Tuileries où ils siégeaient, entendre les furieuses clameurs qui s'élevaient de ce foyer d'agitation violente.

La tribune du club retentissait en effet des pires propositions ; les communistes à la Babeuf y exposaient, au milieu des plus frénétiques applaudissements, les doctrines niveleuses, et les terroristes y demandaient le rétablissement du Comité de Salut public, du Tribunal révolutionnaire et de la guillotine où l'on parlait souvent d'envoyer les « Tartufes du Directoire ». Chose particulièrement inquiétante, on y voyait fréquenter nombre de soldats, des grenadiers de la Garde des Conseils et jusqu'à certains généraux aigris tels qu'Au-

gereau, Jourdan et même Bernadotte. La presse d'extrême gauche se multipliait et, tous les jours, attaquait à peu près tout le monde.

*
* *

Devant ces attaques, une réaction se prononçait dans les Conseils et jusque dans le Directoire. L'extrême gauche ne constituait dans le Corps législatif qu'une forte minorité tapageuse. Parmi les députés, parmi les élus même de l'an VII, tout un groupe, qui s'était, en quelque sorte, cherché pendant six mois, commençait à se constituer, un parti que le dégoût et la crainte des néo-terroristes faisait très nettement réacteur.

Pour eux, les néo-terroristes bâtardés de communistes, s'ils n'étaient arrêtés, allaient rejeter promptement le pays, après une courte convulsion, à cette contre-révolution intégrale que redoutait tant l'oligarchie en jouissance. Ce groupe était très précisément formé de

revenants de toute la Révolution : d'anciens présidents du vieux Club des Jacobins, d'ex-conventionnels régicides, des députés qui, dans les Conseils, comme naguère à la Convention, avaient voté toutes les lois de proscription, en Fructidor, en Floréal, en Prairial, et soutenu le Directoire. Mais maintenant ils n'avaient plus confiance dans la durée du régime et cherchaient, pour assurer le lendemain, à canaliser la réaction et à la faire à leur façon.

C'étaient de nouveaux modérés, mais, restant de tempérament jacobin, c'étaient modérés rares, parce que modérés vigoureux. Nouveaux « conservateurs » aussi (le mot avait été inventé par l'un d'eux, l'ex-conventionnel de Bry), ils l'étaient surtout des conquêtes de la Révolution, y compris celles que personnellement ils y avaient faites. Boulay de la Meurthe était le type de ces hommes qui rêvaient d'appliquer au triomphe de cette idée « conservatrice » les procédés qu'ils avaient employés à ruiner, depuis dix ans, leurs adversaires de droite. Ils

avaient, les mauvaises lois votées, remis la main, sinon sur les Cinq-Cents plus avancés, sur les Anciens, car ce Sénat de la République, composé de gens mûrs, se prêtait moins aux audaces. C'est parmi ces hommes que se recruteront les hauts agents de la révolution de Brumaire.

Ils avaient trouvé leur homme au Directoire en la personne de Sieyès.

Celui-ci avait paru d'abord s'accommoder du régime des Assemblées. Barras lui ayant demandé quels députés il comptait encore frapper, le philosophe avait eu une parole admirable : « Les députés sont tous bons ou mauvais selon la manière de s'en servir. » Mais trouvant les députés de l'extrême gauche moins malléables qu'il ne l'avait pensé et voyant les Conseils se plier d'abord à leur loi, il avait, lui aussi, irrévocablement condamné le régime. Il avait alors pensé à établir en France un prince allemand, un cadet des Hohenzollern qui, étant étranger et protestant, rétablirait l'autorité sans se laisser entraîner

à aucune contre-révolution. Cette combinaison se mûrissait dans les loges maçonniques. Elle était étrangement chimérique, et Sieyès l'avait abandonnée. Il avait songé alors à favoriser l'accession au trône rétabli du jeune Louis-Philippe d'Orléans qui, étant le fils de son père, rassurerait les Conventionnels en s'en entourant. Mais on craignit que, honni comme intrus par les vrais partisans de la dynastie, il le fût, comme Bourbon, d'une partie de la nation. C'est ainsi que fut reculé de trente ans l'avènement du roi-citoyen.

Alors, après avoir adopté et rejeté diverses solutions, l'ex-abbé avait fini par s'acculer lui-même à celle qui, à la vérité, venait à la pensée de tous : un général. « On ne peut rien fonder avec des brouillons et des bavards, confia-t-il à Fouché, il nous faut une tête et une épée. » La tête, il la connaissait ; elle était sur ses épaules à lui, Joseph Sieyès, le premier penseur politique de France. Restait à trouver l'épée.

*
* *

Vous savez que les épées ne manquaient pas. Mais, jusque-là, toute l'application de ceux que le brave général Lefebvre appelait ces « foutus avocats » avait été d'écarter ces soldats. « Il faut redoubler de manœuvres, avait dit Barras en germinal an V, pour écarter tous ces généraux qui... ont l'ascendant de la renommée. » Tel était resté le mot d'ordre. Lorsque les Cinq-Cents avaient parfois proposé comme candidats au Directoire, des militaires, Beurnonville en l'an V, Masséna et Augereau en l'an VI, Brune et Lefebvre en l'an VII, les Anciens les avaient toujours écartés. Et si l'on avait, lors des événements de Prairial, effacé le nom de Berthier pour prendre un autre soldat, ç'avait été « ce goujat de Moulin », comme disait Bonaparte, un soldat de barricades.

Maintenant Sieyès, dans son cabinet du Luxembourg, pesait les vraies épées.

Bonaparte l'effrayait et lui déplaisait.

D'ailleurs, après de brillants succès, le général en chef de l'armée d'Égypte avait été, par la destruction de notre escadre de la Méditerranée à Aboukir, enfermé dans sa conquête et il n'y avait aucune chance qu'il en revînt assez tôt, non plus que Kléber, Desaix et Berthier bloqués là-bas avec lui. Masséna était bon capitaine, mais des incidents récents le faisaient tenir pour terriblement incommode. Brune et Augereau passaient pour des butors. Jourdan, diminué par ses défaites récentes en Allemagne, s'était enrôlé dans le parti des clubs. Il y avait encore Bernadotte, infiniment plus souple, déjà pourvu du ministère de la guerre ; mais Sieyès, d'après Barras, disait que cet homme qui avait un profil d'aigle n'était qu'un merle, et le voyant frayer lui aussi avec l'extrême gauche, les directeurs ne cherchaient qu'une occasion pour l'éliminer même du ministère. Moreau était respectable et modéré, mais il était timoré ; c'était l'homme des savantes retraites plus que des vigoureux assauts.

Restait Joubert : il semblait l'idéal. Ardent patriote et républicain bouillant, il ne s'était jamais compromis dans la politique. « Je n'épouserai jamais aucun parti de cette anarchie, écrivait-il à son père dès 1795. Je ne veux voir que les Piémontais. » De fait, contre ces Piémontais, puis contre les Autrichiens, il s'était jadis, sous Bonaparte, battu en héros, avec vaillance, avec ivresse. Il était un des soldats d'élite de cette armée d'Italie si entourée de prestige. « Grenadier par le courage, avait écrit de lui son chef, général par le sang-froid et les talents militaires. » Jeune, beau, généreux, il était honnête homme. Il plaisait à tous les mondes : soldat de la Révolution, il venait d'épouser une jeune fille de la ci-devant noblesse, Mlle de Montholon. Fouché le signala à Sieyès. Celui-ci le fit appeler au commandement de Paris qui avait été le début de Bonaparte et Joubert y avait pris alors nettement position contre l'anarchie : « Voulez-vous, disait-il, que les républicains soient confondus avec des échappés du bagne? »

Manifestement, Sieyès lui préparait les voies, en entamant, d'accord avec le parti néo-conservateur des Conseils, la campagne contre les « anarchistes ».

*
* *

C'est sous son inspiration que le Conseil des Anciens, de qui dépendait la salle du Manège, signifia à ses fâcheux occupants de déguerpir. Furieux, ils transportèrent leur club dans l'ancienne église Saint-Thomas-d'Aquin, devenue « temple de la Paix », et qui cessa de l'être, du coup. Ce jour-là même, Sieyès, présidant alors le Directoire, vint pontifier à la fête anniversaire du 9 Thermidor et stigmatisa ceux qui entendaient ressusciter Robespierre.

La guerre étant déclarée, il fallait la pousser vivement, fermer le Club et briser la presse jacobine. A cette tâche, qui employer? Il y avait un ministre de la police fort incapable. Par qui le remplacer? Talleyrand, avec sa finesse ordinaire, conseilla de prendre un ex-terro-

riste : « Il n'y a qu'un Jacobin qui puisse combattre les Jacobins, » dit-il. Et comme Barras l'interrogeait du regard, il dit : « Fouché. »

Comme Jacobin, on n'avait pas mieux. Un homme qui, ancien oratorien, avait déchristianisé, sous menace de la guillotine, trois départements du Centre, puis fait mitrailler, dans la plaine des Brotteaux, 10 000 Lyonnais, frayé avec les « exagérés » de la Convention et, au début du Directoire, avec Babeuf et les communistes, qui rêver de plus désigné pour frapper à gauche sans s'exposer au reproche d'être un agent de la contre-révolution? Il accepta le ministère de la police avec le mandat spécial qui, pour l'heure, y était lié, déposa sur le bureau des Anciens un rapport visant à la fermeture des clubs, paralysa Bernadotte, ministre de la guerre, en le terrifiant, puis, à la tête d'un petit peloton de gendarmes, lui, ancien président du Club des Jacobins, se présenta au nouveau Club, déclara dissoute l'assemblée au milieu des plus furieuses clameurs, fit

chasser les clubistes, ferma les portes et vint en apporter les clefs sur le bureau du Directoire, ayant ainsi commencé à conquérir le duché d'Otrante en pleine rue du Bac. Le *Journal des hommes libres* ayant couvert d'injures ce traître, « le traître » fit supprimer le journal et tout fut dit.

On vit alors combien était, suivant un terme de Barras, « usé » ce parti qui, depuis trois mois, en faisant du tapage, pesait sur les Conseils. Pas un mouvement ne se produisit dans les faubourgs pour les soutenir. Les partis violents sont souvent simples vessies qui, après avoir passé pour des lanternes fulgurantes, crèvent sans bruit et s'affaissent sous un simple coup de canif.

De fait, des Conseils aux faubourgs, l'extrême gauche ne parvint pas à soulever la moindre colère. Mais, enfermée dès lors dans une opposition rageuse, elle attendit l'occasion d'attaquer derechef le Directoire oppresseur des vrais républicains, dussent ces vrais républicains faire, eux aussi, appel au soldat, s'il consentait à servir ses rancunes.

*
* *

L'occasion d'attaquer le Directoire pouvait leur être d'ailleurs très vite fournie par l'effroyable situation de nos armées.

Les Russes, maîtres de la Lombardie, étaient entrés en Piémont. Si on ne les arrêtait, ils allaient sous peu arriver aux Alpes Maritimes, se jeter sur la Provence. Sans doute, d'autre part, les Autrichiens menaçaient le Rhin et une armée anglo-russe la Hollande, mais c'étaient les Cosaques de Souvorof qui semaient le plus de terreur. Il fallait à tout prix les arrêter par une contre-offensive. Moreau, à son ordinaire, sans oser risquer une bataille qu'il jugeait téméraire, battait en retraite. Le Directoire se résolut à envoyer Joubert en Italie.

Ainsi ferait-on coup double. Souvorof arrêté, Joubert reviendrait couvert de lauriers et, ainsi, fort « de la renommée nécessaire par la magie de son rôle ».

Or, le 15 avril 1799, 27 thermidor an VII, le choc s'étant produit à Novi, entre les 70 000 Russes de Souvorof et les 40 000 Français de Joubert, le jeune général tombait, dès le début de l'action, frappé à mort, certains dirent d'une balle tirée par derrière, ce qui n'est pas prouvé. Moreau reprit le commandement et, après une bataille où, sous ce chef à la tête froide, nos soldats firent des prodiges de valeur, un contre deux, il dut néanmoins céder à Souvorof le champ de bataille couvert de 16000 morts, 8 000 à peu près de chaque côté. Moreau se retirait dans Gênes et Souvorof s'apprêtait à l'y enfermer, puis à se jeter sur la Provence.

Joubert avait semblé la dernière carte de la France ; il était, en tout cas, nous le savons, la dernière carte du Directoire. Il y eut un moment de panique, notamment au Luxembourg où il fallut que Fouché, si on peut l'en croire lui-même, vînt relever les courages abattus. Il fallait tout de suite remplacer une épée par une autre : on rappela Moreau dont

Novi avait fait éclater tout au moins l'opiniâtre sang-froid. Peut-être se chargerait-il de l'opération que rêvait Sieyès. Et, pour que rien n'embarrassât sa marche, on parvint à éliminer Bernadotte du ministère de la guerre.

Jourdan essaya bien dans les Conseils de faire passer une motion rétablissant un Comité de Salut public. Il échoua. Quelques meneurs s'étant jetés dans les faubourgs pour les soulever, n'y réussirent pas. « Ils ne sont pas parvenus, dit un journal, à communiquer à la foule le mouvement électrique qui produit les révolutions. »

En fait, la foule avait la nausée de tous les tribuns, grands et petits, et vomissait la Révolution. « Le charme est rompu », écrit un autre journaliste.

Le parti jacobin vaincu rongeait son frein. Chose affreuse, ces Français, dévoyés par la politique, ne mettaient plus leur espoir que dans une nouvelle défaite qui leur permettrait peut-être une revanche.

*
* *

Ils accueillirent donc fort mal deux nouvelles qui, en d'autres temps, eussent rendu au gouvernement un prestige singulier et remis d'aplomb le pays.

Au lendemain de Novi, tout semblait perdu. Souvorof, qui avait pour devise : « Le fer dans le ventre de l'ennemi », poussait vivement vers les Alpes Maritimes quand, brusquement, il fut arrêté par la jalousie du Conseil aulique de guerre de Vienne.

Nous savons mieux depuis quelques années quelles faiblesses présentent les coalitions en apparence les plus puissantes et quelles divisions peuvent soudain désorganiser la victoire. Déjà l'Europe, s'estimant assurée d'écraser la malheureuse France quand elle le voudrait, se divisait. Les Autrichiens, jaloux du succès de Souvorof et inquiets à lui voir faire la loi en Italie, entendaient l'en arracher. Le Conseil aulique de guerre obtint qu'il fût arrêté au moment

où il allait envahir le Midi de la France. L'important semblait bien d'ailleurs, pour la coalition, de défoncer notre centre : ce centre était constitué par l'armée de Masséna qui occupait le plateau suisse. Vous savez comment, sans attendre que le gros des Russes fût parvenu à franchir les Alpes au Saint-Gothard, le valeureux chef français se jeta sur leurs fortes avant-gardes, en l'espèce le corps de Korsakof, le battit à Zurich, fit attaquer par Lecourbe les autres corps russes au Gothard et força Souvorof à se jeter dans le Tyrol, déconfit et abattu. Les Français seuls peuvent, quand ils semblent à bas, réserver de pareilles surprises à leurs ennemis.

Et, à l'heure même où Masséna, loin de laisser défoncer notre centre, défonçait celui de l'ennemi, à l'extrême aile gauche de notre énorme ligne de bataille, le général Brune, attaquant entre Bergen et Alkmaar en Hollande, les Anglais et les Russes, les forçait à se rembarquer après les avoir battus.

La victoire semblait donc revenir sous nos drapeaux à l'heure même où le Directoire paraissait avoir réduit à l'impuissance la malfaisante bande des jacobins réfractaires. L'épouvantable crise qui, pendant l'été de 1799, avait menacé la France, à l'intérieur et à l'extérieur, semblait momentanément conjurée. On pouvait penser que la France allait faire éclater sa joie.

*
* *

Elle ne fit éclater aucun sentiment. Car alors se révéla combien, lasse de sa Révolution, la nation restait insensible à tout.

La dernière crise avait achevé la malade. Elle en restait prostrée... Elle avait paru indifférente aux défaites, elle l'était aux victoires. J'ai déjà cité le rapport de police où il est dit : « Il semble qu'en lisant ce récit de nos batailles, on lise l'histoire d'un autre peuple. » Et pas plus on ne s'était congratulé de la chute des jacobins. Le Directoire en avait triomphé, mais c'était un vainqueur trop

faible pour qu'on eût dans la durée de sa victoire la moindre confiance. Et, quant aux victoires de Masséna et de Brune, elles seraient sans lendemain et ne nous sauvaient, disait-on, que pour trois semaines. Elles n'imposeraient pas la paix ; or on ne voulait que la paix, et elle n'était possible qu'après de plus décisives victoires.

Il fallait donc un maître qui, d'une main puissante, arrêtât la dissolution du pays, un protecteur à poigne ; il fallait aussi un guerrier invincible qui, d'un revers d'épée, rapide comme la foudre, forçât l'Europe à une paix glorieuse, un vainqueur pacificateur.

Un seul homme pouvait réaliser ce double personnage, et il était loin.

Bonaparte restait enfermé dans sa conquête, étroitement bloqué par la croisière anglaise qu'il ne pouvait traverser que par miracle. Il était bien vain de penser à lui. Les policiers relèvent le mot qui se répétait : « Ah ! si Bonaparte était là ! » Mais c'est un regret qui s'exprimait et non une espérance.

*
* *

Parce qu'il n'était pas là, la France vivait sans espérances.

Je vous ai dit dans quel état moral et matériel elle se trouvait, et comment elle semblait, cette magnifique France, sous un gouvernement incapable et malfaisant, retourner, suivant l'expression de Vandal, à l'état inorganique des empires d'Orient, aller, ai-je encore dit, à cette décomposition matérielle et morale où nous avons vu de nos jours tomber l'empire russe.

Mais, à la différence de ce que nous voyons aujourd'hui en Russie, il restait dans ce pays une incalculable puissance de résistance et de réaction, de restauration et de rebondissement, simplement comprimée par la « tyrannie haletante » du Directoire et déprimée momentanément par un régime qui eût déjà tué toute autre nation.

Deux fois déjà, au moins, cette France avait paru sombrer en un abîme. C'était

au quinzième siècle, quand, la guerre anglaise durant depuis cent ans, les émeutes des villes, les jacqueries des campagnes, les effroyables querelles des partis Armagnac et Bourguignon, la trahison qui avait livré Paris au roi étranger, le ravage de vingt provinces, le désarroi des consciences et des esprits, avaient paru condamner la France à disparaître de la Chrétienté. Et c'était encore à la fin du seizième siècle, quand les douloureuses divisions religieuses aboutissant à une guerre civile abominable, les querelles des grandes familles, la maladive faiblesse des derniers Valois, la crise des consciences engendrant la dissolution des âmes, l'insurrection des « huguenots », puis celle de la « Ligue », l'installation à Paris d'une commune terroriste, les usurpations des gouverneurs de provinces et l'intervention de l'étranger appelé par les partis, avaient, une seconde fois, semblé condamner à la mort infâme celle qui, naguère, sous François Ier, avait su tenir tête à la formidable hégémonie de Charles-Quint et la briser.

Oui, deux fois déjà, celle que ses ennemis enragés de sa grandeur devaient souvent appeler « l'insolente nation », avait paru s'affaisser comme sous une croix trop lourde et rouler aux abîmes.

En 1430, une jeune fille s'était levée et avait sauvé le pays. En 1589, un prince du sang de saint Louis avait, sans timidité, fait appel de la France en convulsion à la France éternelle. Le cri inspiré de Jeanne, le vaillant sourire du Béarnais avaient deux fois fait le miracle. Deux fois, l'Europe stupéfaite avait vu cette nation abattue se relever soudain de son abaissement, cette nation déchirée se réconcilier, cette nation envahie se libérer, cette nation ruinée se rebâtir, cette nation démoralisée se restaurer et, en quelques années, rebondir des abîmes, où elle était plongée, aux sommets d'où, un quart de siècle après, elle avait, suivant sa coutume, rayonné sur le monde.

Ce sont les *réveils français* que j'aime à évoquer sans cesse parce qu'ils ne constituent pas seulement de glorieux souvenirs, mais des garanties réconfor-

tantes de notre incomparable vitalité.

« Si je n'étais venu, dira Napoléon, un autre serait venu. *Un homme n'est qu'un homme.* » Forte et belle parole qui indique assez que l'orgueil du grand homme ne l'a pas toujours aveuglé.

« Un homme n'est qu'un homme. » Que voulait-il dire et comment devons-nous l'entendre?

C'est qu'un homme, si génial qu'on le suppose, ne peut relever seul et seul porter les colonnes brisées du temple. Il y faut le concours d'un peuple. En vain, Jeanne eût délivré Orléans, en vain le Béarnais eût vaincu à Ivry, en vain Richelieu eût reçu de Louis XIII la tête de son conseil, en vain Bonaparte eût été porté au pouvoir et, j'ajouterai en vain Joffre eût triomphé à la Marne, si toute une nation, semblant quelques heures auparavant perdue, n'avait collaboré tout entière à son salut et à sa restauration.

« C'est le fond qui manque le moins. » C'est à la France que pensait l'un des plus français de nos écrivains quand

il contait *le Laboureur et ses enfants.*

Le *fond de France*, il s'est révélé dans toutes nos crises, et, à l'heure où elles semblaient mortelles, il s'est montré résistant à miracle. De ce fond de France, se sont élevées, aux heures critiques, les grandes vertus héréditaires qui travaillèrent, après chaque crise, à la restauration. Parfois on ne l'aperçoit plus sous les vapeurs malsaines que les luttes politiques, sociales, religieuses, les troubles moraux et les querelles civiles font flotter au-dessus du sol. Soudain le nuage se dissipe : le fond de la France est resté, fait de foi solide, de bon sens ironique, de vaillante espérance, d'esprit national. Le nuage qui pesait sur la France dans les premières semaines de l'an VIII semblait particulièrement épais et méphitique. Il allait cependant se dissiper et, une fois de plus, on constaterait que le fond de France était toujours là. Non, en cet automne de 1799, le fond de France ne manquait pas. C'est du fond de France que l'appel à Bonaparte jaillissait et la restauration de la nation qui

suivra l'avènement du sauveur sera l'œuvre de tous.

*
* *

La France était opprimée, démoralisée, pervertie par le régime exclusif de l'esprit de parti. L'union des citoyens était rompue. Il n'est pas d'époque où, en apparence, tant de Français se détestassent autant.

Querelles politiques : dix partis, depuis 1798, s'étaient succédé au pouvoir, et tous s'étaient proscrits sans arriver à s'écraser tout à fait : royalistes, feuillants, girondins, dantonistes, hébertistes, robespierristes, thermidoriens, jacobins de dix nuances, communistes de l'an III, libéraux de l'an IV, tous proscrits à leur tour, avaient laissé dans le pays des germes de haine. Et, dans les plus petits bourgs, deux partis, au moins, se déchiraient.

Querelles sociales : on avait proclamé, en 1789, l'égalité avec la liberté, mais, après l'avoir proclamée, on avait bafoué l'égalité avec la liberté ; une nou-

velle classe de riches s'était élevée, plus odieuse que l'ancienne parce que, très précisément, c'était sur l'exploitation des principes hypocritement proclamés qu'elle avait érigé sa fortune et, tandis que les anciens propriétaires dépouillés, clergé et noblesse, n'avaient point renoncé à leurs revendications contre la propriété, celle-ci était déjà, par les menaces communistes, menacée d'être jetée bas.

Querelles religieuses : les pires peut-être, parce qu'elles empoisonnent toutes les autres : l'Église catholique divisée par un schisme artificiel, mais néanmoins générateur d'âpres luttes ; pour chaque diocèse deux évêques, dans chaque paroisse deux curés s'excommuniant, se disputant les âmes, et, contre ces deux Églises, la brutale entreprise de déchristianisation dressant, nous l'avons vu, les autels de la libre-pensée. Et puis, compliquant ces grandes querelles, les haines individuelles, le désir de vengeance chez les fils des victimes, la peur conseillère de nou-

velles violences chez les bourreaux d'hier.

Que fallait-il, avant tout, pour que l'union, condition nécessaire de la restauration nationale, se rétablît? Un grand arbitrage. Et qui pouvait arbitrer? Par tradition française, le gouvernement! Et ce gouvernement, c'était le Directoire, composé de ces gens qui, écrivait Benjamin Constant, « croient avoir bien mérité de la République quand ils lui ont fait un ennemi de plus ».

Le pays déchiré aspirait à l'union. Il voulait un arbitre qui ne fût compromis dans aucune des querelles passées.

Par ailleurs, le peuple des villes, plus misérable après tant de grandes promesses, désirait un vengeur. Les paysans, maîtres de la terre, mais menacés de la perdre en cas de contre-révolution, aspiraient à consolider la propriété par la consolidation de l'État révolutionnaire; ils rêvaient d'un ordonnateur. Les uns et les autres n'exprimaient qu'un désir, parce qu'ils n'avaient qu'un besoin, « besoin d'être méthodiquement

gouvernés », dit une lettre de l'époque.

Subsidiairement, des groupes s'étaient détachés du régime : les financiers, qui déjà étaient une puissance, sentaient, eux aussi, leur fortune branlante tant qu'un gouvernement fort ne s'établirait pas au-dessus d'une nation travaillée par l'anarchie ; la Bourse elle-même attend l'homme à poigne.

Et, à l'autre extrémité de la société, le monde intellectuel attend aussi, appelle, avec de nouvelles mœurs, un « restaurateur ».

Il faut s'y arrêter un instant. Si étrange que la chose paraisse, c'est l'Institut de France qui a peut-être le plus activement collaboré à la révolution de Brumaire. C'est d'ailleurs la seule à laquelle aient travaillé les cinq Académies, et la chose ayant assez mal tourné pour elles, elles ont renoncé depuis longtemps à ce genre de récréation.

Ne les prenez point à cette époque, les classes de l'Institut, pour l'asile de la réaction contre-révolutionnaire. Il s'en fallait du tout.

Cet Institut de France, organisé depuis cinq ans, était au contraire, à cette époque, animé plus qu'aucun corps, du vieil esprit de la Révolution. Les cinq classes prétendaient même être « le Conservatoire de la doctrine ». Corps exclusivement libre-penseur, l'Institut renfermait en son sein tout ce qui, dans les sciences, les lettres et les arts, avait donné des gages à l'esprit révolutionnaire et philosophique. Mais, trop « purs » en général, pour ne point juger sévèrement la corruption de la société, trop intelligents pour ne point juger plus sévèrement encore la politique du Directoire, trop bons patriotes pour ne pas apercevoir nettement la dissolution de la France, trop orgueilleux aussi pour en accuser les principes qui leur étaient chers, les membres de l'Institut pensaient que les spéculateurs de la basse politique avaient trop longtemps gouverné et qu'à eux seuls, savants, artistes et lettrés, appartenait de faire enfin triompher « l'Idée philosophique de la Révolution ». Ils étaient dégoûtés

du personnel avili et du régime impuissant. Ils rêvaient d'un homme qui, entouré du prestige de la « vertu », leur donnât des garanties sur le terrain des principes révolutionnaires.

Un grand soldat seul pouvait, à cette heure, réaliser cet idéal. Les soldats étaient prestigieux et tous étaient, je l'ai dit, ou passaient pour être parmi les citoyens les plus républicains. L'un d'eux, le plus grand de tous, était apparu à l'Institut comme le type accompli de ce qu'il rêvait, un héros de Plutarque qui lisait Voltaire et Rousseau. Il avait voulu être des leurs ; il avait assisté à leurs séances, il avait flatté leur orgueil ; savants, lettrés, artistes, il les avait entretenus de leurs travaux et, quand il était parti pour l'Orient, il en avait emmené avec lui toute une équipe dont il avait fait l'Institut d'Égypte. Ce n'est pas sous un pareil homme qu'on proclamerait que « la République n'a pas besoin de chimistes » ; au contraire, « les chimistes » l'aideraient à gouverner la République. En 1798, Mme de Staël,

désabusée, elle aussi, du régime, engageait la nation à remettre son sort entre les mains de l'Institut ; le féminisme n'étant qu'au début de ses progrès, cet Institut ne l'avait pas appelée dans son sein, mais, comptant beaucoup d'amis, elle se faisait un peu l'effet d'en faire partie. Bonaparte, avait-elle écrit, en se faisant recevoir de l'Institut, « a montré à l'opinion sa véritable route ». Et maintenant cet Institut à qui Germaine de Staël voulait que la nation fît appel, faisait, lui aussi, appel au soldat. Et c'est dans son sein que se préparera le plus activement son avènement.

Chose curieuse, l'Institut, avec tant d'autres, cherchant le « restaurateur » dans les rangs de l'état-major, c'était peut-être cet état-major qui paraissait le moins disposé en masse à favoriser l'avènement d'un des siens. Certes, nous savons combien tous ces grands chefs méprisaient le gouvernement, « ces avocats-rois », qui, disait-on, « depuis le commencement de la Révolution n'ont cessé d'avilir le militaire ». C'est à qui, parmi

eux, criera le plus fort qu'il faudra un jour « jeter les avocats à la rivière ». « Je finirai tout cela avec vingt grenadiers », s'est écrié Joubert. « Vingt grenadiers, c'est trop, a riposté ce Gascon de Bernadotte, un caporal et quatre hommes, c'est assez pour faire déguerpir les avocats. » Mais précisément chacun y prétendant, ils se surveillaient d'un œil jaloux. A droite, Moreau, après Joubert, s'appuie sur les modérés ; à gauche, Jourdan et Augereau sur les jacobins. Mais qu'arriverait-il si l'un d'eux triomphait : ses camarades, se jugeant tout aussi dignes que lui, le renverseraient et peut-être entrerait-on dans une nouvelle période d'anarchie, dans l'ère des *pronunciamentos*. Il fallait un soldat, mais si supérieur à tous qu'il s'imposât à eux, comme à tous.

Un seul nom, je le répète, venait à toutes les lèvres. Les partis, qui se tenaient tous pour opprimés, l'appelaient tous ; les catholiques, à qui on avait dit qu'en Italie il avait ménagé le pape, et les philosophes, qui le tenaient pour un

voltairien, l'appelaient. Les jacobins espéraient trouver en lui un Cromwell, les libéraux un Washington, les royalistes un Monck. Les paysans l'appelaient pour qu'il couvrît de sa main sans défaillance la nouvelle propriété rurale et les financiers pour que, de la même main, il assît les fortunes récentes ; l'ouvrier pour qu'il fît rouvrir les ateliers et le bourgeois pour qu'il calmât les faubourgs ; l'Institut pour qu'il fît régner la vertu et, sous des chefs militaires qui se neutralisaient, les soldats qu'il avait conduits à la victoire pour qu'il la ramenât sous leurs drapeaux. On attendait de lui, et le rétablissement de l'ordre assis sur la justice, et la conclusion de la paix assise sur la victoire.

Oui, tous l'appelaient. Mais l'appel se perdait dans l'immense espace bleu qui séparait de la France l'Égypte tous les jours plus étroitement bloquée par les vaisseaux anglais.

*
* *

Le 19 vendémiaire, des messagers du Directoire se présentaient au Palais-

Bourbon où siégeaient les Cinq-Cents. L'un d'eux monta à la tribune et lit : « Le Directoire, citoyens, vous annonce avec plaisir qu'il a reçu des nouvelles d'Égypte. Le général Berthier, débarqué le 17 de ce mois à Fréjus *avec le général Bonaparte...* » On n'écoute pas le reste. Les députés de tous les partis, sur tous les bancs, se sont levés spontanément. C'est un délire. On s'embrasse aux cris de : « Vive la République ! » Une heure après, ils seront eux-mêmes étonnés de cet enthousiasme qui les a tous mis debout. Ce sont des Français. Un instant, dans cette assemblée misérable, résidu de tous les coups de violence, déchirée hier par de violentes querelles et qui, naguères, votait les lois de guerre civile, un souffle a passé, le souffle qui va traverser tout le pays. Nous savons bien, nous rappelant la séance du 4 août 1914 dans ces mêmes murs du Palais-Bourbon, nous savons bien ce qu'est ce souffle-là. C'est celui qui, venu du plus profond, à certains instants obscurci, de l'âme nationale, soudain

renverse, balaie, anéantit les bas calculs, les louches intrigues, les rancunes et les haines et fait l'union. A ce seul nom de Bonaparte, l'union, spontanément, se faisait.

Quelques jours avant, Sieyès, ayant convoqué Moreau au Luxembourg, l'avait nettement pressenti en vue du coup d'État. Le général avait demandé à réfléchir. Le 18, il fut mandé au Luxembourg où Sieyès lui confia la nouvelle qu'il venait de recevoir. « Voilà votre homme, avait dit immédiatement le général, il fera votre coup d'État bien mieux que moi. » Chacun déjà se rangeait sous sa loi.

Le 19, le futur général Thiébault entrant au Palais-Royal, quelques heures après la communication du gouvernement au Corps législatif, vit un spectacle insolite. Des groupes se ruaient autour d'un passant qui gesticulait et criait. Puis ils se dispersaient, chacun courant à perdre haleine comme pour semer plus vite une miraculeuse nouvelle. Un de ces passants heurta Thié-

bault et au vol lui cria : « Le général Bonaparte débarqué à Fréjus ! »

Une heure après, Paris était en fête. Des musiques militaires, sorties spontanément, emplissaient les rues du bruit de leurs fanfares. Le soir, dans les théâtres, un acteur vint, aux acclamations folles du public, annoncer la nouvelle. Cependant, dans les cabarets, le peuple réveillé buvait « au retour ».

Parfois, comme devant un rêve, quelqu'un disait : « Est-ce bien vrai ! »

C'était vrai.

Il était parti d'Égypte avec une prodigieuse foi en son étoile et comme aimanté par l'appel de tant de millions de Français. Depuis sept semaines, la *Muiron* voguait d'Alexandrie vers Marseille. Devant les voiles anglaises, on avait pu louvoyer, ruser, passer. Et doucement, le 17 vendémiaire, la frégate avait atterri devant Saint-Raphaël.

Le soldat avait entendu l'appel du pays. Et le destin s'était, lui aussi, prononcé.

*
* *

Dès lors tout était fatal.

Vous n'attendez pas que je retrace ou même résume devant vous l'histoire de ces quatre semaines où se prépara et se consomma la révolution attendue. Un admirable historien en a fait la matière d'un des plus beaux livres d'histoire qui aient été écrits : je veux parler d'Albert Vandal et de *l'Avènement de Bonaparte*. J'ai essayé, un jour, après lui, de retracer en quelques pages le récit des événements. Mon dessein n'est pas de le recommencer ici. J'ai entendu vous parler de la France du Directoire. Du jour où Bonaparte paraît, la France du Directoire disparaît. Soudain réveillée, elle est déjà la France de la résurrection.

Bonaparte n'a pas eu, d'autre part, à renverser le Directoire. On ne renverse, ai-je dit, que ce qui existe. Et déjà ce gouvernement était entré en agonie. Avant même que Bonaparte fût entré dans l'Orangerie de Saint-Cloud, ce Directoire se sera de lui-même, nous allons

le constater, dissous sous la poussée du dégoût public.

Et c'était bien une poussée qui, dès Vendémiaire, s'était produite, augmentant de jour en jour en irrésistible puissance.

Le jour même où la France avait appris son retour, une révolution s'était déjà faite dans les esprits, tous les esprits, et cette révolution des esprits rendait fatale celle des partis. « Tout le monde, écrivait, le 24 vendémiaire, un journal, tout le monde attend Bonaparte avec impatience parce qu'il rend espoir à tout le monde... On croit voir arriver avec lui la gloire, la paix et le bonheur ; ce n'est pas l'escorte ordinaire de nos énergumènes, mais ils devraient apprendre de lui *qu'avec de la justice et de la générosité, on peut faire aimer la République à tous les esprits.* » La joie est si générale que les rapports venus de tous les coins de la France s'en font l'écho. Je n'en citerai qu'un, bien singulier. « La nouvelle de l'arrivée de Bonaparte a tellement électrisé les républicains, écrit-on de Pontarlier (qui n'est

cependant pas dans le Midi), que plusieurs d'entre eux *ont été incommodés*, que d'autres ont versé des larmes et que tous ne savaient si c'était un rêve. »La France soudain se ressaisissait : de ce ressaisissement, je ne vous citerai encore qu'un trait. A Nevers, une centaine de conscrits venaient de se révolter, refusant de marcher. Apprenant que Bonaparte avait débarqué, ils demandèrent aussitôt à rejoindre. Par sa seule présence, il semblait rendre la France à elle-même.

Et elle attendait qu'il parfît son ouvrage.

Cet ouvrage, il l'envisageait, lui, d'un œil très net. Sur le point de s'embarquer, il avait dit à ses compagnons : « Je vais chasser les avocats. » Ce n'était qu'un mot à la Bernadotte ou à l'Augereau. Mais ce n'était pour lui que le geste préalable à une gigantesque entreprise : la reconstitution de la France.

Ce fond de France dont je parlais, il le devinait resté solide, sain et riche. « Il n'est pas de mauvais peuple pour un bon gouvernement, comme il n'y a pas de

mauvaises troupes sous de bons chefs », confiait-il à Thiébault le lendemain de son arrivée à Paris.

Mais il était nécessaire que l'événement qui se préparait, s'il devait être le point de départ d'une restauration politique, sociale, morale, se fît de l'assentiment de tous. Rêvant d'établir un « gouvernement national » capable d'arbitrer les querelles, il ne voulait pas les augmenter tout d'abord. Quand tout à l'heure le journal écrivait qu'il était « l'espoir de tous » parce qu'il allait apprendre « qu'avec de la justice et de la générosité on peut faire aimer la République à tous les partis », ce journal, et toute l'opinion avec lui, pénétrait parfaitement la pensée de l'homme. Et tout de suite il put se rendre compte que sa pensée se rencontrait avec celle du pays.

*
* *

Quand il fut arrivé à Paris, il reçut la visite de vingt hommes politiques venus de tous les points de l'horizon, issus de

tous les groupes qui, depuis dix ans, s'étaient succédé au pouvoir. Ils étaient tous d'accord. Quand il leur posa la question : « La chose est-elle possible? » ils répondirent d'une voix : « Elle est aux trois quarts faite ! »

Elle était aux trois quarts faite.

La majorité des Conseils était acquise. Le Conseil des Anciens était maintenant entre les mains des gens qui, précisément, s'étaient précipités rue de la Victoire le lendemain du retour. Le Conseil des Cinq-Cents venait d'élire président — indiscutable indication — le jeune Lucien Bonaparte. L'Institut, vous le savez, était prêt à sacrer celui qu'il appelait « le général le plus civil de l'armée », et ce général, en effet fort civil, n'avait pas négligé d'y fortifier son crédit. Berthollet et Monge, revenus avec lui, disaient la faveur constante dont l'Institut d'Égypte avait joui près du général en chef de l'armée d'Orient. Leurs collègues s'en sentaient chatouillés. Il les vit tous, de Marie-Joseph Chénier à Lagrange, de David à Volney ; huit jours

après son retour, ils lui amenaient leur collègue des *Sciences morales*, Sieyès, un instant hésitant, et le philosophe mettait son pouvoir au service du soldat. L'action de l'ex-abbé dissolvait lentement le Directoire que devait achever de livrer l'affaissement de Barras.

Les grands soldats d'abord hostiles se laissèrent tout au moins neutraliser. Jourdan, Augereau, Bernadotte étaient malveillants, mais, après tout, puisque c'était à un soldat que devait fatalement aller la République, ils se résignaient, fût-ce en maugréant, à celui-là parce qu'il les dominait. Et les jeunes chefs revenus avec lui d'Égypte, Berthier, Murat, Lannes, le portant aux nues, conquéraient les camarades.

Ainsi l'assentiment semblait général. En fait, il l'était.

Le 18 brumaire, c'est le Conseil des Anciens qui lui décerna la dictature et si, le 19 brumaire, l'opposition, soudain excitée, d'un petit groupe de députés, sembla un instant faire obstacle à cette substitution pacifique d'un gouverne-

ment à un autre, l'incident, si tendancieusement grossi plus tard par les historiens hostiles au Premier Empire, fut extrêmement minime. On a tant parlé, tantôt pour exalter le coup d'État et tantôt pour le flétrir, du fameux roulement de tambours du 19 brumaire, de l'entrée dramatique des soldats dans la salle de l'Orangerie et des toges déchirées des représentants du peuple, qu'on a fini par faire tenir en cette demi-heure suprême, fantaisistement contée, tout l'événement de Brumaire. En réalité, la révolution attendue, désirée, était alors consommée. Elle était faite par tous. Et ce ne furent même pas les soldats d'Italie et d'Allemagne qui entrèrent dans la salle qu'avaient déjà quittée les trois quarts des députés : ce furent les grenadiers du Corps législatif, garde jacobine de l'Assemblée, qui, à la dernière minute, et d'ailleurs à la requête de Lucien, président de l'Assemblée, vinrent expulser deux douzaines d'agités dont plus tard on fit les derniers des Romains, alors qu'ils n'étaient que les derniers des brouillons.

Non, Brumaire ne pouvait échouer parce qu'il était l'aboutissement logique, fatal, d'une situation dont, en ces cinq leçons, j'ai tenté de mettre en lumière les éléments.

*
* *

Lorsque, pour consommer cette révolution, Bonaparte se transportait à Saint-Cloud, le 19 brumaire, le Directoire, matériellement parlant, je vous l'ai dit, déjà n'existait plus. Le 18 au soir, Sieyès et son fidèle Roger Ducos avaient démissionné. Barras, sollicité de le faire, avait d'abord hésité. Depuis trois mois, il négociait secrètement avec les agents de Louis XVIII, mais, en réalité, il n'était plus maître ni de rien ni de personne. Et quand Talleyrand lui avait tendu la lettre de démission, ayant, dit-il, lui-même jeté un coup d'œil sur la rue de Tournon où la foule acclamait le nom de Bonaparte, il avait signé. Et Mme Tallien, accourue, lui reprochant d'avoir cessé (le mot est plaisant) d'être « digne de lui-même », il avait d'un geste

de lassitude montré la rue : « Nous sommes abandonnés ; nous crierions en vain ; il n'y aurait pas d'échos. » Le mot était juste, mais dans la bouche de l'homme qui depuis quatre ans représentait la République, c'était le plus honteux des aveux.

L'homme et la femme s'étaient alors séparés. La belle Therezia avait regagné sa « chaumière » de Chaillot d'où elle repartirait princesse de Chimay, mais rayée de la société parisienne, et le ci-devant vicomte de Barras avait quitté le Luxembourg pour son château de Grosbois où il allait s'enterrer, trop heureux de bénéficier de l'amnistie du mépris.

Son départ faisait disparaître le Directoire. Celui-ci tombait, sans bruit éclatant, comme s'effondrent les choses depuis longtemps pourries et qu'un choc fait tomber en poussière.

*
* *

Un pays généreux, avide de réformes et grisé de liberté, avait, dix ans avant,

jeté bas le régime sous lequel, des siècles, il avait vécu. Et après cinq ans de violentes convulsions, qui l'avaient horriblement éprouvé, il avait voulu, tout en gardant les conquêtes faites et en respectant les intérêts créés, moralement et matériellement se restaurer. Un groupe qui, depuis des années déjà, s'imposait, et que le pays répudiait, s'était cramponné au pouvoir et, par une suite d'attentats, s'y était maintenu. Le pays, affaibli par cinq ans de fièvre et trois ans de terreur, s'était vu juguler par une bande de politiciens sans scrupules et condamner à la ruine. Le plaisir énervant une partie de la nation, la misère avait abattu l'autre. Et, quatre ans, l'oligarchie en jouissance avait pu ainsi s'imposer. Mais, comme elle se sentait odieuse, il lui avait fallu tenir son esprit tout entier occupé à se maintenir, et, sous un gouvernement de guerre civile, la France, déjà à moitié ruinée en 1795, avait achevé de glisser à la dissolution. Elle y touchait, vous le savez, quand un soldat que d'éclatantes victoires et plus

encore la paix un instant conquise signalaient à l'amour, la saisit sur le penchant de l'abîme et la remit debout.

En deux ans, presque toutes les plaies allaient être pansées, et des ruines amoncelées un monument magnifique allait jaillir ; assis sur les solides fondations de la vieille France que le premier Consul allait retrouver sous les ruines déblayées, le monument s'élèverait bientôt superbe et ordonné, bâti à ce point de main de maître, qu'un siècle et quart de crises politiques n'a pu le ruiner.

Avant un an, le Consul, s'établissant en arbitre supérieur, aura départagé les partis et, par là, les aura à peu près éteints, donnant satisfaction aux intérêts lésés et aux consciences opprimées, réconciliant les citoyens et rétablissant, par cet arbitrage sans précédent, l'union de tous les Français. Il aura rétabli, par ailleurs, l'ordre dans les esprits et les âmes, première condition d'une restauration politique, sociale et morale. Alors l'administration se sera restaurée, la jus-

tice purifiée, les finances assainies, le crédit rétabli, les routes reconstruites, le brigandage évanoui, le commerce aura revécu et l'agriculture de nouveau prospéré. Le Concordat aura éteint les querelles religieuses, tandis qu'une politique aussi habile que vigoureuse aura fermé au flanc de l'État la plaie des guerres civiles de l'Ouest. Et de grandes victoires ayant forcé l'Europe à nous consentir, de Lunéville à Amiens, une paix dont la gloire reste sans précédent, la France restaurée sera, deux ans après Brumaire, au pinacle du monde.

« Un homme n'est qu'un homme », avons-nous entendu dire à Napoléon lui-même. Et si, devant Thiébault, il a dit : « Il n'est pas de mauvais peuple pour un bon gouvernement », c'est qu'il savait de quel peuple il parlait.

Il devinait que la France n'était pas morte : elle était engourdie par un excès de maux et d'ailleurs tenue ligotée par une tyrannie honteuse. Dans le tombeau où elle avait été mise, elle était (nous

avons lu le mot dans cent rapports de police) en léthargie.

Du jour où il a débarqué à Fréjus, Bonaparte a vu se réveiller cette nation ; elle s'est alors à moitié soulevée dans le sépulcre et elle en a aux trois quarts levé la pierre. L'homme acheva, en Brumaire, de faire tomber la dalle ; Lazare, débarrassé de ses bandelettes, revécut.

C'est à la nation ressuscitée que le Consul fit appel, à toute la nation, et partout elle répondit à l'appel de celui qui avait répondu au sien. Du Conseil d'État, qui va travailler parfois quatorze heures par jour, aux champs, où le paysan reprend le manche de la charrue, chacun va se mettre au labeur. C'est à cette collaboration de toute la France à l'œuvre de restauration, que celle-ci devra sa promptitude et empruntera sa grandeur.

Ainsi fut-il, une fois de plus, prouvé que ce pays défie la mort et la fait reculer.

Il a certes, par la suite, payé par la

perte de la liberté la restauration de l'ordre. Et certes ce n'est pas moi qui dirai : « Tant pis pour la liberté. » Car la liberté est un bien précieux. Mais on était alors à l'automne de 1799 et non au printemps de 1922. Un pays qui se dissout a plus besoin d'ordre que de liberté. Et où était d'ailleurs la liberté à la veille de Brumaire? Par un instinct admirable de conservation, la France, délibérément, choisit. Comme toujours, elle comprit où était le salut et, pour l'heure, elle préféra le risque assurément fâcheux du despotisme au danger mortel de l'anarchie.

En vain un détestable régime avait, quatre ans, paru la dissoudre. Sous les apparences de cette dissolution, les grandes vertus héréditaires avaient subsisté, et cette réserve d'énergie qui, ayant, de 1789 à 1792, fait ses preuves, reparaissait soudain en 1799, non plus employée aux luttes politiques, mais au travail national.

La France du Directoire était une façade derrière laquelle avait continué

à vivre la vraie France, ce pays étonnant dont on peut dire, quand il semble au tombeau, le mot que le Christ prononçait devant le sépulcre de Lazare : « *Etiamsi mortuus fuerit, vivet.* Quand même il serait mort, il vivra. »

FIN

TABLE DES MATIÈRES

		Pages.
I.	— Le règne de Barras	1
II.	— Le plaisir et la vie chère	67
III.	— La gloire des armes et la politique	119
IV.	— Sur la pente de l'abîme	173
V.	— L'appel au soldat	227

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer par

Plon-Nourrit et Cie

à Paris, le 26 juillet 1922.

BINDING SECT. JUN 27 1967

DC
186
M3

Madelin, Louis, 1871-
La France du Directoire; conférences prononcées à la "Société des conférences" en 1922.
Plon-Nourrit
([1922])

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY